

BAROMETRE DES MEDIAS AFRICAINS

Première analyse locale du paysage
médiatique en Afrique

CAMEROUN 2014

Française/English

**FRIEDRICH
EBERT**
STIFTUNG





BAROMETRE DES MEDIAS AFRICAINS

Première analyse locale du paysage
médiatique en Afrique



AFRICAN
MEDIA
BAROMETER

CAMEROUN 2014

Version Française

Publié par/ Published by:

Friedrich-Ebert-Stiftung (FES)
fesmedia Africa
Windhoek, Namibia
Tel: +264 (0)61 417500
E-mail: info@fesmedia.org
www.fesmedia-africa.org
Director: Sara Brombart

© Friedrich-Ebert-Stiftung (FES)

ISBN

No. 978-99945-77-19-4

Toute vente ou utilisation à des fins commerciales des médias publiés par Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) est interdite sauf autorisation écrite de FES.

The sale or commercial use of all media published by the Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) is prohibited without the written consent of the FES.

Les résultats, interprétations et conclusions exprimés dans ce volume ne reflètent pas nécessairement les opinions de Friedrich-Ebert-Stiftung ou Fesmedia Afrique. Fesmedia Afrique ne se porte pas responsable de l'exactitude des données présentées dans ce document.

The findings, interpretations and conclusions expressed in this volume do not necessarily reflect the views of the Friedrich-Ebert-Stiftung or fesmedia Africa. fesmedia Africa does not guarantee the accuracy of the data included in this work.

TABLE DES MATIERES

RÉSUMÉ 05

SECTEUR 1 09

La liberté d'expression, y compris la liberté de la presse, est effectivement protégée et valorisée.

SECTEUR 2 25

Le paysage médiatique, y compris les nouveaux médias est caractérisé par la diversité, l'indépendance et la durabilité.

SECTEUR 3 43

La régulation de la radiodiffusion et télévision est transparente et indépendante; le diffuseur de l'Etat se transforme en véritable diffuseur publique.

SECTEUR 4 53

Le media pratique un niveau élevé des normes professionnelles.

LA VOIE À SUIVRE 66

ENGLISH 71

English Version
African Media Barometer Cameroon 2014

Le Baromètre des Médias Africains

Le Baromètre des Médias Africains (BMA) est une description en profondeur et une évaluation compréhensive de l'environnement médiatique sur le continent africain. À la différence d'autres enquêtes de presse ou des médias, l'BMA est un exercice d'auto-évaluation effectué par des Africains et selon des critères et déclarations africains comme la « Déclaration des principes de la liberté d'expression en Afrique » (2002) de la « Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples ». En collaboration avec l'Institut des Médias pour l'Afrique Australe (*Media Institute for Southern Africa, MISA*), le projet 'médias' de la Friedrich-Ebert-Stiftung en Afrique (*fesmedia Africa*) a créé le Baromètre des Médias Africains (BMA) en 2004.

Le Baromètre des Médias Africains (BMA) est une analyse qui permet d'évaluer l'environnement médiatique d'un pays tout servant d'instrument de lobbying pour les réformes dans le secteur des médias.

Ses résultats sont communiqués au public du pays concerné pour viser l'amélioration de la situation des médias en prenant la Déclaration de l'Union Africaine et d'autres normes africaines comme indices de référence.

Les recommandations des rapports BMA sont aussi transmises aux 19 bureaux des pays de la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) en Afrique et à d'autres organisations locales comme l'Institut des Médias pour l'Afrique Australe (*Media Institute for Southern Africa, MISA*).





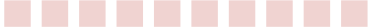
Méthodologie et système de notation

Tous les trois à quatre ans, une commission de 10 à 12 experts se réunit pour évaluer la situation des médias dans leur pays respectif. Le panel est composé à part égale des représentants des médias et de la société civile au sens large.

Pendant 1 jour ½, ils discutent l'environnement médiatique de leur pays à l'aide de 39 indicateurs prédéterminés.

La réunion sera présidée par un modérateur indépendant et expérimenté concernant la méthodologie du BMA qui veillera à s'assurer que les résultats sont d'une qualité standardisée. Les résultats de la discussion seront résumés par un rapporteur et communiqués au public une fois que les panélistes les auront validés.

Après le débat d'un indicateur, les membres du panel attribuent leur note individuelle pour cet indicateur par vote anonyme et en accord avec les critères suivants :

1	Pays ne répond pas aux critères d'indicateur	
2	Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur	
3	Pays répond à plusieurs critères d'indicateur	
4	Pays répond à la plupart des critères d'indicateur	
5	Pays répond à tous les critères d'indicateur	

La somme des notes individuelles pour un indicateur sera divisée par le nombre de panélistes afin de déterminer une note moyenne par indicateur. Ces notes moyennes par indicateur sont additionnées pour obtenir une moyenne par secteur qui ensuite représente la note finale d'un pays.

Résultats

Le rapport final est un résumé qualitatif de la discussion et indique également les notes moyennes pour chaque indicateur, secteur et la note final du pays. Dans le rapport les membres du panel ne sont pas nommés pour les protéger des répercussions négatives.

Avec le temps les rapports trisannuels ou quadriennaux mesurent le développement de l'environnement médiatique d'un pays particulier. Leurs résultats devraient former la base d'une discussion politique sur la réforme médiatique.

Dans les pays, où l'anglais n'est pas la langue officielle, le rapport est une édition bilingue.

La Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) et ses bureaux servent seulement comme convocateurs du panel et comme garants d'une méthodologie standardisée.

Le panel est responsable du contenu de la discussion et du rapport qui ne représente pas ou ne reflète pas forcément les vues de Friedrich-Ebert-Stiftung. En 2009 et encore en 2014 les indicateurs ont été retouchés, renouvelés, on a ajouté de nouveaux indicateurs et quelque uns ont été remplacés.¹

Vers la fin de 2014, le BMA avait déjà eu lieu dans 30 pays africains, dont certains d'entre eux pour la cinquième fois.

Zoe Titus
Directeur Regional
Institut des Médias
d'Afrique du Sud
Windhoek, Namibie

Sara Brombart
Directrice du projet
fesmedia Africa
Friedrich-Ebert-Stiftung
Windhoek, Namibie

¹ Par conséquent, la comparaison des notes de certains indicateurs et des notes des secteurs des rapports précédents n'est plus possible.



30 pays du BMA (2005-2014)

Baromètre des médias en Afrique CAMEROUN 2014

Résumé

Au cours des trois années de demie qui se sont écoulées depuis la dernière édition camerounaise du Baromètre des Médias Africains (BMA), on a constaté un certain nombre de développements positifs et négatifs dans les médias nationaux qui méritent réflexion. Le sentiment général dominant est que le paysage médiatique actuel (par rapport à 2011) est très morose en raison de la spirale descendante observée dans les secteurs revêtant une importance critique pour le développement de médias libres, pluralistes, professionnels, conformes à l'éthique et durables. Malheureusement, le récit de cette image terne désigne comme responsables directs les principaux intervenants – les journalistes.

L'élément le plus dangereux qui a entraîné ce déclin rapide des médias au cours de cette période est la corruption. Les journalistes ont accepté si facilement – et apparemment avec plaisir – d'être entraînés dans la corruption qui sévit actuellement dans tout le pays. Sans aucune hésitation, les journalistes demandent des pots-de-vin aux organisateurs d'événements, menacent les grosses pointures politiques et les magnats des affaires de publier des histoires potentiellement préjudiciables s'ils ne versent pas de « rançon », et organisent des cérémonies de remise de prix aux plus offrants, où l'on présente comme lauréats des gens n'ayant quasiment rien accompli, au grand amusement du public. Dans ce contexte où les journalistes agissent de plus en plus avec une telle insouciance, le jeu de rôle prête à confusion, car le gardien traditionnel de la société est désormais celui dont il faut se méfier.

Autre effet de la corruption, les médias ne se soucient désormais plus du respect des principes fondamentaux de la profession, et le contenu est pondé en série par des journalistes animés par des intérêts personnels plutôt que par l'intérêt commun. Les plaintes à répétition sur la baisse des normes professionnelles ne sont donc pas une surprise, car elles sont étayées par de nombreux cas de comportement contraire à l'éthique. La corruption et ses autres directives – l'avidité, l'intérêt et l'avancement personnels - ont attaqué et affaibli les syndicats et les associations qui sont traditionnellement les éléments qui unissent les différentes parties dans le combat de longue haleine pour la liberté des médias dans le pays. Les conflits internes au sein des nombreux syndicats et associations inactifs et divisés entre pro et anti-gouvernement, en sont une conséquence directe.

Les journalistes qui continuent à s'efforcer de faire preuve de rigueur professionnelle (qui forment en effet un bloc très résolu), sont de plus en plus frustrés par le fait qu'ils ne parviennent pas à faire prendre conscience au public qu'on leur colle une étiquette qui ne reflète pas les valeurs qu'ils incarnent.

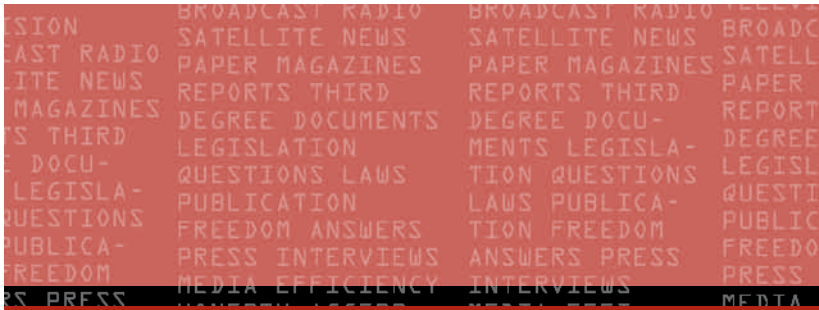
Il n'est dès lors pas surprenant que dans un secteur où l'intervention du gouvernement est souvent perçue, à juste titre, comme intrusive et animée par des arrière-pensées, les professionnels des médias eux-mêmes et les observateurs du paysage médiatique camerounais considèrent deux développements majeurs des trois dernières années et demie comme salutaires. Le Conseil National de la Communication, qui est une entité appartenant à et dirigée par l'État, joue aujourd'hui le rôle d'organe de régulation des médias au Cameroun. Connu par le passé pour sa lourdeur administrative et son inaction, le Conseil s'est récemment intéressé de près à la question du comportement non professionnel au sein des cercles médiatiques. Il est crédité pour avoir apporté une plus grande ouverture et transparence dans son travail en publiant un document qui décrit clairement les procédures de réception des plaintes du public liées aux médias. Même si certains journalistes ne sont pas satisfaits des décisions visant à suspendre les organes de presse ou leurs employés qui ont eu un comportement contraire à l'éthique, on reconnaît que le travail du Conseil a conduit à une baisse du nombre d'affaires judiciaires intentées contre les médias, qui se sont terminées par le passé par des peines de prison.

Le deuxième développement majeur était le Forum National de la Communication de 2012, qui est une autre initiative du gouvernement menée par le Ministère de la Communication. Ce forum, qui a été décrit comme 'inclusif', a formulé des recommandations, dont la majorité a reçu l'approbation totale des membres de la communauté des médias, qui ont permis d'aborder un certain nombre de questions essentielles pour le développement des médias. La proposition de créer un mécanisme d'autorégulation – comme c'est le cas dans la plupart des professions libérales telles que le droit et la médecine, ainsi que la création d'un Fonds privé de développement des médias sous la tutelle de l'État ont été considérées comme des initiatives susceptibles de contribuer de manière significative à l'émergence d'un paysage médiatique conforme à l'éthique et financièrement viable au Cameroun.

Alors que la plupart des questions abordées au cours de la période à l'étude font partie de la réalité des médias du Cameroun depuis deux décennies, la sécurité et la sûreté ont pris une dimension toute nouvelle. Avec les attaques à répétition du groupe terroriste « Boko Haram » auxquelles doit faire face le pays sur sa frontière nord, et les nombreuses incursions à l'est liées au conflit en République centrafricaine, les médias sont confrontés à des problèmes de sécurité et de sûreté alors qu'ils naviguent dans un territoire journalistique relativement inconnu - la couverture des conflits. Ne possédant pas les connaissances de base professionnelles appropriées, les journalistes doivent faire face aux problèmes de sécurité tout en couvrant les situations de conflits armés. Comme si cela ne suffisait pas, le travail des journalistes est davantage compromis par les préoccupations de sécurité des agents de l'État. Les responsables de la sécurité sont soit trop désireux d'utiliser les journalistes pour obtenir des informations précieuses sur « l'ennemi », ou de les utiliser comme complices, pensant qu'ils ont pu être en contact avec une personne figurant sur leur liste des personnes à surveiller. De nombreux journalistes ont été interrogés à un moment ou à un autre. Felix Cyriaque Ebole

Bola du quotidien privé *Mutations*, Rodrigue Tongue du journal *Le Messager* et Baba Wame, ancien journaliste et maître de conférence en journalisme, ont été inculpés pour avoir dissimulé à l'État d'importantes informations relatives à la sécurité, à la suite d'une audience du tribunal militaire qui s'est tenue le 28 octobre à Yaoundé.

De manière générale, lorsque l'on dresse le bilan des développements dans les médias au Cameroun au cours des trois dernières années et demie, notamment en matière de responsabilité, il est clair que la plus grande part de responsabilité de cette performance désastreuse revient aux professionnels des médias. Laisser le hasard décider de son destin ou le remettre entre les mains d'autres personnes est non seulement dangereux, mais revient aussi à se résigner. La tâche qui les attend pour consolider les gains négligeables et combler le grand écart du côté pertes de ce bilan est dantesque. C'est un défi auquel les professionnels des médias ne peuvent pas se soustraire car il est essentiel pour regagner la confiance du public et, par extension, réaffirmer la pertinence des médias dans le développement du Cameroun.



SECTEUR 1:

La liberté d'expression, y compris la liberté des médias, est effectivement protégée et promue.



La liberté d'expression, y compris la liberté des médias, est effectivement protégée et promue.

1.1 La liberté d'expression, y compris la liberté des médias, est garantie dans la constitution et protégée par d'autres lois.

La constitution du Cameroun, révisée en 1996 et modifiée en 2008, donne aux citoyens la liberté de s'exprimer de différentes manières. Le Préambule, qui est un composant juridiquement contraignant de la constitution, stipule que « la liberté de communication, la liberté d'expression, la liberté de presse, la liberté de réunion, la liberté d'association, la liberté syndicale et le droit de grève sont garantis dans les conditions fixées par la loi ». L'Article 19 stipule aussi que :

« Toute personne a droit à la liberté d'opinion et d'expression; ce droit inclut le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit. »

La Loi de 1990 relative à la Liberté de la Communication Sociale reflète l'esprit de la Constitution en réaffirmant les garanties de liberté d'expression et des médias. Elle décrit aussi les conditions dans lesquelles elles s'exercent. La portée de l'application de la liberté d'expression inclut la presse, les librairies et toutes les formes de presse écrite, de stations radio et de chaînes de télévision¹. Cependant, la Loi sur la Communication sociale ne mentionne pas directement les plateformes d'actualités et d'informations numériques, telles que les sites d'actualités, les blogs et les médias sociaux, qui ont émergé plus récemment.

Mais en dépit de ces garanties, d'autres lois empêchent les citoyens de profiter pleinement de leur liberté d'expression. Le Code Pénal² punit un grand nombre de délits liés à l'exercice de la liberté d'expression et des médias, tels que le libelle, la diffamation, la diffusion d'informations erronées, la possession d'informations confidentielles et l'outrage aux agents publics³. Bien que les panélistes semblent d'accord sur le fait que la liberté d'expression et la liberté des médias ne doivent pas ouvrir la porte à un comportement irresponsable, ils ont considéré que le libelle et la diffamation constituaient de graves menaces au plein exercice de ces libertés. Le libelle criminel et la diffamation s'appliquent sans discrimination aux citoyens et aux journalistes.

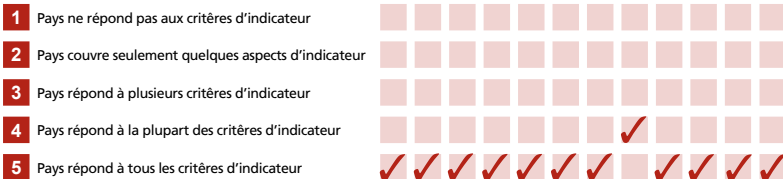
1 Loi No 90/052 du 19 décembre 1990 relative à la Liberté de la Communication Sociale, Articles 2.1, 3, 6, 36.1

2 1967

3 Code Pénal (1967), Articles 152, 153, 154

Le pointage:

Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur:

4.9 (2008=3.4 ; 2011=5.0)

1.2 Le droit à la liberté d'expression est effectif et les citoyens, y compris les journalistes, exercent leurs droits sans crainte.

Les Camerounais, y compris les journalistes, peuvent parler ouvertement, mais le font souvent avec prudence. Le juste milieu entre la liberté et la crainte varie et les chaque journaliste évalue la situation spécifique avant de choisir la manière de procéder. De l'avis d'un panéliste, la situation n'est pas si mauvaise au point de la qualifier de situation de « terreur » ; c'est plutôt une situation inspirant un « certain degré de peur ». Pour un autre panéliste, la « liberté de la presse a considérablement diminué dans ce pays ». Les différents points de vue sur le sujet incluent ceux qui pensent que la « liberté d'expression est uniquement théorique » ou « que la peur est présente en permanence chez les journalistes » et ceux qui constatent une amélioration par rapport à la situation dans le passé.

En général, les panélistes s'accordent à dire que les citoyens et les journalistes ne peuvent toujours pas exercer pleinement la liberté d'expression en tout temps, malgré certains progrès réalisés. Cette situation s'explique par des facteurs qui pourraient être liés aux menaces directes de poursuites judiciaires⁴ ou aux « moyens subtils auxquels le gouvernement a recours pour intimider le public par l'intermédiaire de ses structures opérationnelles. » Comme l'a bien résumé l'un des panélistes, « la liberté d'expression est sous contrôle » au Cameroun.

Comme indiqué précédemment, les citoyens et les journalistes exercent leur la liberté d'expression de manières différentes.

Exercice de la liberté d'expression par les médias

Ces dernières années, les médias se montrent plus éloquentes et audacieux dans les sujets qu'ils couvrent et qu'ils commentent. Les gros titres osés et les débats candides en direct sont communs. Les invités de la plupart des émissions-

4 Le Code pénal ne fait pas de distinction entre les journalistes et les autres citoyens en ce qui concerne les délits liés à l'exercice de la liberté d'expression.

débats TV et radio populaires incluent régulièrement des personnes ouvertement critiques du gouvernement et de ses politiques. Le grand nombre de journaux⁵ et l'explosion des médias privés sont aussi le signe d'un paysage médiatique de plus en plus libre.

Néanmoins, selon un panéliste, « les gens vous demandent souvent si vous n'avez pas peur d'écrire ce que vous écrivez. » En dépit du sentiment de liberté accrue, les journalistes ont toujours peur de s'exprimer librement parce que la menace d'une poursuite judiciaire ou d'une agression physique est réelle. « Les journalistes refusent souvent des missions » par peur des répercussions soit de l'État ou des groupes d'intérêts puissants.

Exercice de la liberté d'expression par les citoyens

Les citoyens ordinaires se sentent en général plus libres de s'exprimer sur des affaires publiques aujourd'hui que par le passé. C'est en partie parce que les médias leur ont donné une voix plus grande. Presque chaque station de radio et chaîne de télévision – y compris les radiodiffuseurs publics – diffusent des émissions-débats et des programmes à ligne ouverte avec une participation non filtrée du public.

Cependant, « il y a certains sujets dont vous pouvez parler sans crainte et d'autres dont vous ne pouvez pas ». En raison du passé autoritaire du pays, les citoyens pensent qu'il y a toujours des agents infiltrés pas loin qui écoutent leur conversation. Les organisations de la société civile pensent que des agents de sécurité infiltrent souvent leurs réunions pour écouter leur conversation et en faire rapport aux responsables du gouvernement. « Malgré les garanties de liberté, la pratique enracinée qui consiste pour l'État à espionner constamment ses citoyens n'a pas disparu, » a déclaré un panéliste. « Dès que les gens savent que des agents de sécurité se trouvent dans la pièce, ils ont peur de dire ce qu'ils pensent. »

Même s'il suffit d'une simple déclaration pour organiser un rassemblement public, les organisateurs de ces événements prétendent souvent qu'on leur demande aussi de dévoiler les sujets qu'ils prévoient de discuter. Les fonctionnaires administratifs dérangent régulièrement les rencontres publiques à cause du sujet de discussion et du calibre des participants. Conscients de cette situation, un panéliste a affirmé que les missions diplomatiques et autres organisations internationales au Cameroun organisent de plus en plus leurs réunions dans des locaux privés de façon à ce que les gens puissent s'exprimer librement.

La règle élémentaire de prudence pour les gens est de faire attention autant qu'ils le peuvent à ce qu'ils disent dans les conversations privées et les rassemblements publics. « Vous trouverez quelqu'un en train de parler ouvertement du président, avant de se retourner vite pour voir si quelqu'un écoute. »

⁵ Le nombre estimé de journaux au Cameroun varie de 500 à plus de 600, mais seule une douzaine d'entre eux sont réguliers et considérés comme crédibles.

Le pointage:

Notes individuelles:

1	Pays ne répond pas aux critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2	Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur	✓	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3	Pays répond à plusieurs critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	✓	✓	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	✓	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	✓	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	✓	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	✓	✓	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4	Pays répond à la plupart des critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	✓	✓	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	✓	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5	Pays répond à tous les critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Moyenne de l'indicateur:

3.1 (2008=2.6 ; 2011=2.7)

1.3 Il n'y a pas de lois ou partie de lois, limitant la liberté d'expression telles que des lois excessives sur les secrets d'État et les délits de presse, ou des lois/ des exigences juridiques qui empêchent l'entrée dans la profession de journaliste, ou des lois qui empiètent de manière déraisonnable sur les fonctions des médias.

Le Cameroun n'a pas fait de progrès visibles en matière de transparence dans la conduite des affaires publiques. Il existe des clauses de confidentialité et de secret dans de nombreuses lois⁶ datant des premières années d'indépendance. Les concepts tels que les « secrets d'État », « les questions de souveraineté », « la confidentialité administrative » et « les sujets sensibles » sont souvent vaguement définis et utilisés sans discrimination pour réduire au silence les titulaires de postes publics.

La dissimulation d'informations publiques est plus perceptible dans l'armée, mais elle est tout aussi importante dans le secteur public. Par exemple, même si le ministère de la défense possède un porte-parole, le bureau de presse communique très peu d'informations concernant les activités militaires dans le nord du Cameroun, où l'armée participe à des opérations contre le groupe terroriste nigérian, Boko Haram. L'obtention ou la publication d'un document officiel marqué « confidentiel », quelle que soit la nature de son contenu, est considérée comme une infraction criminelle. Plusieurs lieux publics tels que les aéroports, les bâtiments gouvernements et les installations militaires sont interdits aux photographes.

Le gouvernement essaye de limiter l'exercice de la liberté d'expression en cherchant à contrôler la pratique du journalisme. L'accréditation des journalistes

6 Les règles du secret professionnel dans le Code de la fonction publique empêchent les employés de l'Etat de divulguer des informations, alors que les citoyens peuvent être poursuivis s'ils obtiennent des documents administratifs qui ne leur sont pas destinés.

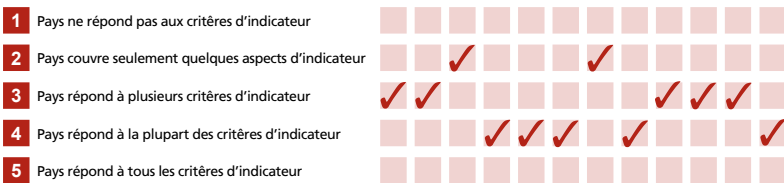
et la délivrance des cartes de presse relèvent de la responsabilité d’une commission nommée par le gouvernement. En 2012, Le Forum National de la Communication – un rassemblement organisé par le Ministre de la Communication – a recommandé de limiter l’entrée dans la profession de journaliste aux diplômés des écoles de journalisme et aux personnes possédant au moins un diplôme universitaire⁷ dans un autre domaine. Si elle est mise en œuvre, cette formation formelle exigée pour entrer dans la profession marquerait un changement par rapport à la pratique actuelle qui reconnaît un journaliste d’après sa faculté intellectuelle, sa formation et son talent, mais pas ses qualifications universitaires⁸.

Les autorités cherchent clairement à rendre l’entrée dans la profession plus dure qu’elle ne l’est actuellement, et les points de vue des panélistes à ce sujet divergent. Alors que certains y voient une mesure visant à se débarrasser des mauvais journalistes, d’autres y voient une restriction de la liberté d’expression et des médias. Les partisans de cette recommandation prétendent que la pratique actuelle a ouvert la porte aux « charlatans » qui « assassinent » les normes journalistiques. Les critiques soulignent les nombreux exemples de bons journalistes au Cameroun et dans d’autres régions du monde, qui n’ont jamais fréquenté d’école de journalisme. La législation proposée ne définit pas non plus le nombre d’années d’expérience en salle de rédaction requises pour que les étudiants non diplômés en journalisme soient accrédités, ouvrant ainsi la porte à une interprétation discrétionnaire qui pourrait pénaliser les journalistes potentiels.

Le libelle criminel⁹ reste la menace la plus grave à la liberté d’expression, même si les panélistes ont reconnu que le nombre d’affaires judiciaires et de peines de prison résultant de la pratique du journalisme ont sensiblement baissé.

Le pointage:

Notes individuelles:



Moyenne de l’indicateur:

3.3 (2008=n/a ; 2011=n/a)

7 Les titulaires d’un diplôme universitaire dans d’autres domaines seront aussi tenus de posséder un nombre non spécifié d’années d’expérience en salle de rédaction pour pouvoir obtenir une accréditation de journaliste.

8 Lois sur la Liberté de la Communication Sociale, 1990, Article 46.1

9 Code Pénal du Cameroun (1967), Articles 304, 305




1.4 Le gouvernement s'efforce d'honorer les instruments régionaux et internationaux sur la liberté d'expression et la liberté de presse.

Les organes régionaux et internationaux n'ont promulgué aucune nouvelles lois ni aucuns accords politiques sur la liberté d'expression et des médias depuis le BMA 2011. Cependant, le gouvernement n'a fait aucun effort pour honorer les instruments existants sur ces libertés. C'est notamment le cas du Protocole de Nairobi de la Convention de Florence qui appelle à des exonérations fiscales sur les matières premières utilisées pour imprimer les journaux. Les autorités fiscales du Cameroun continuent à facturer la taxe sur la valeur ajoutée sur les journaux. Résultat, le prix d'une rame de 500 feuilles de papier est de 10 000 FCA (soit environ 20 USD), par rapport à 5500 FCA (soit environ 11 USD) si le protocole était appliqué.

Selon certains panélistes, d'un point de vue purement juridique, le gouvernement a eu le mérite d'avoir respecté les conventions, chartres et autres instruments internationaux. Sur le plan constitutionnel, les textes juridiques internationaux deviennent partie intégrante de la loi nationale une fois qu'ils ont été ratifiés par le gouvernement, et sont dès lors applicables. L'échec à cet égard réside donc dans « l'appropriation » efficace des instruments juridiques régionaux et internationaux. « Le Cameroun a signé et ratifié de nombreux textes mais ne les applique pas sur le terrain », a affirmé un panéliste.

Le pointage:

Notes individuelles:

1 Pays ne répond pas aux critères d'indicateur	
2 Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur	
3 Pays répond à plusieurs critères d'indicateur	
4 Pays répond à la plupart des critères d'indicateur	
5 Pays répond à tous les critères d'indicateur	

Moyenne de l'indicateur:

3.9¹⁰ (2008=n/a ; 2011=1.5)

10 Pour les panélistes, en ratifiant les instruments internationaux, le gouvernement a fait quelques efforts, mais pas tous.






1.5 Les publications écrites ne sont pas soumises à l'autorisation préalable des pouvoirs publics.

Le Cameroun exige uniquement que les éditeurs potentiels déclarent leur intention de publication auprès du bureau administratif compétent avant que la première copie du journal ou du magazine ne soit vendue en kiosque (Loi sur la Liberté de la Communication Sociale, 1990, Article 7). Compris ainsi, les « publications écrites n'ont pas besoin d'obtenir la permission auprès des autorités gouvernementales pour être publiées. » Le système de déclaration d'intention marque un changement par rapport à l'ancienne pratique selon laquelle les éditeurs devaient obtenir une licence. Cela renforce la perception qu'il n'est pas nécessaire d'obtenir une « permission ».

Cependant, le processus de « déclaration » consacré par la loi soulève souvent des questions sur l'absence totale d'autorisation de l'État. Le fonctionnaire administratif est tenu de transmettre un accusé de réception dans les 15 jours qui suivent la déclaration de publication. Bien que l'éditeur soit autorisé à poursuivre la publication si ce délai de 15 jours expire sans délivrance de l'accusé de réception, il est important de noter que le fonctionnaire peut aussi émettre une objection contre la publication du journal ou magazine proposé¹¹.

Le pointage:

Notes individuelles:

1 Pays ne répond pas aux critères d'indicateur	
2 Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur	
3 Pays répond à plusieurs critères d'indicateur	
4 Pays répond à la plupart des critères d'indicateur	
5 Pays répond à tous les critères d'indicateur	

Moyenne de l'indicateur:

5.0 (2008=n/a ; 2011=1.7)

¹¹ L'Article 7.3 de la Loi sur la Liberté de la Communication Sociale stipule que la publication peut se poursuivre si le fonctionnaire administratif ne délivre pas un accusé de réception dans les 15 jours qui suivent la déclaration de publication.

1.6 Les sources confidentielles d'information sont protégées par la loi et / ou par les tribunaux.

La loi camerounaise « reconnaît et garantit » la protection des sources d'information, qui « ne peuvent être levées que devant le juge et à huis clos » (Loi sur la Liberté de la Communication Sociale, 1990, Article 50). Les interprétations juridiques de l'implication de cette disposition varient. La possibilité pour un journaliste de révéler ses sources d'information devant un juge, même à huis clos, ne va-t-elle pas à l'encontre de l'objectif qui est de protéger ces sources? De l'avis d'un panéliste, « dès que vous êtes appelé(e) à révéler votre source, même à huis clos, la source n'est plus protégée ». D'un autre côté, certains panélistes soutiennent que « le but de la divulgation d'une source devant un juge est de protéger le journaliste, puisque dans certains cas, l'identification de la source est la seule preuve que le journaliste n'a fait que présenter des informations qu'il avait recueillies, et qu'il n'a pas publié d'allégations non fondées étant le fruit de son imagination. Par conséquent, la divulgation à huis clos protège quand même la source. »

En dépit du débat sur cette disposition de la loi, les panélistes étaient unanimes pour dire qu'aussi loin qu'ils se souviennent « aucun journaliste au Cameroun n'a jamais eu à révéler une source devant un juge ». En pratique, la pression que subissent les journalistes pour révéler leurs sources se présente sous la forme d'intimidation de la part des forces de sécurité, d'autres agents des forces de l'ordre et des fonctionnaires puissants. « Où que vous alliez, la première chose qu'on vous demande est d'identifier votre source. Personne ne remet en question la véracité de l'information, » a déclaré un panéliste.

En dehors du cabinet du juge, il n'existe aucune voie juridique obligeant les journalistes à révéler leurs sources. Pourtant, « les gens essayent d'utiliser d'autres moyens et menaces pour obtenir des informations sur les sources. » Par exemple, en 2014, les gendarmes ont fait pression sur l'éditeur de l'Emergence, l'un des quelques quotidiens du pays, pour qu'il révèle une source après que le journal a publié une histoire prétendant que le passeport du Président de l'Assemblée Nationale avait été confisqué par la police judiciaire. Étant moins intéressés par le fait de savoir si l'information était vraie ou pas, ils ont poursuivi leur tactique d'intimidation en demandant « comment osez-vous dire ça à propos du Président de l'Assemblée Nationale »; suggérant ainsi qu'il était une sorte de demi-dieu ayant une intégrité que les simples mortels tels que les journalistes ne pouvaient se permettre de mettre en doute.

Le pointage:

Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur:

3.9 (2008=2.1 ; 2011=1.4)

1.7 L'information publique est facilement accessible et garantie par la loi à tous les citoyens.

En l'absence d'une Loi sur l'Accès à l'Information, les fonctionnaires de l'État n'ont aucune obligation de communiquer l'information aux citoyens. Ils se cachent derrière les règles du secret d'État et de confidentialité pour refuser au public l'accès à l'information. Par ailleurs, les pratiques de la fonction publique exigent que les fonctionnaires obtiennent l'autorisation de leurs supérieurs avant de donner des informations aux journalistes et aux citoyens. Ce processus est en général long et son résultat imprévisible. Dans l'ensemble, l'accès à l'information est difficile pour les journalistes et encore pire pour les citoyens.

De nombreux services gouvernementaux possèdent des bureaux de presse, mais leurs employés ne sont pas autorisés à partager l'information sans autorisation préalable. Même « le peu d'information qui est disponible est distribué avec discrimination, » et souvent à la discrétion du détenteur de l'information. Les fonctionnaires peuvent « révéler » l'information à la presse, mais ces cas sont rares, comme l'ont fait remarquer les panélistes

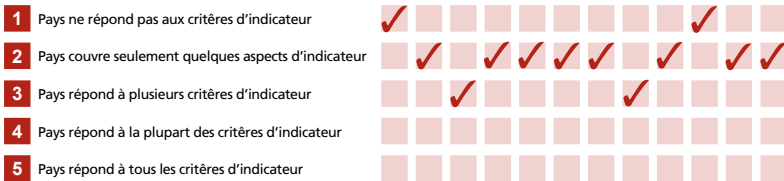
La principale source d'information du gouvernement pour le public est la gazette nationale. Mais les informations publiées dans la gazette se limitent aux lois, décrets et autres textes juridiques et réglementaires. Alors que le problème de l'accès à l'information au Cameroun est largement dû à la volonté du gouvernement de contrôler l'information, il découle aussi en grande partie de l'incapacité du gouvernement à mettre en place un système de gestion et de distribution de l'information efficace. Selon un panéliste, ceci explique pourquoi « des mois après un décret présidentiel portant augmentation des salaires dans le pays, le personnel de certains conseils ruraux n'avaient toujours pas commencé à jouir de ces avantages car les membres du conseil n'avaient pas encore reçu les copies officiellement transmises du décret. »

Une organisation appelée l'Initiative de Gouvernance Citoyenne dirige une coalition d'organisations non-gouvernementales et de groupes de la société civile

qui plaide en faveur de la promulgation d'une Loi sur l'Accès à l'Information au Cameroun. L'avant-projet de loi qui a été rédigé par l'organisation contient des dispositions obligeant les agents publics à communiquer l'information aux citoyens.

Le pointage:

Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur:

2.1 (2008=1.3 ; 2011=1.3)

1.8 Les sites Web et les blogues et toute plateforme numérique ne sont pas tenus d'être déclarés ou d'obtenir l'autorisation préalable des pouvoirs publics.

À l'heure actuelle, les nouveaux sites Web et autres plateformes d'information numériques telles que les blogs personnels, ne nécessitent aucune autorisation préalable pour devenir opérationnels. La législation camerounaise ne s'est pas encore penchée sur le contenu des sites Web. Elle se concentre plutôt sur la réglementation des activités des prestataires de services Internet et des services d'hébergement de sites¹². À ce titre, les individus et les institutions ont la possibilité de créer et d'exploiter librement des sites Web et des blogs sans demander la permission auprès d'une autorité publique. Le nombre de sites est « impressionnant » et devrait continuer à augmenter. D'après une liste publiée sur le site Web du Conseil National de la Communication, le Cameroun possède environ 40 sites Web spécialisés dans la diffusion de contenus de l'information. Mais cette liste est incomplète car de nombreux sites très connus n'ont pas été inclus.

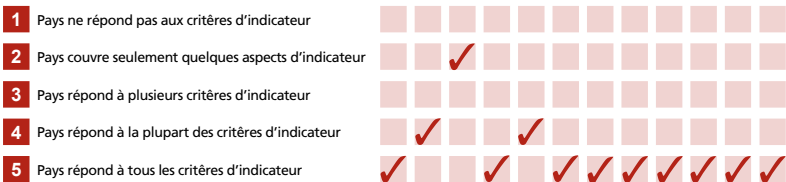
Les discussions sur la réglementation de la création des sites Web et des blogs n'ont commencé sérieusement qu'il y a deux ans. Les délégués du Forum National de la Communication de 2012 ont recommandé d'inclure les publications d'information et les blogs en ligne dans la loi sur les médias. Les projets d'amendement de la Loi sur la Liberté de la Communication Sociale de 1990 visent à placer les publications

¹² Les lois les plus détaillées sur les TIC sont celles régissant l'Agence nationale des technologies de l'information et de la communication (ANTIC), l'Agence de régulation des télécommunications (ART) et la loi sur la cybersécurité et la cybercriminalité.

d'information en ligne dans le même cadre de réglementation que les journaux. La création de sites Web et de blogs relèverait donc d'un régime de déclaration, plutôt que d'autorisation. Pour autant, les experts juridiques s'attendent à ce que la loi prévue se heurte à des obstacles majeurs. Certains des sites Web et blogs considérés comme camerounais sont hébergés à l'extérieur du pays et ne peuvent donc pas être régis par la législation nationale.

Le pointage:

Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur:

4.5 (2008=n/a ; 2011=4.2)

1.9 L'Etat ne cherche pas à bloquer ni à filtrer le contenu d'Internet sauf si la loi prévoit des restrictions qui servent d'intérêt légitime et qui sont nécessaires dans une société démocratique et appliquées par un tribunal indépendant.

Sur fond d'une colère grandissante du public déclenchée par la hausse des prix des denrées alimentaires et les plans visant à supprimer les limites des mandats présidentiels dans la Constitution du pays, ainsi que des soulèvements populaires alimentés par les médias sociaux en Tunisie et en Égypte, les autorités camerounaises ont ordonné à l'opérateur de téléphonie mobile MTN de bloquer la délivrance des messages sur Twitter en 2008. Depuis, le Cameroun n'a jamais vraiment essayé de bloquer ou de filtrer le contenu Internet. Néanmoins, les autorités surveillent régulièrement le contenu Internet et cherchent à le contrôler. En 2013, par exemple, plusieurs personnes ont été arrêtées à Yaoundé et accusées de créer et d'exploiter illégalement des pages Facebook représentant les agents et les institutions publics. En l'absence de règlements clairement définis –exception faite de la loi sur la cybercriminalité et la cybersécurité – les autorités utilisent leur discrétion pour recourir à ces mesures.

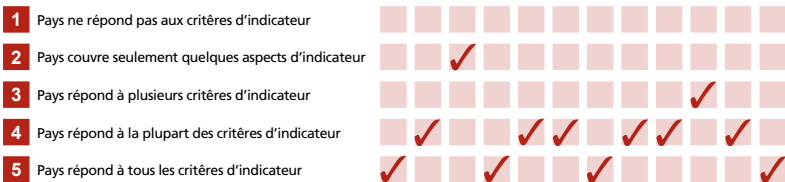
Les forces de police recrutent actuellement des agents dotés de compétences en TIC. Pour les analystes, cette manœuvre prouve que les forces de sécurité souhaitent avoir le contrôle du contenu Web et d'autres formes de réseaux

d'information électroniques. Ces agents spécialisés sont censés aider la police à surveiller et à décrypter le contenu numérique et des sites Web. Les organismes chargés de l'application de la loi collaborent aussi régulièrement avec les prestataires de services au cours d'enquêtes criminelles. En 2014, un éminent avocat a été inculpé dans une affaire de lutte contre le terrorisme sur la base d'éléments de preuve recueillis à partir de la transcription de ses conversations téléphoniques.

Selon un panéliste, « parler d'un effort systématique et coordonné de filtrer le contenu des informations sur le Web dans la cas du Cameroun serait une exagération, car il n'existe que des affaires marginales de surveillance et d'interférence ».

Le pointage:

Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur:

4.1 (2008=n/a ; 2011=1.5)

1.10 La société civile en général et les groupes de pression des médias défendent activement la cause de la liberté des médias.

Le Grand Palabre, une initiative du journal hebdomadaire *Germinal*, est un forum public qui rassemble des experts pour discuter des questions nationales. Suite à son interdiction par les autorités, les médias et les organisations de la société civile ont lancé une pétition pour son rétablissement. En mai 2014, l'organisation des médias a publié un communiqué dénonçant ce qu'elle appelait un affront à l'éthique journalistique après la publication par le journal *La Scène* d'un gros titre à la une dans lequel il traitait le Ministère ivoirien de la Communication, Affoussiattou Bamba Lamine, qui était en visite officielle au Cameroun, de « prostitué ». Une association de presse *La Fédération des Éditeurs de Presse*¹³ a réussi à négocier la suppression de la taxe sur la valeur ajoutée sur la presse écrite à destination du Cameroun, et est en pourparlers avec le principal distributeur de journaux du pays, *Messa Presse*, pour réduire les commissions sur les ventes de journaux versées par les éditeurs.

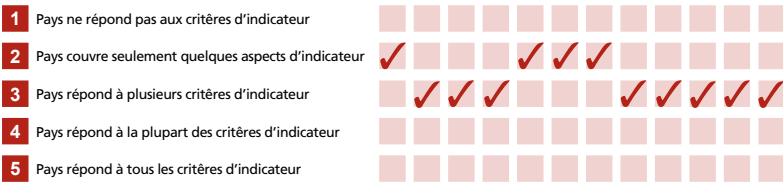
13 Fédération des éditeurs de journaux

Les exemples tels que celui-ci, qui soulignent l'engagement des organisations de la société civile et/ou de presse à promouvoir et à défendre la cause de la liberté des médias, sont néanmoins peu nombreux. Dans l'ensemble, les organisations de presse ne sont pas perçues comme étant activement engagées dans la promotion des intérêts des journalistes. La majorité des organisations de presse enregistrées sont inactives, « prises en otage » par des dirigeants animés par le gain personnel, ou en conflit les uns avec les autres. Un panéliste a décrit les dirigeants de la plupart des organisations de presse comme « une clique de trois ou quatre personnes qui utilisent uniquement le nom de l'organisation pour obtenir des invitations à parcourir le monde, faisant de grandes déclarations à l'étranger alors que chez eux, ils sont les grands seigneurs d'organisations moribondes. » Le syndicat des journalistes du Cameroun, considéré comme la plus grande organisation de presse du pays, ne s'est pas réuni depuis plus de cinq ans. D'un autre côté, les panélistes ont trouvé que l'Association des journalistes Anglophones du Cameroun (CAMASEJ) était la plus active.

D'autres organisations de la société civile travaillent souvent avec les médias. Cependant, ces organisations utilisent les médias pour promouvoir leur programme plutôt que pour promouvoir la cause du journalisme. On ne voit pas souvent les OSC travailler côte à côte avec les médias lors d'occasions telles que la Journée Mondiale de la presse.

Le pointage:

Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur:

2.7 (2008=1.7 ; 2011=3.0)

1.11 La législation sur les médias est le résultat de concertations approfondies entre les institutions, les citoyens et les groupes d'intérêts.

Les experts des médias et les agents gouvernementaux considèrent le Forum National de la Communication (FNC) de 2012 comme un écart majeur par rapport à la pratique habituelle dans le pays, parce que ce forum est ouvert aux intervenants ne relevant pas de l'appareil de l'État. Les comités auraient travaillé

jusqu'à tard dans la nuit pour arriver à un consensus en raison des voix discordantes au sein du comité. Ce forum est le meilleur exemple d'une consultation inclusive, puisqu'il a rassemblé des acteurs de la fonction publique, du secteur privé et du monde universitaire. Cependant, dire que cette consultation est significative est discutable. Les critiques affirment que le gouvernement est arrivé avec un ordre du jour qu'il a imposé aux délégués. Certains panélistes n'étaient pas très optimistes quant au résultat de cet exercice car dans le passé, les choix définitifs en matière de politique n'ont presque jamais reflété les points de vue des autres intervenants. Le fait que les conclusions du FNC n'ont pas été présentées à l'organe législatif du pays deux ans après sa tenue, est le signe pour de nombreuses critiques, qu'on ne devrait pas attendre beaucoup de cet exercice national. Un panéliste a déclaré « qu'au Cameroun, les consultations se déroulent souvent après avoir déjà pris la décision sur ce qui sera fait. »

À part le FNC, aucun autre forum n'a été organisé pour une consultation significative sur d'autres lois sur les médias.

Le pointage:

Notes individuelles:

1	Pays ne répond pas aux critères d'indicateur	✓																		
2	Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur		✓					✓												
3	Pays répond à plusieurs critères d'indicateur		✓			✓	✓			✓	✓	✓								
4	Pays répond à la plupart des critères d'indicateur				✓					✓										✓
5	Pays répond à tous les critères d'indicateur																			

Moyenne de l'indicateur:

2.9 (2008=n/a ; 2011=1.3)

Note du secteur 1:

3.7

SECTEUR 2:

Le paysage médiatique, y compris les nouveaux médias, est caractérisé par la diversité, l'indépendance et la durabilité.

Le paysage médiatique, y compris les nouveaux médias, est caractérisé par la diversité, l'indépendance et la durabilité.

2.1 Une large gamme de sources d'information (presse, audiovisuelles, internet, téléphones portables) est disponible et abordable pour les citoyens.

Les sources d'actualités et d'informations se sont élargies au cours des dernières années, grâce, en partie, à un meilleur accès Internet, à la popularisation des plateformes mobiles, et au nombre toujours croissant d'entités de radiodiffusion. Ce processus a été aidé par une meilleure maîtrise des technologies de consommation et professionnelles, ainsi que par la baisse des prix de ces technologies. Néanmoins, les facteurs sociaux tels que la pauvreté et l'illettrisme maintiennent encore des segments de la population en marge de ce progrès apparent. Chaque plateforme offre des caractéristiques et des développements uniques :

Téléphones mobiles

La pénétration des téléphones mobiles serait bien supérieure à 70%¹⁴. Nexttel, le premier réseau troisième génération (3G) du pays, est devenu opérationnel en septembre 2014, permettant aux utilisateurs de téléphones mobiles¹⁵ d'accéder à l'Internet haut débit. L'arrivée de Nexttel a fait passer le nombre d'opérateurs de téléphonie mobile au Cameroun à trois. Le gouvernement a accordé une quatrième licence à l'opérateur de téléphonie public Cameroon Telecommunication (CAMTEL) en septembre 2014. Avec ces développements, on s'attend à ce que le nombre d'utilisateurs mobiles augmente.

Grâce à une grande variété d'applications de messagerie et à la baisse des prix, le téléphone mobile a émergé comme une source d'actualités et d'informations à forte croissance pour un grand segment de la population, notamment les jeunes¹⁶. Les messages SMS sont encore très largement utilisés et représentent de loin la forme de communication la plus abordable. Ils sont actuellement utilisés pour communiquer les informations sur les marchés aux producteurs de cacao et de café dans les zones reculées du pays. Dans le nord du pays, un projet axé sur les SMS aide les femmes enceintes à rester en contact avec les travailleurs de la santé. Plusieurs entreprises commerciales ou de téléphonie mobile envoient des rendez-

14 Le plus grand opérateur mobile du pays, MTN, a annoncé son 10 millionième abonné actif – soit près de la moitié de la population totale du pays en février 2014.

15 Nexttel exerce sous la dénomination commerciale Viettel Cameroon limited, une coentreprise d'investisseurs vietnamiens et camerounais.

16 Le Cameroun compte plus de 513 000 utilisateurs Facebook et un nombre croissant d'utilisateurs de Twitter, WhatsApp et Viber

vous et des résultats sportifs, des informations sur les coupures d'électricité, des conseils de santé ainsi que les heures d'ouverture des pharmacies par SMS.

La croissance des plateformes mobiles comme source d'information est étroitement liée à celle de l'Internet, en particulier avec la popularité croissante des téléphones intelligents et des tablettes.

Internet

Le nombre de sites Web qui publient des actualités et des informations sur le Cameroun a augmenté plus vite que les stations de radio et de télévision. De manière générale, la qualité des services Internet s'est améliorée alors que les prix ont baissé. De nombreuses publications en ligne ont été lancées au cours des dernières années, et la plupart des journaux et des stations de radio et de télévision exploitent aussi des sites Web complémentaires. Le Conseil National de la Communication liste environ 40 publications en ligne dans son répertoire des médias, mais ce nombre pourrait être beaucoup plus élevé.

Radiodiffusion (Radio et télévision)

Malgré la croissance des sources d'information mobiles et Internet, la radio reste la plateforme d'information la plus populaire pour la vaste majorité de la population, notamment la population rurale. L'attrait visuel de la télévision la place en haut du classement, notamment dans les villes où les niveaux de revenu sont bien supérieurs et où l'approvisionnement en électricité – malgré les coupures régulières – est garanti.

Les stations de radio communautaires occupent une place de plus en plus importante en tant que sources principales d'actualités et d'information dans les communautés rurales depuis plusieurs années. Le pays compte environ 100 radios communautaires. À l'heure actuelle, le Ministère des Postes et des Télécommunications est à pied d'œuvre pour transformer ses télécentres communautaires (petites installations dans lesquelles les personnes vivant dans des zones reculées peuvent avoir accès à Internet et au téléphone) en stations de radio communautaires. Au moins 16 stations pilotes sont déjà opérationnelles. Les stations de radio communautaires sont généralement plus proches des communautés rurales et des populations minoritaires, car les programmes répondent à leurs besoins et à leurs préoccupations, et sont souvent diffusés dans leurs langues locales.

La radiodiffusion commerciale privée, qui a émergé au début de la dernière décennie, a continué à se développer. Il est difficile de chiffrer avec précision le nombre de stations de radio commerciales privées dans le pays, notamment parce que la plupart d'entre elles ne possèdent pas de licences et exercent en vertu d'une dérogation floue généralement appelée « la tolérance administrative ». À certains égards, le secteur s'est développé à l'aveuglette. Cependant, quelques stations – en particulier dans les grandes villes – se démarquent et diffusent des actualités et des informations de qualité en temps utile à un grand segment de la population.

En dépit de l'essor enregistré par les radios privées, le radiodiffuseur public – Cameroon Radio Television (CRTV) – domine toujours le paysage. La CRTV possède à la fois des salles de rédaction et des centres de production centraux et régionaux. Sa couverture géographique est supérieure à celle de stations privées et communautaires ; elle est aussi mieux financée et mieux dotée en personnel.

La radiodiffusion sonore reste la principale source d'actualités et d'information dans le pays, et ce en raison de plusieurs facteurs. Le principal est peut-être le fait que presque toutes les stations de radio au Cameroun sont des radiodiffuseurs à accès libre, ce qui veut dire que ce service est gratuit. Les postes de radio sont aussi bon marché, et coûtent souvent seulement 1500 FCA (3 USD). Par ailleurs, la plupart des téléphones mobiles les moins chers sont aujourd'hui équipés de récepteurs FM hors réseau.

Cependant, des lacunes demeurent. Malgré le nombre élevé de stations de radio en service dans le pays, certaines localités ne reçoivent toujours pas de signaux radio. L'introduction de la transmission FM a limité la zone de couverture des signaux radio dont la qualité de son est bien supérieure à celle des signaux de radiodiffusion à onde courte et moyenne. Dans d'autres endroits, le manque d'électricité et d'autres infrastructures est problématique. Pour la majorité de la population du pays – qui vit avec moins de 1.5 USD par jour – un poste de radio reste encore inaccessible. La possibilité que les radios communautaires atteignent ces zones reculées est limitée par des facteurs tels que le manque de ressources. Par ailleurs, comme le souligne un panéliste, « l'expérience a montré que les stations de radio communautaires au Cameroun sont de plus en plus concentrées dans les zones semi-urbaines et non pas dans les zones rurales. »

Dans les zones urbaines, la télévision est la source d'information préférée. Ce paysage est aussi dominé par le radiodiffuseur public, même si les chaînes commerciales privées attirent un grand public. La télévision par câble et satellite a augmenté le nombre de chaînes accessibles aux foyers. Les exploitants du câble proposent désormais des chaînes à diffusion directe, essentiellement de divertissement.¹⁷ Cependant, les panélistes soulignent aussi que le piratage est un grave problème pour les exploitants du câble au Cameroun.

Presse écrite (journaux et magazines)

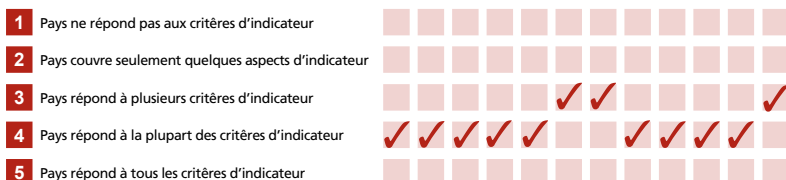
La presse écrite au Cameroun est en déclin en partie à cause des conditions économiques difficiles, des problèmes de distribution, d'une culture de la lecture insuffisante, voire inexistante, et de l'émergence de nouveaux médias. Messa Presse, le principal distributeur de journaux du pays, ne couvre pas toutes les régions du pays. Les journaux n'atteignent presque jamais les endroits reculés tels que les villes et villages frontaliers. Avec un coût de 400 CFA (0.8 USD), les journaux sont considérés comme étant très chers et hors de portée de la vaste majorité de la population. Les plans prévoyant d'augmenter les prix à 500 CFA (1 USD), rendraient l'accessibilité des journaux encore plus difficile. Pour les éditeurs

¹⁷ Canal 2 International a récemment lancé Canal 2 Info et Canal 2 Movies

de journaux, le coût de production pourrait expliquer le coût élevé des journaux. *Messa Presse* facture près de 44% de commissions de ventes, forçant ainsi les éditeurs à répercuter les dépenses supplémentaires sur les consommateurs en augmentant le prix du journal. « Ce problème tue l'industrie des journaux au Cameroun, » a déclaré un panéliste. « Les ventes baissent parce que les journaux sont trop chers, et avec la chute des ventes.

Le pointage:

Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur:

3.8 (2008=2.6 ; 2011=2.8)

2.2 L'accès des citoyens aux médias nationaux et internationaux n'est pas restreint par les autorités de l'Etat.

Il n'existe aucune règle empêchant les citoyens de consommer les actualités et les informations auprès de sources médiatiques de leur choix, qu'elles soient nationales ou internationales. Plusieurs radiodiffuseurs internationaux comme RFI et BBC possèdent des postes émetteurs au Cameroun, alors que la télévision par câble a rendu les signaux provenant du monde, y compris de l'Asie et du Moyen-Orient, largement accessibles. Les publications internationales telles que le *New York Times*, *Le Monde*, *Time*, *Newsweek*, *The Economist* et *Jeune Afrique Economie* sont aussi disponibles en kiosque à travers les pays.

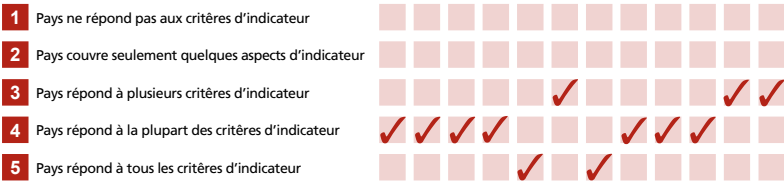
Malgré les allégations de « brouillage de fréquences » à la radio ou à la télévision, en particulier lorsque des questions sensibles sont discutées, il n'existe aucune preuve de tentative délibérée de perturber techniquement la diffusion. En fait, on prend souvent à tort les pannes techniques ou coupures d'électricité pour des cas de brouillage de fréquence.

Néanmoins, les autorités essayent d'utiliser d'autres moyens d'influencer le contenu des médias. Souvent, les journalistes des médias publics sont réprimandés s'ils abordent certaines questions. L'un des exemples type est '*Morning Safari*', une émission-débat sur la *CRTV* qui reçoit de nombreux appels téléphoniques du public en direct. C'est aussi le cas du programme télévisé hebdomadaire d'affaires courantes et d'actualités en langue française - '*Scène de Presse*'. Dans certains

cas, la direction du radiodiffuseur public va jusqu'à suspendre le programme. D'après un panéliste, 'CRTL Press Club' – un programme-débat sur CRTL Buea – a été récemment suspendu après qu'un panel de journalistes « a discuté de l'implication supposée de fonctionnaires administratifs dans l'accaparement des terres dans la région du sud-ouest », l'une des dix unités administratives du Cameroun.

Le pointage:

Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur: **3.8 (2008=4.7 ; 2011=4.5)**

2.3 L'indépendance rédactionnelle des presses écrites publiées par l'autorité publique est suffisamment protégée contre l'ingérence politique abusive.

La Société de presse et d'éditions du Cameroun (SOPECAM) publie un quotidien intitulé Cameroon Tribune, ainsi que deux magazines - *Nyanga et Weekend*. *Cameroon Tribune* est le plus important et fait l'objet d'une attention plus poussée que les autres publications. La politique rédactionnelle du journal est déterminée par l'État, ce qui le rend vulnérable à une ingérence politique injustifiée. Ses journalistes ne sont pas autorisés à couvrir certains sujets considérés comme sensibles, et sont souvent forcés de relater le récit officiel ou de pratiquer l'autocensure. Cependant, l'ancienne pratique qui voulait que le Ministère de la Communication approuve le contenu du journal avant l'impression a été abandonnée.

Le pointage:

Notes individuelles:

1	Pays ne répond pas aux critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2	Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3	Pays répond à plusieurs critères d'indicateur	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4	Pays répond à la plupart des critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5	Pays répond à tous les critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Moyenne de l'indicateur:

2.5 (2008=1.6 ; 2011=1.7)

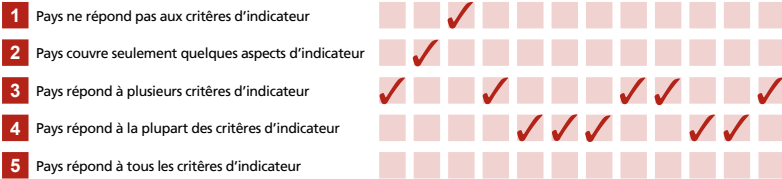
2.4 La transparence de la propriété des entreprises de presse écrite /et audiovisuelles est garantie par la loi et mise en œuvre.

La loi sur les médias exige que toute personne souhaitant lancer un journal ou une station de radio ou de télévision déclare toutes les parties participant à cette entreprise et nomme un éditeur digne de confiance dans le cas d'une copropriété ou d'une propriété corporative. Pour les journaux, la loi exige aussi que le nom de l'éditeur soit imprimé sur la page de couverture de chaque numéro, directement sous le titre du journal.

Les propriétaires de journaux ou de stations de radio ou de télévision au Cameroun sont généralement connus du public. Cependant, d'après les panélistes, on soupçonne que dans certains cas, le « vrai propriétaire – généralement des politiciens ou des hommes ou femmes d'affaires - engagent souvent des associés, des amis ou des parents pour leur servir de prête-nom ». Les politiciens possèderaient des stations de radio qui ont été créées dans le seul but de les aider lors des campagnes électorales. Les hauts fonctionnaires auraient aussi créé des journaux pour promouvoir des intérêts personnels et lutter contre leurs rivaux. « En général, il y a des gens dans l'ombre qui tirent les ficelles, » a déclaré un panéliste.

Le pointage:

Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur:

3.4 (2008=n/a ; 2011=n/a)

2.5 Une législation/régulation adéquate de la concurrence cherche à empêcher la concentration des médias et les monopoles.

La propriété croisée est limitée par la loi sur les médias du Cameroun. Selon l'Article 43 de la Loi sur la Liberté de la Communication Sociale de 1990, un individu ou une société peut posséder un ensemble de publications écrites et une station de radio ou de télévision, mais pas une combinaison des trois¹⁸. Il est aussi interdit aux particuliers ou aux sociétés de posséder des parts dans plus de deux entreprises médiatiques. La loi limite aussi la propriété des stations de radio et de télévision aux personnes physiques. De l'avis de beaucoup, la loi vise à empêcher un particulier ou un intérêt de dominer le paysage médiatique.

Cependant, certains propriétaires de médias bien connus possèdent et dirigent plus de deux organes de presse. Ainsi, *Equinoxe Radio*, *Equinoxe Television* et le journal *La Nouvelle Expression* appartiendraient à la même personne. On peut citer comme autre exemple le *Groupe Anecdote*, à qui appartiendrait *Satellite FM*, *Vision 4* et *l'Anecdote*. Les panélistes pensent que ce type de propriété croisée a été rendue possible à travers l'utilisation de « propriétaires fantômes » dans les documents administratifs de l'organisation. Cependant, cela est difficile à vérifier.

¹⁸ C'est ainsi que l'article a été interprété de manière générale par les panélistes. Pour certains, il voulait dire que la propriété était limitée à une plateforme au maximum.

Le pointage:

Notes individuelles:

1	Pays ne répond pas aux critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2	Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3	Pays répond à plusieurs critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4	Pays répond à la plupart des critères d'indicateur	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
5	Pays répond à tous les critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Moyenne de l'indicateur:

3.8 (2008=2.3 ; 2011=4.5)

2.6 Le gouvernement promeut un paysage médiatique diversifié, avec des organes de presse économiquement viables et indépendants.

La prolifération des organes de presse tous secteurs confondus suggère que le paysage est propice au développement d'entreprises médiatiques libres et durables. On estime qu'il existe près de 650 titres de journaux dans le pays, même si seulement une poignée publie régulièrement. Chaque grande ville semble posséder une vingtaine de stations de radio et de télévision. Les sites Web sont créés et exploités sans aucun contrôle.

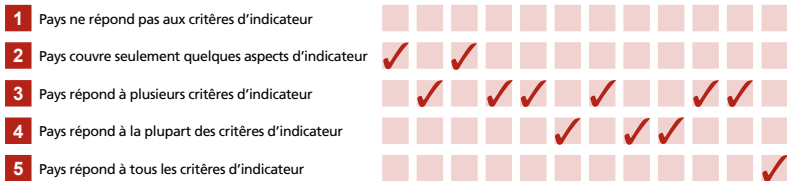
Cependant, une panéliste pense que "l'État veut tuer la presse privée au Cameroun." De telles conclusions découlent du fait que les médias privés semblent s'être développés grâce aux efforts et à la détermination de leurs propriétaires plutôt qu'à un quelconque soutien de l'État. Malgré des années de plaidoyer, le gouvernement n'a pas supprimé les droits de douanes et autres taxes sur les intrants des journaux. Même si la presse écrite et audiovisuelle publique reçoit des fonds du gouvernement, elles doivent néanmoins rivaliser avec les médias privés pour la publicité. Jusqu'en 2013, les institutions publiques devaient, sur ordre du gouvernement, uniquement faire de la publicité dans les médias publics.

Il n'existe aucuns mécanismes gouvernementaux dédiés à la promotion du développement des médias privés. Par exemple, le Ministère de la Communication est doté d'un département chargé de la promotion des médias privés, mais son travail est invisible. Chaque année, le gouvernement distribue 250 millions CFA (environ 5 000 000 USD) sous forme « d'aide publique » aux médias privés dans le pays. Selon les propriétaires de médias, ce montant est « ridiculement petit ». En 2013, par exemple, Femme FM Radio à Mbalmayo, a reçu 400 000 CFA (environ 800 USD) alors que le quotidien *Emergence* a reçu environ 1 million CFA (environ 2000 USD). De nombreux propriétaires de médias déclarent que ce qu'ils reçoivent sous forme d'aide n'est même pas suffisant pour assurer la parution de leurs publications pendant une semaine.

Cependant, le soutien de l'État aux médias privés s'est récemment amélioré par rapport au passé. Le Ministère de la Communication a annoncé des plans visant à augmenter d'environ 40% en 2014 les subventions gouvernementales versées aux médias privés. Les délégués du Forum National de la Communication de 2012 ont rédigé une loi visant à créer officiellement une provision budgétaire pour les subventions gouvernementales aux médias privés. Contrairement aux années au cours desquelles la presse écrite publique était le seul média reconnu pour la publication des avis juridiques, le Ministère de la Justice a élargi cette prérogative à la presse privée. Cette décision donne à la presse privée accès à un flux de revenu majeur, ce qui devrait contribuer de manière significative à sa viabilité financière.

Le pointage:

Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur:

3.3 (2008=n/a ; 2011=2.2)

2.7 Tous les médias reflètent de façon équitable les voix des femmes et des hommes.

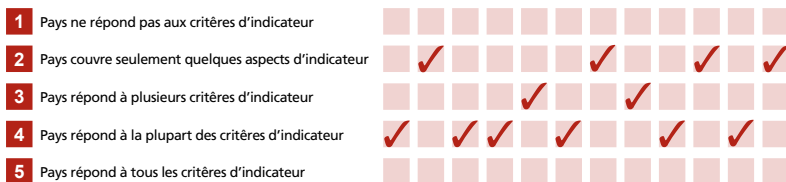
Le contexte social, qui donne une voix plus prépondérante aux hommes qu'aux femmes, semble se refléter dans les médias camerounais. De l'avis d'un panéliste, les femmes et les questions qui les touchent sont moins couvertes par les médias en partie parce que « les questions concernant les femmes ne font pas vendre les journaux » ou n'attirent pas le public de radio ou de télévision. Il est difficile de trouver des histoires sur les femmes en couverture des journaux ou dans les gros titres des radios et télévisions. Et lorsque les problèmes des femmes sont abordés, ils le sont souvent à travers la voix des hommes. Au sein des salles de rédaction, les missions considérées « importantes » telles que les reportages politiques et d'affaires, ne sont pas confiées aux femmes journalistes qui sont souvent reléguées à couvrir des histoires plus « légères ».

Néanmoins, les voix des femmes gagnent de plus en plus d'importance par rapport au passé. En 2012, le journal public *Cameroon Tribune* a publié un supplément de 12 pages entièrement consacré aux questions des femmes. Les

radiodiffuseurs privés et publics réservent des programmes aux questions des femmes. À travers le pays, des stations de radio communautaires ciblant tout particulièrement les femmes ont été créées. Mais comme l'a fait remarquer un panéliste, « ce n'est pas parce qu'il existe des médias qui traitent spécifiquement des problèmes des femmes qu'il y existe une représentation équitable » des voix de tous les genres dans les médias. Autrement dit, les progrès réalisés au cours des ans sont, tout au plus, marginaux.

Le pointage:

Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur:

3.2 (2008=n/a ; 2011=1.6)

2.8 Tous les médias reflètent de façon équitable les voix des minorités et de la société dans sa diversité ethnique, linguistique et religieuse.

Le Cameroun possède de nombreux sous-groupes définis par l'ethnicité, la religion, la langue et la classe socio-économique. Selon des estimations prudentes, il existerait 250 entités ethniques et linguistiques. Les groupes tels que les Pygmées et les Mbororos sont souvent considérés comme les plus marginalisés dans la société camerounaise. En raison de la diversité du pays, il est presque inconcevable que les médias représentent toutes les voix de manière équitable. Cependant, les médias privés et publics font des efforts pour représenter au minimum la grande variété des voix.

La Cameroon Radio Television (CRTV) publique possède dix stations de radio régionales diffusant des programmes en langues locales. Il n'existe pas de quota, mais chaque station régionale diffuse régulièrement des programmes dans un minimum de dix langues locales. Habituellement, on donne la priorité aux langues locales les plus largement parlées pour atteindre autant de personnes que possible. De nombreuses stations de radio communautaires diffusent aussi des programmes dans les langues les plus communément utilisées. Plusieurs stations de télévision dans le nord du pays majoritairement musulman dévouent du temps d'antenne aux langues locales et arabes. Cependant, les efforts semblent être une

goutte dans l'océan, compte tenu de la multitude des langues locales parlées à travers le pays. Les langues locales sont inexistantes dans la presse écrite, en partie parce que la forme écrite de la plupart de ces langues n'a pas été entièrement développée. Par conséquent, la plupart des Camerounais, même ceux qui parlent couramment les langues locales, ne peuvent pas écrire ou lire ces langues.






Les médias audiovisuels consacrent aussi des programmes sur la foi à différents groupes religieux au Cameroun. Traditionnellement, les stations de radio publiques, privées et communautaires essayent de diffuser des programmes islamiques le vendredi après-midi et chrétiens le dimanche matin. Le nombre de stations de radio et de télévision chrétiennes a augmenté au cours des dernières années. Les stations islamiques voient aussi le jour, en particulier dans la partie nord du pays et dans les grandes villes. La CRTV diffuse un programme hebdomadaire sur les questions de foi qui attirent les opinions et commentaires des dirigeants chrétiens, musulmans et autres dirigeants religieux traditionnels africains. L'Église catholique publie un journal qui couvre l'actualité d'intérêt général et met en évidence les points de vue de l'église sur les questions sociales et la vie nationale.

Grâce aux années de plaidoyer de la société civile, la voix des minorités, notamment des Pygmées et des Mbororos, a gagné de l'importance. Certains journaux publient des suppléments régionaux qui contribuent à augmenter la couverture des communautés qui sont souvent laissées de côté dans les journaux nationaux. Mais il est difficile de dire que ces minorités reçoivent leur juste part d'espace dans les médias, qu'il s'agisse de la presse écrite ou audiovisuelle. Un panéliste a concédé que « bien que les minorités soient marginalisées, il ne s'agit pas d'un acte délibéré ». Les personnes issues des groupes minoritaires sont généralement timides face aux médias et ne saisissent pas les opportunités qui leur se présentent à elles pour se faire entendre.

Le Cameroun possède deux langues officielles, mais il semble que l'une d'entre elles domine les médias. Le français est mieux représenté que l'anglais, en raison notamment du nombre de personnes qui parle la langue. Le journal public *Cameroon Tribune* est officiellement bilingue, mais moins de 20 pourcent de son contenu est en anglais. D'après un panéliste, « n'importe quel idiot peut voir que le français est la langue prioritaire pour les « histoires importantes »' relatées dans le journal. »

Le pointage:

Notes individuelles:

1	Pays ne répond pas aux critères d'indicateur	
2	Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur	
3	Pays répond à plusieurs critères d'indicateur	
4	Pays répond à la plupart des critères d'indicateur	
5	Pays répond à tous les critères d'indicateur	

Moyenne de l'indicateur:

3.3 (2008=n/a ; 2011=2.5)

2.9 Les médias couvrent toutes les perspectives économiques, culturelles, politiques, sociales, local et ils mènent des sujets d'investigation.

Les médias au Cameroun sont dominés par des couvertures politiques et sportives car elles vendent plus. Les affaires, la culture, la société ainsi que d'autres histoires sont souvent présentes dans les médias mais dans des quantités relativement petites.

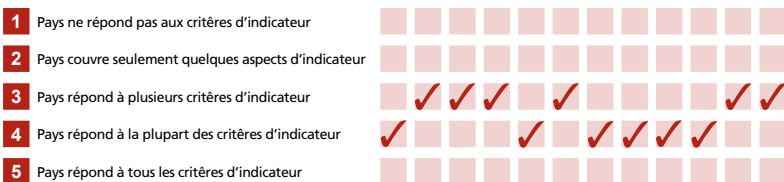
Avec ses stations régionales, la *CRTV* offre une meilleure couverture des affaires locales que la presse privée. De par sa nature même, le contenu des stations de radio communautaires a tendance à être hyper local. Quelques journaux sont aussi locaux et ciblent un public spécifique dans des zones géographiques bien définies. *The Post*, par exemple, est un journal national qui consacre plus d'espace aux questions qui touchent la population camerounaise. *L'Œil du Sahel* et *Le Septentrion* couvrent exclusivement les régions nord du pays, alors que *l'Ouest Echo* se spécialise dans les actualités et les opinions de la région ouest du pays.

Le Cameroun possède aussi un nombre croissant de journaux et de publications spécialisés tels que *Le Quotidien de l'Economie* et *fluxecoafrique.com*, qui traitent tous deux des actualités économiques et des affaires. Il existe aussi plusieurs publications sportives à la fois écrites et en ligne. La plupart des stations FM accordent beaucoup de temps d'antenne à la culture urbaine et à la musique.

Pour l'essentiel, le journalisme d'enquête n'est pas bien développé, en raison notamment des contraintes économiques et des difficultés que les journalistes éprouvent pour accéder à l'information. Certains journaux publient ce qu'ils appellent des enquêtes, qui se révèlent souvent être des articles détaillés ou des contenus « plantés » par une partie intéressée. Cette situation s'explique aussi en partie par le manque de compétences en matière de journalisme d'enquête dans l'industrie.

Le pointage:

Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur:

3.5 (2008=2.2 ; 2011=3.7)

2.10 Les diffuseurs privés offre un minimum de programmes de qualité et d'intérêt public.

Les débats en studio et les programmes de ligne ouverte qui peuvent durer près de trois heures dominent les ondes des stations de radio et de télévision privées au Cameroun. Une étude réalisée par l'Advanced School of Mass Communication à Yaoundé a révélé que les débats et les émissions-débats représentent près de 82% du contenu des programmes de bon nombre de ces stations. Ces programmes interactifs ont donné une plus grande voix à « Monsieur tout le monde » sur les ondes, et abordent souvent des questions qui le touche. Cependant, malgré leur grand nombre, la qualité des programmes de plateau est souvent loin de satisfaire aux principes fondamentaux et aux normes journalistiques. Dans de nombreux cas, les présentateurs et les invités ne maîtrisent pas le sujet dont ils discutent. Par ailleurs, les discussions apparemment ouverte et riche sur les affaires publiques ne sont qu'un mirage. Les panélistes ont observé qu'à Douala et à Yaoundé, « les mêmes invités passent d'un plateau de radio ou de télévision à un autre, donnant leurs opinions comme s'il s'agissait de faits ». Certaines des maîtres de conférences qui participent régulièrement à ces programmes sont souvent décrits par leurs pairs comme des « intellectuels du micro » qui sont « spécialistes de tout et maîtres de rien. »

Cette situation est souvent attribuée au manque de moyens des propriétaires de stations de radio et de télévision privées pour produire des programmes de qualité. Le manque de formation professionnelle et de créativité au sein de l'industrie ne doit pas non plus être négligé.

Le pointage:

Notes individuelles:

1	Pays ne répond pas aux critères d'indicateur																			
2	Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur	✓	✓	✓		✓	✓									✓				
3	Pays répond à plusieurs critères d'indicateur					✓									✓	✓			✓	✓
4	Pays répond à la plupart des critères d'indicateur														✓					
5	Pays répond à tous les critères d'indicateur																			

Moyenne de l'indicateur:

2.6 (2008=n/a ; 2011=n/a)

2.11 Le pays dispose d'une politique cohérente des TICs ou le gouvernement met en œuvre des mesures encourageantes, qui visent à répondre aux besoins d'information de tous les citoyens, y compris les communautés défavorisées.

Le Ministère de la Communication possède un département entier consacré à la promotion des technologies de l'information et de la communication (TIC). L'une de ses missions consiste à soutenir le développement des nouvelles technologies de l'information. Par ailleurs, le parlement a promulgué des lois en 2010 régulant la cybercriminalité, la cybersécurité, le commerce électronique et la communication électronique. L'Agence nationale des technologies de l'information et de la communication (ANTIC) est chargée de réglementer le secteur et de promouvoir le développement des TIC.

Les autorités manifestent aussi leur intérêt pour le développement des TIC et mettent en œuvre plusieurs programmes pour promouvoir le secteur. Le Ministère des Postes et des Télécommunications a mis en place des télécentres communautaires dans tout le pays pour donner accès au téléphone et à l'Internet dans les endroits reculés. Ce projet est en train d'être élargi pour inclure une radio communautaire et 16 centres pilotes. Les technologies de l'information et de la communication sont désormais enseignées dans les écoles primaires et secondaires et évaluées dans les examens officiels. De nombreuses écoles, y compris certaines dans les zones rurales, sont équipées de laboratoires informatiques ou de centres multimédias ouverts aux élèves et aux enseignants.

L'Institut africain d'informatique (IAI) – une institution sous-régionale soutenue par le gouvernement du Cameroun- a lancé un projet qui a permis de former 100 000 femmes aux compétences informatiques de base. Cette institution s'est fixée un autre objectif ambitieux qui consiste à former un million de jeunes vivant principalement dans les zones rurales.

Le pointage:

Notes individuelles:

1	Pays ne répond pas aux critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2	Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3	Pays répond à plusieurs critères d'indicateur	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4	Pays répond à la plupart des critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5	Pays répond à tous les critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Moyenne de l'indicateur:

3.4 (2008=n/a ; 2011=2.6)

2.12 Le gouvernement n'utilise pas son pouvoir sur l'attribution des contrats publicitaires pour influencer le contenu rédactionnel.

Le gouvernement est le plus grand annonceur au Cameroun et utilise souvent son statut pour essayer de contrôler le contenu rédactionnel. Le Ministère des Finances, qui possède de loin le plus gros budget publicitaire, retire régulièrement des annonces publicitaires dans des journaux hostiles jusqu'à ce qu'ils changent leur position. Lorsque les annonceurs du secteur public ne cherchent pas à influencer directement le contenu, certains propriétaires de médias se sentent néanmoins obligés d'aller dans leur sens afin de maintenir de bonnes relations. Un éditeur d'un des journaux les plus influents du pays rappelait souvent à ses employés la « dimension politique » qu'il existe dans l'industrie de l'information, autrement dit, il ne fallait pas aller à l'encontre des annonceurs. Selon un panéliste, il est courant que les éditeurs demandent à l'équipe de rédaction de les avertir lorsqu'ils font des reportages sur certains ministres. À l'occasion, certains éditeurs et rédacteurs ont admis endosser une fonction de relations publiques pour certains ministres et blanchir les politiciens véreux afin de ne pas interrompre l'afflux d'annonces publicitaires. De manière générale, le gouvernement a la main mise sur les journaux – directement ou indirectement – parce qu'il existe très peu de publicité ailleurs.

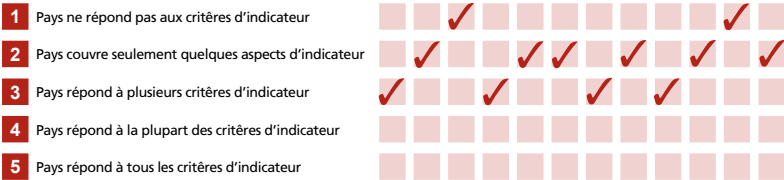
Les ministres et les dirigeants d'entreprises publiques utilisent aussi la publicité pour recruter les organes de presse afin qu'ils mènent leurs batailles politiques. Les journaux choisissent ouvertement leur camp dans la rivalité entre les politiciens et les agents publics. Un panéliste a souligné qu'en général, l'attribution des annonces publicitaires aux organes de presse suit le principe de « un service en attire un autre », en référence à un adage pidgin anglais local faisant allusion au principe du donnant donnant.

L'année dernière, le gouvernement a ordonné aux entreprises publiques de limiter le volume d'annonces publicitaires qu'elles plaçaient dans certains organes de

presse en raison de leur « manque d'éthique ». Cependant, parfois, les annonces se glissent par accident dans des journaux « hostiles ».

Le pointage:

Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur:

2.2 (2008=1.5 ; 2011=1.7)

2.13 Le marché de publicité est assez grand pour soutenir une diversité d'organes de presse.

Le marché de la publicité au Cameroun est relativement petit et est dominé par une poignée d'entreprises de téléphonie mobile, de brasseries, de banques et de l'État. Le total des dépenses publicitaires de l'État s'élève à environ 5 milliards CFA (environ 10 millions USD) par an, dont la majeure partie revient aux médias publics. Le budget publicitaire du secteur privé est souvent limité par une mauvaise stratégie commerciale ainsi que par l'ignorance. De nombreuses entreprises perçoivent les dépenses publicitaires comme une aide aux organes de presse, et non pas comme un investissement marketing dont elles pourraient bénéficier. En l'absence de critères clairement définis, le placement d'annonces publicitaires est fonction des relations personnelles.

Les tarifs publicitaires varient mais comptent en général parmi les plus bas par rapport à d'autres pays. En moyenne, de nombreux journaux appliquent les tarifs suivants :

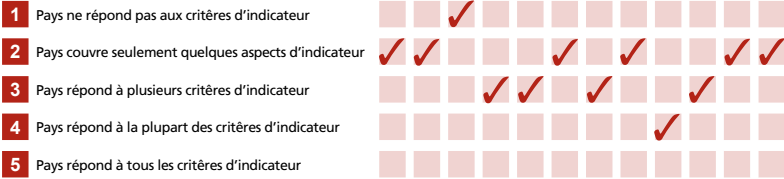
- Plat verso: 400 000 CFA (800 USD)
- Page entière: 250 000 – 300 000 CFA (500 –600 USD)
- Bannière en première page: 125 000 – 150 000 CFA (250 – 300 USD)
- Demi-page: 150 000 – 200 000 CFA (300 – 400 USD)

Cependant, tous les tarifs sont négociables et peuvent baisser de près de 80%. Les propriétaires de médias n'ont souvent pas le pouvoir de négocier les tarifs et acceptent ce que propose l'éditeur. Une station de radio communautaire peut accepter des taux très bas pouvant aller jusqu'à 100 000 CFA (200 USD) pour

diffuser 100 spots radio de 30 secondes. Selon un panéliste, « un annonceur vient vous voir et vous dit « voilà ce que j’ai, c’est à prendre ou à laisser ».

Le pointage:

Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur:

2.4 (2008=1.8 ; 2011=2.9)

Note du secteur 2:

3.2

SECTEUR 3:

La régulation de la communication audiovisuelle est transparente et indépendante; le diffuseur public est transformé en véritable service public.

La régulation de la communication audiovisuelle est transparente et indépendante; le diffuseur public est transformé en véritable service public.

3.1 La législation sur l’audiovisuel a été adoptée et appliquée créant un environnement favorable à l’audiovisuelle publique, privée et communautaire.

Les médias audiovisuels du Cameroun sont réglementés par la loi sur les médias de 1990. L’Article 36 de cette loi institue la liberté de la communication audiovisuelle, mais note que contrairement aux autres médias, elle sera soumise à une autorisation préalable. En 2000, le premier ministre a signé un décret portant les conditions pour la création et l’exploitation des médias audiovisuels privés. Bien que la libéralisation de la communication audiovisuelle privée remonte à 1990, on cite souvent le décret du premier ministre comme le précurseur du développement du secteur. Ce décret fait la différence entre la radiodiffusion commerciale et non-commerciale, et définit les conditions et procédures pour la délivrance des licences. L’Article 15.B fixe le coût des licences comme suit :

- Station de radio commerciale locale - 10 millions CFA (20 000 USD)
- Station de radio non-commerciale locale – 5 millions CFA (10 000 USD)
- Radio nationale – 50 millions CFA (100 000 USD)
- Station de radio non-commerciale nationale –10 millions CFA (20 000 USD)
- Station de télévision commerciale locale –50 millions CFA (100 000 USD)
- Station de télévision non-commerciale locale – 10 millions CFA (20 000 USD)
- Réseau national de télévision commerciale – 100 millions CFA (200 000 USD)
- Réseau national de télévision non-commerciale – 25 millions CFA (50 000 USD)

Selon l’Article 9 du décret, la licence de radiodiffusion sonore est valide pour cinq ans, alors que la licence de radiodiffusion télévisuelle est valide pour dix ans. Ces deux licences sont renouvelables à condition que les Termes de Référence en vertu desquels la licence a été délivrée aient été respectés.

La loi sur les médias de 1990 interdit aux particuliers ou aux sociétés de posséder plus d’une licence audiovisuelle. Elle stipule aussi que l’éditeur nommé de l’organe de presse doit être propriétaire ou copropriétaire.

La loi de 1990 et le décret de 2000 n’ont été que partiellement mis en œuvre. Bien que le Cameroun compte des centaines de stations de radio et de télévision, seules STV et Canal 2 ont reçu des licences. Un comité interministériel créé pour examiner les demandes de licence ne s’est réuni que deux fois en 12 ans. Au même moment, le reste des opérateurs du secteur audiovisuel exercent en vertu d’une tolérance administrative – un concept assez flou qui les laisse à la merci des agents publics.

La radiodiffusion publique est réglementée séparément de la radiodiffusion privée. En général, les acteurs du secteur de la radiodiffusion soutiennent que les lois audiovisuelles du pays favorisent le radiodiffuseur public au détriment des radiodiffuseurs privés. Le coût des différentes catégories de licences est considéré comme exorbitant et prohibitif. En l’absence de licences, « les radiodiffuseurs exercent en permanence dans une certaine illégalité. » Selon la plupart des panélistes, le gouvernement facture des prix de licence élevés et rend la délivrance de licence difficile dans le but de contrôler le développement du secteur audiovisuel.

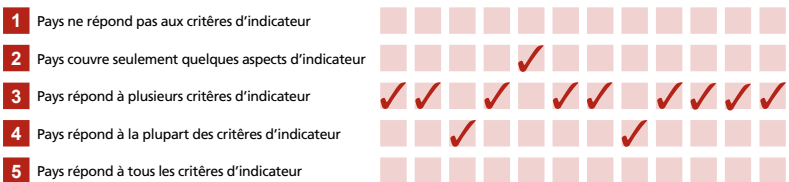
Différents organismes interviennent aussi dans la réglementation du secteur audiovisuel, ce qui complique les choses. Le Ministère de la Communication, le Ministère des Postes et des Télécommunications, le Conseil National de la Communication et le Comité interministériel chargé de la délivrance des licences de radiodiffusion audiovisuelle jouent tous un rôle dans le secteur.

À l’heure actuelle, le Cameroun ne possède aucune loi régissant directement la radiodiffusion communautaire. Souvent, les radiodiffuseurs non-commerciaux passent pour des stations de radio communautaires.

Compte tenu du climat difficile, certaines stations de télévision appartenant à des Camerounais exercent à partir d’autres pays, mais transmettent leurs signaux au Cameroun. C’est le cas par exemple de *Vox Africa* et de *Tele Sud*, qui sont basées respectivement au RU et en France.

Le pointage:

Notes individuelles:



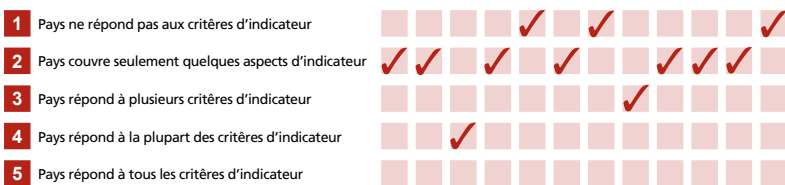
Moyenne de l’indicateur: 3.1 (2008=3.0 ; 2011=4.0)

3.2 L'audiovisuel est régulé par un organe indépendant suffisamment protégé par la loi contre les ingérences, et dont le conseil n'est pas dominé par un parti politique particulier et dont les membres de conseil sont nommé -de façon ouverte- en concertation avec la société civile.

Le Cameroun ne possède aucun organe de réglementation de la radiodiffusion. En l'absence d'un tel organe, le Conseil National de la Communication (CNC) est souvent considéré comme l'organe de réglementation du secteur et reçoit habituellement les plaintes du public. Bien que la majorité des membres du CNC soit des journalistes, il n'est pas considéré comme indépendant parce que ses membres sont nommés par le chef de l'État, souvent sans grande consultation. Cet organe manque aussi d'indépendance financière et ses membres ne jouissent d'aucunes garanties concernant leurs fonctions. Le renouvellement de son mandat est à la discrétion du chef de l'État.

Le pointage:

Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur: 2.0 (2008=n/a ; 2011=1.2)

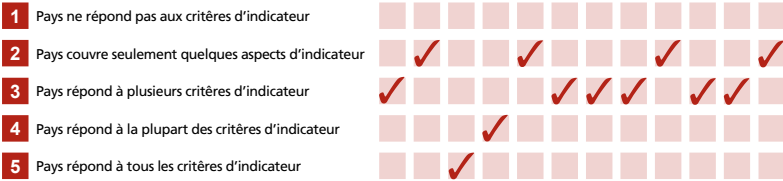
3.3 L'organe qui régule les services d'audiovisuel, et les licences, le fait dans l'intérêt public et assure l'équité et la diversité des points des vues représentant la société dans son ensemble.

En septembre 2014, le Conseil National de la Communication a publié un document décrivant les procédures et les étapes relatives à la réception et au traitement des plaintes médiatiques par le conseil. Ce document a été élaboré alors que le conseil était l'objet de critiques l'accusant de suspendre arbitrairement les organes de presse et de sanctionner les journalistes sans application régulière de la loi. Ce document cherchait à rendre le processus plus transparent.

Cependant, nombreux sont ceux qui, dans et en dehors des médias, pensent que le CNC n’agit pas dans l’intérêt du public. Ces procédures seraient soi-disant fermées au public, et le document ne tiens pas suffisamment compte des implications pour d’autres intervenants.

Le pointage:

Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur: **2.9 (2008=1.6 ; 2011=1.1)**

3.4 Le diffuseur public/d'État est responsable devant le public par l'intermédiaire d'un conseil indépendant qui est représentatif de la société en général et désigné de manière indépendante, ouverte et transparente.

La CRTV, le radiodiffuseur public, est doté d'un conseil d'administration dont les membres sont nommés par décret par le Président de la République. Ce conseil représente l'État et n'a pas de compte à rendre à la société dans son ensemble. Les membres sont choisis à la discrétion du Président, souvent sans grande consultation. Traditionnellement, le ministre de la communication est le président du conseil. Bien que le directeur général de la CRTV participe aux réunions du conseil d'administration, il n'en n'est pas membre et n'est présent qu'en qualité de rapporteur.

Le pointage:

Notes individuelles:

1	Pays ne répond pas aux critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2	Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
3	Pays répond à plusieurs critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4	Pays répond à la plupart des critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5	Pays répond à tous les critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Moyenne de l'indicateur:

1.6 (2008=1.2 ; 2011=1.0)

3.5 L'indépendance rédactionnelle du diffuseur public/d'État de toute influence politique est garantie par la loi et appliquée pour assurer des informations et des programmes d'actualité équilibrées et équitables.

La CRTV a été créée pour promouvoir l'action du gouvernement et manque d'indépendance rédactionnelle. En raison de la ligne floue entre le gouvernement et le parti au pouvoir – le Rassemblement démocratique du peuple camerounais (RDPC), la CRTV subit souvent une influence politique injustifiée.

Le radiodiffuseur public consacre davantage de temps d'antenne à la couverture du parti au pouvoir, au détriment des autres partis politiques. Les journalistes attendent souvent le « feu vert » et « l'orientation venant d'en haut » pour couvrir certaines questions sensibles telles que la lutte contre l'insurrection de Boko Haram au nord du pays ou les actions du chef de l'État. « Un ministre peut appeler la CRTV pour imposer une restriction sur la couverture d'une affaire. » Dans ces circonstances, les journalistes de la CRTV pratiquent souvent l'autocensure pour éviter de s'attirer des problèmes.

En dehors de reportages politiques, les journalistes de la CRTV jouissent d'une plus grande indépendance rédactionnelle. Il existe plusieurs programmes comme *Cameroon Calling*, *Scene de Presse* et *Morning Safari* qui se distinguent pour leur franchise, même si les présentateurs s'attirent souvent des problèmes en raison des faits et points de vue exposés dans les programmes.

Le pointage:

Notes individuelles:

1	Pays ne répond pas aux critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3	Pays répond à plusieurs critères d'indicateur	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4	Pays répond à la plupart des critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5	Pays répond à tous les critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Moyenne de l'indicateur:

1.9 (2008=n/a ; 2011=n/a)

3.6 Le diffuseur public/d'État est correctement financé de manière à le protéger contre toute ingérence politique par le biais de son budget et contre toute pression commerciale.

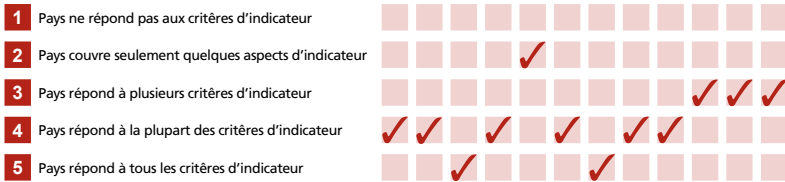
La CRTV possède plusieurs sources de financement, y compris la redevance audiovisuelle payée par tous les travailleurs¹⁹, la publicité, la vente de productions et la location de matériel. L'Agence de marketing et de communication de la CRTV (CMCA), une filiale indépendante de la compagnie, récolte environ 2.2 milliards CFA (4.4 millions USD) par an en revenu publicitaire. La moitié de son revenu publicitaire est consacrée à l'exploitation de la société et les 50% restants sont versés à la CRTV. En plus des flux de revenus établis, la société perçoit souvent des « subventions spéciales » destinées à couvrir des événements nationaux importants tels que les élections et les célébrations du 50e anniversaire de la réunification en 2012. Son budget est passé d'environ 17 milliards CFA (environ 34 millions USD) en 2013 à 24 milliards CFA (environ 48 millions USD) en 2014.

Les recettes de la CRTV provenant de la redevance audiovisuelle sont recouvrées par l'intermédiaire du Trésor public et sont distribuées par le Ministère des Finances. Pour des raisons inexplicables, les déboursements des recettes de la redevance audiovisuelle ont enregistré une baisse au cours de ces dernières années. Cette tendance serait liée à des tentatives visant à « compliquer les choses » pour la direction actuelle de la société. Les recettes de plus en plus imprévisibles de la redevance audiovisuelle force la CRTV à dépendre fortement d'autres sources, notamment la publicité. Bien qu'elle soit vulnérable à l'influence politique, l'utilisation du budget comme outil d'ingérence a un impact moins important que l'influence croissante qu'exercent les grosses pointures politiques sur le contenu.

¹⁹ Article 39, Lois sur la liberté de la communication sociale de 1990

Le pointage:

Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur: **3.4 (2008=n/a ; 2011=1.0)**

3.7 Le diffuseur public/d'État offre diverses formules de programmation qui prennent en compte tous les intérêts, y compris le contenu local et des programmes d'intérêt public de bonne qualité.

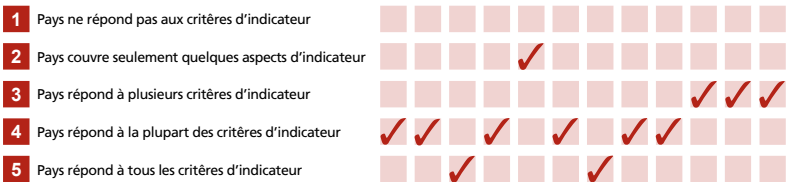
Par rapport aux autres radiodiffuseurs du pays, les formats et les contenus des programmes du radiodiffuseur public, la *CRTV*, sont plus diversifiés. Elle cherche à concilier son rôle de source d'information, d'éducation et de divertissement à travers une combinaison de bulletins d'actualités en direct, de magazines d'information enregistrés, de programmes spécialisés, d'émissions-débats interactives, de documentaires, de musique, de films et de feuilletons produits localement, et ce à la radio et à la télévision. Grâce à ses stations et correspondants régionaux, la *CRTV* réussit à attirer l'attention nationale sur plusieurs questions locales. Son service télévisuel diffuse un journal régional quotidien à 18h00 en anglais et en français. Tous les jours, de midi à 16h00, la station de radio nationale diffuse deux programmes consacrés aux actualités et aux annonces des régions. La *CRTV* couvre plus de régions dans le pays que n'importe quel autre radiodiffuseur. Avec la concurrence du secteur privé, la *CRTV* essaye d'adapter ses programmes à la réalité locale. Le service des actualités consacre actuellement 30% de ses bulletins d'information à des sujets non-institutionnels. Ses bulletins d'information sont généralement considérés comme une source d'information officielle plus précise et plus fiable, même si elle ne reflète peut-être pas toujours toute la vérité. « Bien qu'elle ne soit pas un organe de presse parfait, la *CRTV* fait de son mieux pour diffuser des formats de programmes diversifiés, » a déclaré un panéliste.

Cependant, comme l'a souligné un panéliste, « on se serait attendu à mieux. On a l'impression que le gouvernement est trop présent sur la *CRTV*. » Ceci est en partie dû au fait que la *CRTV* accorde la priorité à des événements sur le gouvernement, souvent au détriment de sujets non-institutionnels tout aussi importants. Par rapport aux stations privées, la *CRTV* diffuse moins de programmes en direct,

et les gens ont le sentiment qu'elle n'est pas aussi proche du public que ses concurrents. L'un de ses principaux concurrents, *Canal 2*, diffuse des bulletins d'information et des débats en direct simultanément à partir de Yaoundé, Douala et Bafoussam. « Avec ses ressources financières et humaines, la *CRTV* pourrait faire mieux, » a déclaré un panéliste.

Le pointage:

Notes individuelles:

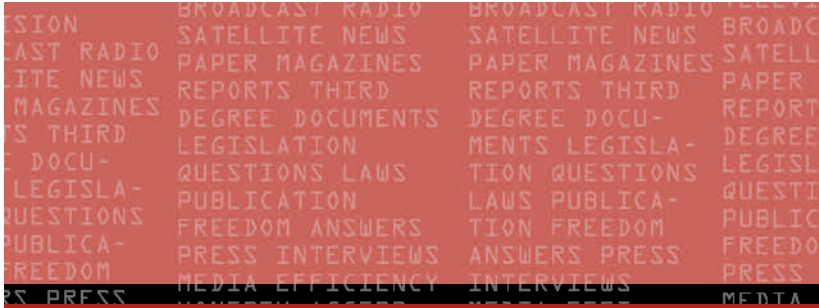


Moyenne de l'indicateur:

3.8 (2008=n/a ; 2011=n/a)

Note du secteur 3:

2.7



SECTEUR 4:

Les médias exercent des normes professionnelles de haut niveau.



Les médias exercent des normes professionnelles de haut niveau.

4.1 Le niveau de traitement de l'information obéit aux principes de base d'exactitude et d'équité.

En 2012, les médias étaient au centre d'une histoire alléguant qu'un haut responsable militaire s'était transformé en python dans un hôtel de Buea, la capitale de la région sud-ouest. Les journaux et les stations de radio locales étaient les principaux propagateurs d'une rumeur qui n'avait pas été vérifiée. Environ 10 000 résidents, pour la plupart des étudiants universitaires, ont attaqué l'hôtel, accusant sa direction de protéger le soldat. De nombreuses personnes ont été arrêtées et quelques-unes blessées lors des confrontations avec les forces de sécurité qui ont suivi.

L'année dernière, un journal a publié une histoire sur une femme venant d'un foyer polygame qui était séropositive. Mais il a utilisé la photo d'une femme qui n'était pas mariée et qui ne vivait même pas à proximité du lieu de l'histoire pour illustrer l'article. Il s'est avéré que la photo avait été prise sur une page Facebook et qu'aucun effort n'avait été fait pour l'authentifier avant de la publier.

Les exemples comme celui-là sont communs et dépeignent des médias qui enfreignent régulièrement les principes de base d'exactitude et d'impartialité. « La plupart des articles dans les journaux sont trompeurs et inexacts, » a déclaré un panéliste. « Les journalistes semblent ne pas du tout maîtriser les principes de base de la profession. » La plupart des journaux font dans le sensationnalisme, avec des « gros titres tapageurs » qui ne sont pas étayés par des faits. À la radio, la prolifération d'émissions-débats crée la confusion entre les faits et les opinions. Les animateurs et les invités présentent régulièrement leurs points de vue comme « une parole d'évangile. »

Les journalistes ont aussi été accusés de faire du chantage aux sources d'information pour leur extorquer de l'argent. Il est devenu courant pour les éditeurs de montrer des copies pré-impression de leurs journaux à une source d'information pour négocier l'abandon d'un reportage négatif moyennant une somme d'argent. Certains journalistes pensent que la profession leur donne la liberté de « coincer les gens. » En revanche, « si quelqu'un est noir et a de l'argent, il peut être peint en blanc par un journaliste » a affirmé un panéliste.

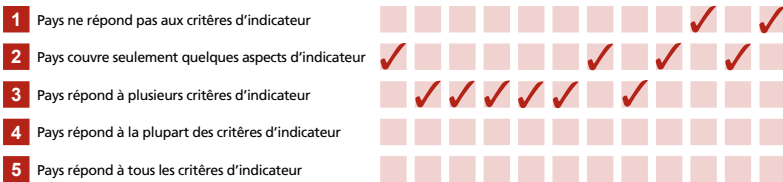
De nombreux facteurs expliquent les normes médiocres appliquées par les médias au Cameroun. Au fil des ans, la profession a attiré des centaines de jeunes cherchant à gagner de l'argent rapidement. « Les journalistes du Hilton » – des hommes et des femmes qui se font passer pour des journalistes et inondent les

événements publics pour extorquer de l'argent et festoyer dans les réceptions – sont devenus une réalité dans l'industrie. Les bas salaires et les conditions de travail difficiles font que même les journalistes formés n'ont souvent pas les moyens de vérifier et de recouper les informations avant de les dévoiler. Il semble aussi qu'il y ait une grande demande du public pour le journalisme médiocre, parce que les gens sont attirés par les potins et les conflits. Les médias sociaux semblent aussi avoir une grande influence sur la couverture médiatique, de nombreux journalistes considérant la rumeur la plus folle sur Internet comme un fait.

Cependant, il existe une petite « minorité » qui s'efforce de respecter les principes de base du bon journalisme et l'éthique professionnelle, même si certains éléments peuvent parfois faillir. Les principaux journaux du pays – à la fois publics et privés – démontrent leur engagement en faveur d'un journalisme de qualité en exigeant, par exemple, que leurs journalistes corroborent les informations avant de les publier. D'après les panélistes, les principaux journaux anglais arrivent mieux à séparer les pages d'actualités et d'opinions.

Le pointage:

Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur:

2.3 (2008=1.7 ; 2011=2.2)

4.2 Les médias suivent volontairement des codes de normes professionnelles, qui sont appliqués par des organes indépendants/ non-législatif qui traitent les plaintes du public.

Bien qu'on constate globalement l'absence d'action volontaire de la part des organisations de presse indépendantes pour contrôler les comportements contraires à l'éthique, il existe quelques exceptions qui montrent clairement que la situation pourrait considérablement s'améliorer avec un engagement plus appuyé. L'association des journalistes sportifs a réussi à élaborer et à appliquer un code de conduite et de déontologie volontaire pour ses membres. Cette association reçoit fréquemment des plaintes du public et sanctionne, voire exclu,

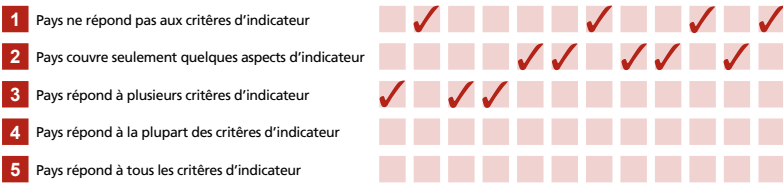
souvent les membres qui violent les normes et l'éthique professionnelles. Mais l'impact de l'organisation sur l'ensemble de l'industrie est limité.

Le syndicat des journalistes du Cameroun et l'Association camerounaise des journalistes anglophones ont élaboré des codes de déontologie et de conduite distincts qui n'ont jamais été pleinement mis en œuvre et appliqués par leurs membres. Les dirigeants de ces deux associations n'encouragent pas le respect des principes décrits dans les documents et n'ont pas l'autorité nécessaire pour les faire appliquer.

Les pourparlers sont bien avancés pour créer un Ordre National des Journalistes, institué par une loi du parlement. Les partisans pensent que cet Ordre est le meilleur moyen de faire respecter les normes professionnelles et éthiques, au même titre que d'autres ordres dans les professions juridiques, médicales, d'ingénieurs et autres.

Le pointage:

Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur: 1.9 (2008=1.9 ; 2011=2.3)

4.3 Les niveaux de salaires et les conditions générales de travail des journalistes et des autres professionnels des médias, y compris leur sécurité sont appropriés.

Les salaires sont généralement bas et les conditions de travail mauvaises dans les médias, et sont encore pires pour les journalistes travaillant dans le secteur privé²⁰. La convention sur la négociation collective de l'industrie fixe le salaire minimum pour les journalistes à 180 000 CFA par mois (360 USD), mais la plupart des organes de presse payent beaucoup moins que ça. Dans les plus grandes

²⁰ Les salaires sont supérieurs dans le secteur public où la plupart des journalistes sont fonctionnaires. Dans certains cas, les journalistes reçoivent deux salaires, un de la fonction publique et un autre des médias publics qui les emploient. Globalement, ils ont plus d'avantages que leurs pairs du secteur privé.

organisations de presse, le salaire moyen d'un débutant est de 75 000 CFA (150 USD), alors que les cadres perçoivent 400 000 CFA (800 USD) par mois. Un panéliste croit fermement que « malgré l'existence d'une échelle salariale collectivement négociée, les propriétaires des médias du secteur privé semblent avoir conspiré pour ne pas payer leurs employés au-dessus d'un certain montant. »

Les employeurs ignorent généralement le code du travail et n'accordent aux journalistes aucuns avantages sociaux tels qu'une assurance sociale. De nombreux autres journaux et organes audiovisuels plus petits ne payent simplement pas leurs employés, et leur demandent de vivre des gratifications et pourboires des organisateurs d'événements. Parce que les salaires sont bas, voire inexistantes, les journalistes harcèlent souvent les organisateurs d'événements pour obtenir de l'argent, ont recours au chantage pour extorquer de l'argent aux personnages publics véreux, ou acceptent des pots-de-vin pour faire les « sales besognes » des rivaux politiques.

Il devient de plus en plus courant que les propriétaires de médias mettent les jeunes recrues à l'essai pour une durée pouvant aller jusqu'à trois ans, au mépris total des dispositions du code du travail qui prévoit un maximum de deux périodes d'essai de trois à six mois. « Les jeunes reporters acceptent souvent des clopinettes ou rien du tout parce qu'ils n'ont souvent pas d'autre choix. »

Dans la plupart des salles de rédaction, les dépenses de production sont prioritaires par rapport aux salaires des travailleurs. Les propriétaires de médias soutiennent « qu'il est impossible de payer » les salaires minimum des journalistes en raison du coût élevé du fonctionnement des organisations de presse et de la faible rentabilité des entreprises médiatiques. Mais il est difficile de déterminer combien gagnent les médias en raison de l'opacité avec laquelle les ressources sont gérées. « Personne ne sait combien gagnent les propriétaires de médias, » a ajouté un panéliste.

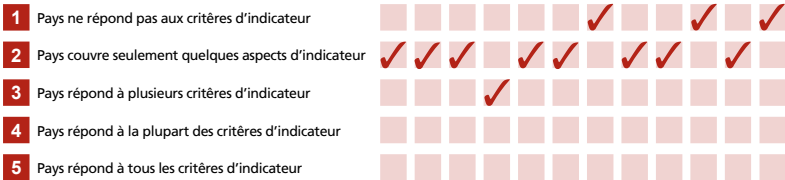
Les bas salaires ont forcé les journalistes à se diriger vers d'autres emplois de communication tels que la gestion des relations publiques, où les salaires et les conditions de travail sont généralement meilleurs. Les salaires de débutants des postes de communication dans les entreprises sont d'environ 200 000 CFA (400 USD) par mois. Le salaire s'accompagne souvent de différentes indemnités et primes. Les journalistes qui occupent des postes de relations publiques et de marketing ont souvent un salaire de base auquel s'ajoutent des commissions allant de 5 à 23 pourcent, en fonction de l'employeur et des résultats.

En général, les conditions de travail des journalistes sont déplorables et les questions telles que la sécurité et la sûreté sont quasiment ignorées. « Les journalistes peuvent être arrêtés et détenus sans que personne ne sache où ils sont. » Cette situation est devenue une préoccupation majeure au cours des trois dernières années avec l'insurrection armée au nord du Cameroun et la situation

de plus en plus volatile le long de la frontière est du pays avec la République centrafricaine. Dans de telles circonstances, les journalistes se mettent non seulement de plus en plus en danger dans le cadre de leur travail, mais ils font aussi l'objet d'une surveillance excessive de la part des agents secrets de l'État qui ne demandent rien d'autre que de les espionner et d'essayer de leur soutirer des informations précieuses sur les activités de ceux qu'ils perçoivent comme des ennemis.

Le pointage:

Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur:

1.8 (2008=n/a ; 2011=1.2)

4.4 Les journalistes et autres professionnels des médias sont organisés en syndicats et /ou en associations professionnelles, qui défendent leurs intérêts de manière effective.

Le Cameroun compte un nombre impressionnant d'organisations et de syndicats de presse, certains exerçant dans la légalité, d'autres pas. Les principaux incluent :

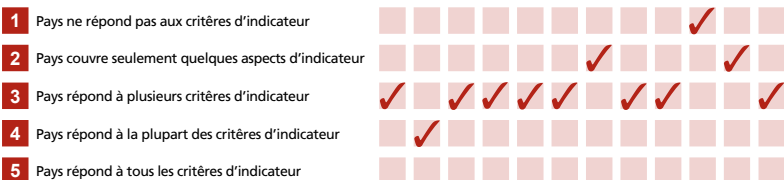
- The Cameroon Union of Journalists (CUJ)
- Cameroon Association of English Speaking Journalists (CAMSEJ)
- La Fédération des Éditeurs de Presse
- La Fédération des journalistes camerounais
- Association des Journalistes Sportifs du Cameroun
- The Union of Online Journalist of Cameroon
- Association of Economic Journalists
- Association of Journalists for Decentralisation
- La Presse Économique du Cameroun
- National Union of Journalists
- Club of Political Analysts
- L'Union de la Presse Francophone
- l'Union des journalistes libres du Cameroun
- The Network of Community Radios
- Science Journalists' Network

Malgré le grand nombre d'organisations et de syndicats de presse, leur voix est affaiblie par des problèmes de rivalité et de leadership. Les membres accusent souvent les cadres de leurs associations et syndicats de n'organiser aucunes réunions et de sortir du cadre de leurs mandats. La plupart des organisations de presse sont perçues comme des « hommes-orchestres » qui ne profitent qu'à certains qui voyagent de par le monde. En général, la présence de ces organisations de presse n'est pas ressentie sur le terrain. La Cameroon Union of Journalists, censée être l'association faitière, est souvent citée comme l'organisation de presse la plus inactive. Les organisations de presse sont aussi en proie à des divisions liées à leurs penchants pro-gouvernement ou pro-opposition qui les empêchent de former un front commun.

Cependant, il existe quelques exceptions. La CAMASEJ est de loin l'organisation de presse la plus active du pays, et elle organise régulièrement des ateliers de formation pour ses membres. Ses membres sont issus du secteur public et du secteur privé et incluent des reporters, des rédacteurs et des éditeurs. Le rôle qu'elle joue pour faire respecter les normes professionnelles a été encensé par des observateurs indépendants. *L'Association des journalistes sportifs du Cameroun* est aussi une entité relativement active. Les propriétaires de médias sont désormais organisés au sein d'une association appelée *La Fédération des Éditeurs de Presse* qui s'occupe de questions d'intérêt commun non seulement pour ses membres mais aussi pour le développement de la presse écrite dans son ensemble. Elle a déjà à son actif plusieurs victoires mémorables, notamment les négociations avec le seul distributeur de journaux du pays, et le plaidoyer en faveur de la suppression de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sur les entrants de la presse écrite et d'autres médias.

Le pointage:

Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur:

2.8 (2008=3.2 ; 2011=4.8)

4.5 Les journalistes et les entreprises de presse sont intègres et ne sont pas corrompus

Les médias au Cameroun sont considérés comme très corrompus. Les reporters, rédacteurs et éditeurs acceptent tous et exigent souvent de l'argent et d'autres faveurs de la part des organisateurs d'événements, des sources d'information et des groupes d'intérêt. Parfois, si les journalistes pensent que les organisateurs ne leur donneront pas d'argent, ils se tiennent à l'écart des événements ou retardent la parution d'histoires. Pour les politiciens, il est facile d'utiliser l'argent pour influencer la couverture médiatique, voire même déterminer le contenu rédactionnel. Les histoires « plantées » sont courantes dans les journaux, alors que les stations de radio et de télévision sont réputées pour diffuser des « débats à la demande », les membres du panel étant soigneusement choisis et coachés pour soutenir une partie intéressée ou discréditer son rival. Les professionnels des médias utilisent de plus en plus le chantage pour extorquer de l'argent aux agents publics et aux hommes d'affaires véreux. La pratique qui consiste à « tuer » une histoire est en recrudescence. Les responsables de certains organes de presse reçoivent un paiement mensuel de la part d'agents publics pour obtenir une presse favorable ou éviter des reportages négatifs. D'après un panéliste, *Canal 2* – l'une des principales stations de télévision privées dans le pays – exige que ses journalistes déclarent les gratifications qu'ils reçoivent au cours de leurs missions et qu'ils en reversent 60% à la direction.

Les journalistes utilisent différents termes pour parler de la corruption dans l'industrie. *Gombo*²¹ est l'équivalent camerounais de la pratique de « l'enveloppe brune » dans de nombreux pays. Quand les reporters disent qu'ils attendent le dernier communiqué ou une interview exclusive, cela veut souvent dire qu'ils attendent « l'argent taxi », une gratification ou un pot-de-vin. « Parfois, les journalistes s'attardent à la fin d'un événement pour demander à l'organisateur de parler bien²², » a déclaré un panéliste.

La confiance dans le contenu des médias a diminué en raison de la corruption généralisée qui sévit dans l'industrie. « Les gens pensent que les journalistes s'occupent des relations publiques des politiciens et que cela influence leur capacité à se montrer objectifs, » a déclaré un panéliste. D'autres ont mis à mal leur crédibilité en travaillant à temps partiel comme directeurs de presse pour des politiciens et propriétaires d'entreprises. « Il est difficile de parler d'intégrité dans les médias camerounais, » a déclaré un panéliste.

Il existe plusieurs raisons pouvant expliquer cette volonté apparente des journalistes camerounais de compromettre aussi facilement leur intégrité. Les bas salaires et les mauvaises conditions de travail rendent les journalistes vulnérables à l'influence financière et politique. Les propriétaires de médias admettent souvent

21 En français, *Gombo* désigne un légume gélatineux très consommé au Cameroun. Ce mot est communément utilisé dans les médias pour faire référence à une gratification ou à un pot-de-vin versé par une source d'information ou un organisateur d'événement.

22 « Parler bien » est communément utilisé dans la fonction publique pour demander « qu'est-ce que tu as? » lorsque quelqu'un demande un pot-de-vin.

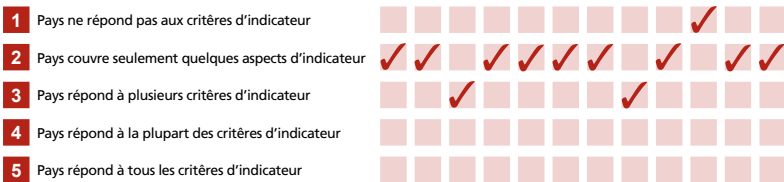
être obligés d’avoir recours à d’autres stratégies pour rester en activité à cause des coûts de production élevés, de la chute des ventes, et du revenu publicitaire insuffisant. Au-delà de ces raisons économiques, les gens à l’intérieur et à l’extérieur de l’industrie déclarent que beaucoup sont arrivés dans le journalisme sans avoir aucune idée de la manière dont fonctionne la profession et dont ils doivent se comporter. Certains analystes ont rejeté la thèse selon laquelle la pauvreté engendre une mauvaise pratique journalistique parce que « même les journalistes bien payés du secteur public sont concernés. »

« L’argent taxi » pour les journalistes représente souvent un part importante du budget des organisateurs d’évènements. Les services publics, privés, à but non lucratif et même certains services diplomatiques contribuent à répandre la culture du *gombo* au Cameroun. Les ministres, y compris le ministre de la communication et le ministre de la justice, donnent de « l’argent taxi » aux journalistes chaque fois qu’ils accordent une conférence de presse ou président une réunion. Les politiques de certaines salles de rédaction exposent aussi les journalistes aux pots-de-vin. La CRTV exige souvent que les organisateurs d’évènements organisent un moyen de transport pour ses journalistes et « prennent soin » d’eux lorsqu’ils sont en mission en dehors de leur station.

Les organisations de presse qui essaient de préserver leur intégrité sont l’exception plutôt que la règle. Au cours des dernières années, la CRTV a commencé à sanctionner les reporters qui acceptaient de l’argent des sources d’information, même si cette pratique sévit toujours au sein de la société. La nouvelle structure organisationnelle du radiodiffuseur public qui est actuellement à l’étude prévoit la création d’un service anti-corruption. Plusieurs organisations de presse majeures admettent recevoir une certaine forme de « reconnaissance » pour leur bon travail, mais assurent que cela n’influence pas la prise de décision rédactionnelle. *Le Messenger*, l’un des principaux quotidiens du pays, « pratique souvent les mutations à caractère punitif pour les travailleurs qui acceptent des pots-de-vin » a affirmé un panéliste.

Le pointage:

Notes individuelles:



Moyenne de l’indicateur:

2.1 (2008=n/a ; 2011=1.0)

4.6 Les journalistes et les rédacteurs ne pratiquent pas l'autocensure dans l'audiovisuelle privée et dans la presse écrite privée.

La vedette de foot camerounaise, Samuel Eto'o Fils, a reçu beaucoup de presse négative en 2014 liée en partie à la Coupe du Monde de la FIFA au Brésil. Les histoires portaient notamment sur le rôle qu'il avait pu jouer dans la piètre performance du Cameroun pendant le tournoi, et sur une relation extraconjugale supposée qui aurait mal tourné. Les organisations de presse se sont littéralement nourris de la presse à sensation qu'il générerait. Mais quelques semaines après la Coupe du Monde, tout s'est calmé. On pense qu'Eto'o a réussi à faire taire la presse grâce à une combinaison de gratification financière et de menaces de poursuites. Les rédacteurs de nombreuses salles de rédaction ont boycotté les histoires sur Eto'o et les reporters se sont montrés plus prudents dans les reportages sur le footballeur multimillionnaire.

Qu'il s'agisse d'histoires sportives anodines en apparence, d'actualités politiques courantes ou de questions très sensibles liées à l'État, les journalistes camerounais pratiquent des degrés divers d'autocensure. Les reporters sont généralement prudents lorsqu'ils font des reportages sur des affaires d'abus des Droits de l'Homme mettant en cause les forces de sécurité ou des agents publics puissants.

L'autocensure sévit davantage dans les organes de presse publics en raison des contrôles rédactionnels stricts, par rapport au secteur privé où les reporters jouissent d'une plus grande liberté. Le fiasco de l'organisation d'une réunion des parlementaires du Commonwealth en 2014 où certains délégués ont été bloqués à l'aéroport de Yaoundé, par exemple, a été largement couvert dans les médias privés mais pas dans les médias publics. Souvent, personne ne donne l'ordre aux journalistes des médias publics de ne pas inclure des détails de cette nature ; ils savent simplement que c'est dans leur meilleur intérêt de le faire.

« Les journalistes ont généralement peur lorsqu'ils couvrent certaines histoires. » Un panéliste a notamment raconté comment il avait été questionné par un agent de la sécurité, qui a commencé l'interview en dégainant une arme. « Les gens craignent pour leur vie, » a déclaré ce panéliste.

Le pointage:

Notes individuelles:

1	Pays ne répond pas aux critères d'indicateur	✓															✓	✓	
2	Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur									✓									✓
3	Pays répond à plusieurs critères d'indicateur		✓	✓	✓	✓	✓				✓	✓							
4	Pays répond à la plupart des critères d'indicateur																		
5	Pays répond à tous les critères d'indicateur																		

Moyenne de l'indicateur:

2.3 (2008=1.8 ; 2011=1.6)

4.7 Les professionnels des médias ont accès aux structures de formation qui offrent des programmes de qualification formelle ainsi que des possibilités d'améliorer leurs compétences.

L'Advanced School of Mass Communication de l'Université de Yaoundé II est le principal centre de formation des journalistes et aussi le plus ancien. L'université de Buea possède aussi un Département de Journalisme et de Communication de masse de bonne réputation. Ces deux universités proposent des cours de premier cycle et des cours spécialisés dans une grande variété de domaines. De nombreux autres instituts proposent des programmes permettant aux étudiants d'obtenir soit le Diplôme National Ordinaire (OND) ou le Diplôme National Supérieur (HND). Les établissements de formation classique reçoivent généralement des étudiants qui n'ont pas encore pratiqué le journalisme, mais certains constatent aussi une hausse des inscriptions de journalistes en exercice qui retournent à l'école. Les programmes d'apprentissage à distance ont aussi permis d'élargir les opportunités qui se présentent aux journalistes et aux autres professionnels des médias.

Les organisations nationales et internationales et certaines missions diplomatiques organisent régulièrement des ateliers de renforcement des capacités pour les professionnels des médias qui sont axés sur des secteurs tels que la santé, les Droits de l'Homme, la démocratie, l'environnement, le changement climatique et la décentralisation. *Radio France International* a formé des reporters et des managers de la radio communautaire Femme FM à Mbalamayo en 2012. Les journalistes « intelligents » cherchent souvent des opportunités de formation à l'extérieur du pays.

Bien que les opportunités de formation semblent abondantes, la plupart des salles de rédaction ne possèdent pas de politiques ou de budgets dédiés à la formation du personnel. « Les organisations de presse ne comprennent qu'en renforçant les compétences et les aptitudes de leurs employés, elles améliorent la qualité des

services qu'elles offrent, ce qui contribue ainsi à rehausser les normes de leurs organisations, » a fait remarquer un panéliste. Par conséquent, les journalistes recherchent, de leur propre initiative, une formation plus poussée. Certains le font discrètement parce qu'ils ont peu de chance d'obtenir un congé d'études et pourraient perdre leurs emplois.

Le pointage:

Notes individuelles:

1	Pays ne répond pas aux critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2	Pays couvre seulement quelques aspects d'indicateur	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3	Pays répond à plusieurs critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Pays répond à la plupart des critères d'indicateur	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5	Pays répond à tous les critères d'indicateur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Moyenne de l'indicateur:

2.7 (2008=3.6 ; 2011=4.5)

4.8 L'égalité des chances sans distinction de race ou d'origine ethnique, de groupe social, de genre / sexe, de religion, d'handicap et d'âge est promue dans les organes de presse.

Un nombre croissant de femmes s'inscrivent dans des écoles de journalisme aujourd'hui au Cameroun. De nombreux directeurs d'écoles de journalisme sont catégoriques sur le fait qu'ils comptent plus de femmes que d'hommes dans leurs programmes. Selon eux, cette tendance peut s'expliquer par de nombreuses raisons, notamment l'augmentation globale du nombre de filles qui terminent des études pré-universitaires. Le développement du secteur de l'audiovisuel au Cameroun – qui semble être le média de choix de nombreuses diplômées – est un autre facteur important. Les développements intéressants dans les médias électroniques attirent aussi plus de candidates.

Cependant, ce développement positif concernant le nombre de filles dans les médias se limite aux quatre murs des classes de journalisme. Les hommes sont toujours beaucoup plus nombreux que les femmes dans les salles de rédaction, en partie parce que les femmes préfèrent généralement les emplois de communication au journalisme. Même si les chiffres sont de plus en plus en faveur des femmes, celles qui deviennent journalistes sont loin d'obtenir les mêmes opportunités que les hommes en termes de visibilité, et au bout du compte de promotion, compte tenu des histoires qu'elles couvrent. Un panéliste a déclaré que bien que l'on ne puisse pas contester les chiffres, la partie cachée de l'histoire dont on ne parle pas souvent – en particulier les femmes journalistes elles-mêmes – est « leur propre préférence pour les sujets plus « léger » comme la santé, l'éducation et le genre

qu'elles considèrent plus faciles et moins exigeants que les autres sujets tels que la politique, l'économie, la science et le sport, dont elles se tiennent à l'écart. »

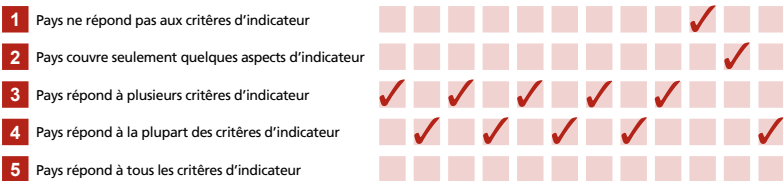
Néanmoins, les choses sont en train de changer, même si cela est progressif. Plusieurs femmes détiennent maintenant des postes de direction (éditrices ou rédactrices) dans les médias publics et privés. La compagnie publique qui publie le quotidien national, *Cameroon Tribune*, est dirigée par une femme qui est aussi éditrice. Environ 45% des employés de la CRTV sont des femmes et plusieurs d'entre elles détiennent des poste de directrices. Les femmes sont aussi désormais nombreuses à présenter les actualités aux heures de grande écoute depuis que la CRTV présente ses bulletins d'information avec deux présentateurs – en général un homme et une femme.

À travers l'industrie, il n'y a aucune discrimination visible contre les femmes et les autres groupes minoritaires. Ceci peut s'expliquer en partie par le déclin général du chauvinisme dans la société, et par le fait qu'on accorde plus d'importance à la compétence qu'au genre ou à d'autres considérations. La CRTV, par exemple, emploie plusieurs journalistes handicapés physiques, y compris un présentateur radio aveugle.

Les jeunes trouvent aussi de plus en plus leur espace et leur voix dans l'industrie, notamment avec l'essor des nouveaux médias et la demande croissante de compétences en TIC. L'âge moyen dans le service Web de la CRTV est de 22 ans. « Les jeunes ont plus de chance de se développer dans les nouveaux médias que dans les médias traditionnels, » a déclaré un panéliste. Les journalistes du service public partent généralement à la retraite à 55 ans²³, laissant derrière eux un effectif très jeune.

Le pointage:

Notes individuelles:



Moyenne de l'indicateur: 3.2 (2008=n/a ; 2011=2.3)

Note du secteur 4: 2.4

Score moyen total: 3.0

²³ Les journalistes recrutés directement par les médias publics travaillent en général jusqu'à 60 ans. Le Président de la République a prolongé la retraite pour quelques journalistes, alors que certains journalistes retraités travaillent encore comme indépendants.

Questions de suivi:

1. Quels ont été les principaux développements dans l'environnement médiatique au cours des trois dernières années et demie?

Développements positifs:

- La tenue du Forum National de la Communication en 2012 a peut-être été le développement le plus important en raison de sa capacité à changer radicalement le paysage médiatique. Les délégués présents à ce forum ont recommandé de nombreux amendements de loi sur les médias, notamment l'institution d'un Ordre National des Journalistes, qui est considéré comme une étape importante vers l'autorégulation. Le forum a aussi proposé une législation pour les nouveaux médias, une première de son genre.
- Après des années d'inactivité, le Conseil National de la Communication a retrouvé un second souffle et a pris beaucoup plus de décisions au cours des trois dernières années et demie. Ses actions ont suscité des réactions mitigées, avec d'une part des critiques pour avoir suspendu des journalistes et des organes de presse, et d'autre part des louanges pour s'être occupé des infractions commises par les médias avant qu'elles ne finissent devant le tribunal. En 2014, dans un souci de médiatiser son travail et de le rendre plus accessible, le conseil a publié un document sur les procédures et les étapes de réception et de traitement des plaintes.
- Par rapport aux années précédentes, on a constaté une baisse du nombre d'affaires judiciaires impliquant des journalistes. L'une des explications est le rôle croissant joué par le Conseil National de la Communication pour remédier aux manquements des médias. L'immense pression qu'a subie le gouvernement de la part des organisations de liberté de la presse nationales et internationales après la mort d'un journaliste en prison en 2010²⁴ pourrait être un autre facteur ayant contribué à ce changement. Les organisations de presse, en particulier les syndicats, dénoncent de plus en plus les abus contre les journalistes aux groupes de pression internationaux tels que le Comité de protection des journalistes et journalistes sans frontières. Les médias sociaux ont aussi contribué à faire reculer les abus contre les journalistes.
- Le journalisme numérique occupe une place plus grande dans le paysage médiatique et cette tendance devrait se poursuivre. Le nombre d'organes de presse numériques semble augmenter, alors que de plus en plus de journaux, et de stations de radio et de télévision exploitent des sites Web complémentaires. Plusieurs programmes de formation contribuent aussi à hausser les normes du contenu en ligne.

24 www.en.m.wikipedia.org/Germain_Cyrille_Ngota_Ngota

Développements négatifs:

- La dominance d'émissions-débats et de productions en studio de mauvaise qualité dans le secteur de la radiodiffusion semble avoir terni la réputation des médias. Perçues par les propriétaires de médias comme des raccourcis vers de grandes audiences, les critiques déclarent qu'elles sont truffées de lacunes professionnelles et déontologiques. La plupart des émissions sont caractérisées par des analyses biaisées qui ne reposent souvent sur aucune expertise ni aucuns faits concrets.
- La corruption dans les médias reste un problème majeur et semblerait s'être aggravée au cours des trois dernières années et demie. Ces problèmes sont des ramifications d'autres problèmes ayant des répercussions négatives sur les médias, tels que les bas salaires, les mauvaises conditions de travail et une formation inadaptée. Les responsables et professionnels semblent incapables de trouver une solution durable au problème.
- Malgré un plaidoyer de plus en plus fort, le Cameroun n'est pas prêt de promulguer une loi sur l'Accès à l'information. De nombreuses organisations ont élaboré des projets de loi qui n'ont pas encore été considérés par le gouvernement. Les clauses de secret, souvent dispersées et cachées dans différentes lois, rendent la collecte d'information difficile et le journalisme d'enquête presque impossible. Sans aucune protection du droit de savoir, les citoyens ne peuvent pas prétendre à l'information publique.
- Les journaux sont devenus plus fragiles en raison de la dégradation des conditions économiques et de l'intense concurrence de nouveaux organes de presses. Le nombre « d'histoires politiques sensibles » sous la forme d'information de dernière minute ou d'affaires en cours de développement qui alimentent d'ordinaire les médias et l'industrie a chuté de manière spectaculaire en raison de l'environnement politique moribond. Ceci dit, il faut reconnaître que les journaux ne sont pas non plus assez créatifs pour produire un contenu alternatif.

2. La voie à suivre pour les médias au Cameroun

Les panélistes ont recommandé d'intensifier le plaidoyer dans deux secteurs principaux, à savoir :

- L'accès à l'information : Plusieurs ONG et coalitions d'ONG ont déjà commenté à travailler sur une loi sur l'accès à l'information au Cameroun. Les panélistes sont résolument convaincus que l'adoption d'une loi sur l'accès à l'information améliorera considérablement l'environnement médiatique et aidera les citoyens à jouir pleinement de leur droit de savoir.
- Recommandations du Forum National de la Communication de 2012 : Bien que tout le monde s'accorde à dire que les recommandations du Forum National de la Communication de 2012 changeront radicalement et de manière positive le paysage médiatique au Cameroun, le délai de leur mise en œuvre est inquiétant et pourrait être un signe d'une réticence à procéder à des changements significatifs. Il est urgent d'exercer des pressions sur les agents publics et les législateurs pour qu'ils accélèrent la mise en œuvre des propositions.

Les panélistes ont proposé de mettre en place des groupes de travail chargés d'élaborer des stratégies en vue d'une action concrète.

Le Panel a eu lieu à Sangmelina du 10 au 12 octobre 2014.

Les Panélistes:

Médias

1. Baba WAME
Formateur spécialisé dans les médias
2. Irene MBAZOA
Radiodiffuseur communautaire
3. Magnus Biaga
Propriétaire de médias
4. Marc OMBOUTI
Journaliste
5. Marie Noëlle GUICHI
Journaliste/rédactrice

Société civile

6. Esther OMAM
Militante des Droits de l'Homme
7. Justin MABOUTH
Militant des Droits de l'Homme
8. Nadine MACHIKOU
Maître de conférences
9. Ngatansou ep. DOUMARA Marie Aissa
Militante des droits des femmes
10. Pierre Robert FOJOU
Expert en droit des médias
11. Richard NDI
Leader des jeunes
12. Wilfred TASSANG
Syndicaliste

Animateur

Emmanuel Wongibe
Journaliste/ Consultant en médias

Rapporteur

Eugene N. Nforngwa
Journaliste/Propriétaire de médias



AFRICAN MEDIA BAROMETER

The first home grown analysis of the
media landscape in Africa



CAMEROON 2014

English Version

The African Media Barometer (AMB)






The African Media Barometer (AMB) is an in-depth and comprehensive description and measurement system for national media environments on the African continent. Unlike other press surveys or media indices the AMB is a self-assessment exercise based on home-grown criteria derived from African Protocols and Declarations like the Declaration of Principles on Freedom of Expression in Africa (2002) by the African Commission for Human and Peoples' Rights. The instrument was jointly developed by fesmedia Africa, the Media Project of the Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) in Africa, and the Media Institute of Southern Africa (MISA) in 2004.

The African Media Barometer is an analytical exercise to measure the media situation in a given country which at the same time serves as a practical lobbying tool for media reform. Its results are presented to the public of the respective country to push for an improvement of the media situation using the AU-Declaration and other African standards as benchmarks. The recommendations of the AMB-reports are then integrated into the work of the 19 country offices of the Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) in sub-Saharan Africa and into the advocacy efforts of other local media organisations like the Media Institute of Southern Africa.

Methodology and Scoring System

Every three to four years a panel of 10-12 experts, consisting of at least five media practitioners and five representatives from civil society, meets to assess the media situation in their own country. For 1½ days they discuss the national media environment according to 39 predetermined indicators. The discussion and scoring is moderated by an independent consultant who also edits the AMB-report.

After the discussion of one indicator, panel members allocate their individual scores to that respective indicator in an anonymous vote according to the following scale:

1	Country does not meet indicator	
2	Country meets only a few aspects of indicator	
3	Country meets some aspects of indicator	
4	Country meets most aspects of indicator	
5	Country meets all aspects of the indicator	

The sum of all individual indicator scores will be divided by the number of panel members to determine the average score for each indicator. These average indicator scores are added up to form average sector scores which then make up the overall country score.

Outcome

The final, qualitative report summarizes the general content of the discussion and provides the average score for each indicator plus sector scores and overall country score. In the report panellists are not quoted by name to protect them from possible repercussions. Over time the reports are measuring the media development in that particular country and should form the basis for a political discussion on media reform.

In countries where English is not the official language the report is published in a bilingual edition.

Implementing the African Media Barometer the offices of the Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) and – in SADC countries the Media Institute of Southern Africa (MISA) – only serve as a convener of the panel and as guarantor of the methodology. The content of the discussion and the report is owned by the panel of local experts and does not represent or reflect the view of FES or MISA.

In 2009 and again in 2014 the indicators were reviewed, amended, some new indicators were added and some were replaced.¹

By the end of 2014 the African Media Barometer had been held in 30 African countries, in some of them already for the fifth time.

Zoe Titus
Regional Director
Media Institute of Southern
Africa (MISA)
Windhoek, Namibia

Sara Brombart
Head of *fesmedia Africa*
Friedrich-Ebert-Stiftung
Windhoek
Namibia

¹ Consequently, the comparison of some indicators of previous reports is not applicable (n/a) in some instances in which the indicator is new or has been amended considerably. Furthermore sector scores are not applicable (n/a) as indicators have been moved.



See above 30 AMB Countries (2005-2014)

CONTENT

SUMMARY: 76

SECTOR 1: 79

Freedom of expression, including freedom of the media, is effectively protected and promoted.

SECTOR 2: 93

The media landscape, including new media, is characterised by diversity, independence and sustainability.

SECTOR 3: 111

Broadcasting regulation is transparent and independent; the state broadcaster is transformed into a truly public broadcaster.

SECTOR 4: 121

The media practise high levels of professional standards.

WAY FORWARD: 133

African Media Barometer

CAMEROON 2014

Summary

In the three and a half years since the last Cameroon edition of the African Media Barometer (AMB, the country's media has witnessed a number of negative and positive developments worthy of consideration. For the most part, the overall assessment is that the media landscape today (compared to 2011) is overwhelmingly gloomy due to the downward spiralling witnessed in areas of critical importance to the development of a free, pluralistic, professional, ethical and sustainable media. Unfortunately, the narrative of that dull picture puts the blame squarely in the hands of the principal stakeholder – the journalists.

The most dangerous element that has brought about the rapid decay of the media during this period is corruption. Journalists have so easily - and seemingly happily for that matter - accepted to be drawn into the corruption that is rife across the country today. With no misgivings, journalists ask for bribes from event-organisers, threaten political heavyweights and business magnets into paying 'ransom' for purported potentially damaging stories and organise highest bidder award ceremonies, where people of very low accomplishment are presented as laureates to the amusement of their audiences. In this setting, where journalists are increasingly acting with reckless abandon, the role-play is confusing, as society's traditional watchdog now needs the most watching.

Thanks to corruption, the media has in the process thrown out of the window respect for the basic tenets of the profession, with the content churned out by many journalists being guided by self-interest rather than the common good. The repeated complaints about falling professional standards are therefore not a surprise, as they are supported by numerous cases of unethical behaviour. Corruption and its other directives - greed, personal interest and aggrandisement - have attacked and weakened unions and associations that have traditionally been the glue that holds together various parties in the often drawn out fight for media freedom in any country. The infighting within the many, inactive, pro and anti-government divided unions and associations, is a direct consequence.

For those journalists who continue to strive for professional uprightness (and there is indeed a strong committed block), there is growing frustration at their inability to make the public realise that they are being tagged with a label that does not reflect the values they stand for.

It is no wonder then, that in a sector where government intervention is often seen as out rightly intrusive and guided by ulterior motives, media professionals

themselves and observers of Cameroon's media landscape are highlighting two major developments of the last three and a half years, as salutary. The National Communication Council, which is a state owned and run entity, today plays the role of media regulator in Cameroon. Known in the past for its heavy bureaucracy and inaction, the Council has recently taken on board the issue of unprofessional conduct within media circles in a serious manner. It takes credit for bringing greater openness and transparency to its work by publishing a document that clearly outlines procedures for receiving public complaints about the media. Even though some journalists are unhappy with some of the decisions suspending media organs or their staff for unethical behaviour, there is recognition of the fact that the Council's work has led to a reduction in the number legal cases against the media, which have in the past, ended up in jail sentences.

The second major development was the 2012 National Communication Forum, another government initiative led by the Ministry of Communication. The forum, which has been described as 'inclusive', addressed a number of issues that are fundamental to the development of the media in its recommendations – the majority of which members of the media fraternity agree with entirely. The proposal to create a self-regulatory mechanism - as is the case with most liberal professions such as law and medicine, as well as the creation of a state run Private Media Development Fund have been welcomed as initiatives that could contribute significantly to the emergence of an ethically sound and a financially viable media landscape in Cameroon.

While most of the issues dealt with during the period under review have been part of the reality of Cameroon's media for two decades, security and safety took a completely new dimension. With the country confronted with repeated attacks by the terrorist group 'Boko Haram' on its northern border, and numerous incursions in the east due to the conflict in the Central African Republic, the media faced both safety and security issues as it dabbled into relatively unknown journalistic territory - conflict reporting. Professionally ill-equipped from a knowledge base perspective, journalists had to deal with problems of safety while reporting in armed conflict situations. As if that was not enough, the work of journalists was further compromised by the security concerns of state agents. Security officials were either excessively eager to use journalists to obtain valuable information about the 'enemy', or to use them as accomplices on the basis that they may have had contact with a person on their watch list. Many journalists have been interrogated at one point or another. Felix Cyriaque Ebole Bola of the private owned daily newspaper *Mutations*, Rodrigue Tongue of *Le Messager* and Baba Wame, a former journalist and journalism lecturer were charged with withholding important security information from the state, following a 28 October military court hearing in Yaoundé.

On the whole, in drawing a balance sheet of the developments within the media in Cameroon during the last three and a half years, especially when it comes to responsibility, it is clear that the media professionals deserve the greater

share of the blame for this dismal performance. Leaving its fate to chance or in other people's hands is not only dangerous, but tantamount to resignation. The task ahead in consolidating the minor gains and closing the wide gap on the losses side of this balance sheet is daunting. It is a challenge, which media professionals cannot shy away from for it is central in regaining public confidence and by extension reasserting the relevance of the media in the development of Cameroon.

SECTOR 1:

Freedom of expression, including freedom of the media, is effectively protected and promoted.

Freedom of expression, including freedom of the media, is effectively protected and promoted.

1.1 Freedom of expression, including freedom of the media, is guaranteed in the constitution and supported by other pieces of legislation.

Cameroon's constitution, revised in 1996 and modified in 2008, grants citizens the freedom to express themselves in many ways. The Preamble, a legally binding component of the constitution, states that "freedom of communication, of expression, of the press, of assembly, of association, and of trade unionism, as well as the right to strike shall be guaranteed under the conditions fixed by law". Article 19 further states that:

"Everyone has the right to freedom of opinion and expression; this right includes freedom to hold opinions without interference and to seek, receive and impart information and ideas through any media and regardless of frontiers".

The 1990 Law on Freedom of Social Communication reflects the spirit of the Constitution by reaffirming the guarantees of freedom of expression and of the media. It also lays down the conditions under which they can be enjoyed. The breadth of application of freedom of expression includes printing presses, libraries, and all forms of print news media, radio stations and television channels¹. The Law of Social Communication, however, fails to make direct mention of digital news and information outlets such as news websites, blogs and social media, which have emerged more recently.

But in spite of these guarantees, other pieces of legislation hinder the ability of citizens to take full advantage of their freedom of expression. The Penal Code² punishes a wide range of offenses directly related to the exercise of freedom of expression and of the media, such as libel, defamation, circulation of false information, possession of confidential information and contempt of a public official³. Although panellists appeared to agree that freedom of expression and of the media are not a blank cheque for irresponsible conduct, they viewed criminal libel and defamation as serious threats to the full exercise of such freedoms. Criminal libel and defamation are applied indiscriminately to citizens and journalists.

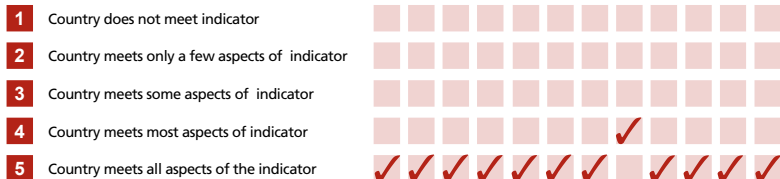
1 Law No 90/052 of 19 December 1990 on the Freedom of Social Communication, Articles 2.1, 3, 6, 36.1

2 1967

3 Penal Code (1967), Articles 152, 153, 154

Scores:

Individual scores:



Average score:

4.9 (2008=3.4; 2011=5.0)

1.2 The right to freedom of expression is practised and citizens, including journalists, are asserting their rights without fear.

Cameroonians, including journalists, are able to speak up openly, but often do so with caution. The balance between freedom and fear varies and journalists make individual assessments of the specific situation before adopting a course of action. In the view of one panellist, the situation is not so bad to be described as one of “terror”, but rather as inspiring “some degree of fear”. Another panellist believed “press freedom has declined drastically in this country”. The range of views on the subject includes those who think that “freedom of expression is only theoretical” or that “there is always fear among journalists” and those who see an improvement compared to the situation in the past.

In general, there seems to be a consensus that citizens and journalists are still unable to fully exercise freedom of expression at all times, despite some progress. That inability results from factors that could be related to the direct threats of criminal prosecution⁴ or “subtle ways that the government uses to intimidate the public through its operational structures.” As summed up by a panellist, “freedom of expression is under check” in Cameroon.

As indicated earlier, citizens and journalists have different experiences in the exercise of freedom of expression.

Exercise of freedom of expression by the media

In recent years, the media have become more vocal and daring in the issues they report and comment on. Bold headlines and candid live debates are common. Guests on the most popular TV and radio talk show programmes routinely include outspoken critics of the government and its policies. The large number

⁴ The penal code does not distinguish between journalists and other citizens on offenses related to the exercise of freedom of expression

of newspapers⁵ and the explosion of private broadcast outlets also suggest an increasingly free media landscape.

Nonetheless, “people often ask you if you are not afraid to write what you write,” according to one panellist. In spite of the sense of greater freedom, journalists are still afraid to express themselves freely because the threat of a legal suit or physical assault is real. “Journalists often turn down some assignments” for fear of repercussions from either the state or powerful interest groups.

Exercise of freedom of expression by citizens

Ordinary citizens generally feel freer to speak about public issues today than they did in the past. This is in part because the media have given them a greater voice. Almost every radio station and TV channel - including the state-owned broadcasters - run live talk shows and phone-in programmes with unfiltered public participation.

Yet, “there are some subjects you can speak about without fear and others that you cannot”. Because of the country’s authoritarian past, citizens believe that undercover agents are always nearby to eavesdrop on their conversations. Civil society organisations believe security agents often infiltrate their meetings to listen in and report back to officials. “In spite of guarantees of freedoms, the entrenched practice whereby the state is constantly spying on its citizens has not gone away,” said a panellist. “Once people know security agents may be in the room, they are afraid to say what is on their mind.”

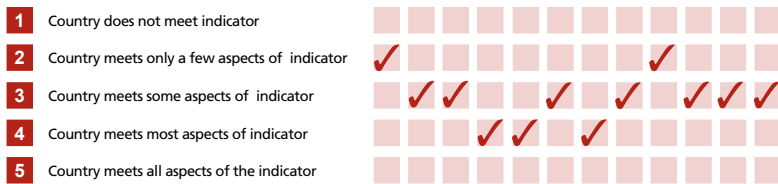
Even though only a declaration is required to hold a public gathering, organisers of such events often claim that they are also required to disclose what they intend to discuss. Administrative officials routinely disrupt public meetings because of the subject of discussion and the calibre of participants. Aware of this situation, one panellist asserted that diplomatic missions and other international organisations in Cameroon are increasingly holding meetings at private premises so that people can speak out freely.

As a general rule of caution, people watch their language in private conversations and during public gatherings as much as they can. “You will find someone speaking openly about the president, but quickly turn around to see if someone is listening.”

⁵ The estimated number of newspaper titles in Cameroon vary from 500 to more than 600 but only a few dozen are regular and considered credible

Scores:

Individual scores:



Average score:

3.1 (2008=2.6; 2011=2.7)

1.3 There are no laws or parts of laws restricting freedom of expression such as excessive official secret, libel acts, legal requirements that restrict the entry into the journalistic profession or laws that unreasonably interfere with the functions of media.

Cameroon has not made visible progress with respect to transparency in the conduct of public business. There are confidentiality and secrecy clauses in numerous bits of legislation⁶ dating back to the early years of independence. Concepts such as 'state secrets', 'sovereignty matters', 'administrative confidentiality' and 'sensitive subjects' are often vaguely defined and indiscriminately used to silence office holders.

Withholding public information is more perceptible in the military, but is equally significant in the public service. For example, even though the ministry of defence has a spokesperson, the press office releases very little information concerning military activities in northern Cameroon, where the military has been engaged in operations against the Nigerian terrorist group, Boko Haram. It is criminal to obtain or publish an official document that is labelled "confidential", irrespective of the nature of its content. Several public places such as airports, government buildings and military installations are off limits for photographers.

The government tries to limit the exercise of freedom of expression by seeking to control the practice of journalism. The accreditation of journalists and the issuing of press cards is conducted by a government-appointed commission. In 2012, the National Communication Forum - a gathering convened by the Minister of Communication - recommended the restriction of entry to the journalism profession to graduates from journalism schools and holders of at

⁶ Professional secrecy rules in the Civil Service Code prevent government employees from divulging information, while citizens can be persecuted to obtaining administrative documents not intended for them

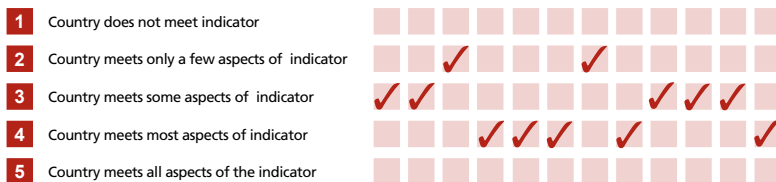
least a Bachelor's Degree⁷ in other fields. If implemented, this formal training requirement for entry into the profession would be a departure from the current practice that recognises a journalist on the merits of his/her intellectual faculty, training and talent, but not academic qualification⁸.

Authorities are clearly seeking to make entry into the profession harder than it currently is, and panellists' views on this were divergent. While some see it as a measure to weed out bad journalists, others perceive it as a restriction to freedom of expression and of the media. Supporters of this recommendation say the current practice has opened the door to "charlatans" who are "assassinating" journalism standards. Critics point at numerous examples of good journalists in Cameroon as well as in other parts of the world who have never attended a journalism school. The proposed legislation also fails to define the number of years of newsroom experience required by non-journalism graduates in order to be accredited, leaving it vulnerable to discretionary interpretation that might penalise prospective journalists.

Criminal libel⁹ remains the most serious threat to freedom of expression, although panellists agreed that the number of court cases and prison terms resulting from the practice of journalism have significantly declined.

Scores:

Individual scores:



Average score:

3.3 (2008=n/a; 2011=n/a)

1.4 The Government makes every effort to honour regional and international instruments on freedom of expression and freedom of the media.

Regional and international bodies have not enacted new laws and political agreements on freedom of expression and of the media since the 2011 AMB. However, the government has not made any effort to honour existing

7 Bachelor's degree holders in other fields will also be required to have unspecified number of years of newsroom experience to qualify for journalism accreditation

8 Law on Freedom of Social Communication, 1990, Article 46.1

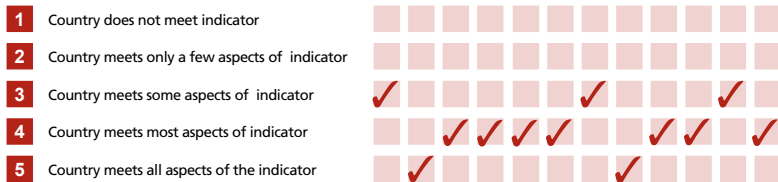
9 Penal Code of Cameroon (1967), Articles 304, 305

instruments on these freedoms. A good example is the Nairobi Protocol to the Florence Convention that calls for tax exonerations on raw materials for the printing of newspapers. Cameroon taxation authorities continue to levy Value Added Tax on newsprint. As a result, the price of a ream of 500 sheets of paper is CFA10,000 (approximately \$20), as opposed to CFA5,500 (approximately US \$11) if implementation of the protocol was taking place.

From a purely legal perspective some panellists argue that the government deserves credit for adhering to international conventions, charters and other instruments. Constitutionally, international legal texts become part of the national law once they have been ratified by the government, and are thus enforceable. Failure in this regard thus lies in the effective “appropriation” of regional and international legal instruments. “Cameroon has signed and ratified many international texts but does not implement them on the ground”, a panellist asserted.

Scores:

Individual scores:



Average score:

3.9¹⁰ (2008=n/a; 2011=1.5)

1.5 Print publications are not required to obtain permission to publish from state authorities.

Cameroon requires potential publishers to simply declare their intention to publish at the relevant administrative office before the first copy of the newspaper or magazine goes to the newspaper stands (Law on Freedom of Social Communication, 1990, Article 7). When understood in this way, “print publications are therefore not required to obtain permission to publish from a state authority.” The system of declaration of intent is a departure from the old practice, whereby newspaper publishers had to obtain a license. This reinforces the perception that “permission” is not required.

However, the process of “declaration” as enshrined in the law often raises questions about the total absence of state authorisation. The administrative official is required to issue an acknowledgement of receipt within 15 days of

¹⁰ Panellists felt by ratifying international instruments, the government had made some but not all effort

the declaration to publish being made. Although the publisher is authorised to continue publishing if the 15-day period expires without the official issuing an acknowledgement of receipt, it is important to point out that the official can also issue an objection against the publication of the proposed newspaper or magazine.¹¹

Scores:

Individual scores:

1	Country does not meet indicator	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
2	Country meets only a few aspects of indicator	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
3	Country meets some aspects of indicator	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
4	Country meets most aspects of indicator	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
5	Country meets all aspects of the indicator	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>

Average score:

5.0 (2008=n/a; 2011=1.7)

1.6 Confidential sources of information are protected by law and/or the courts.

Cameroonian law “recognises and guarantees” the protection of news sources, who “can only be revealed before a judge and during an in camera hearing” (Law on Freedom of Social Communication, 1990, Article 50). Legal interpretations of the implication of this provision vary. Doesn’t the possibility for a journalist to reveal news sources before a judge, even in camera, defeat the purpose of protecting those sources? In the view of one panellist, “Once you are called to reveal your source, even in camera, the source is no longer protected”. On the other hand, some panellists argued that “the aim of revealing a source before a judge is to protect the journalist, since in certain circumstances, identifying the source is the only proof that the journalist has merely presented information as was gathered, rather than publishing baseless claims from figment of his imagination. Doing so in camera, therefore, still protects the source.”

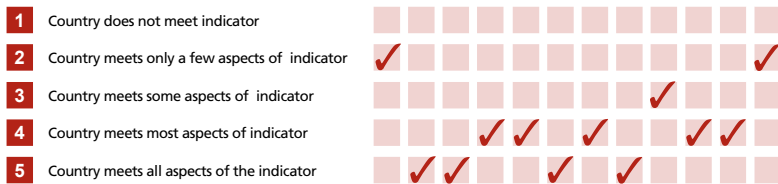
In spite of the debate on this provision of the law, panellists were unanimous in their view that as far as they could remember, “no journalist in Cameroon has ever had to reveal a source before a judge”. In practice, pressure on journalists to reveal their sources takes the form of intimidation from security forces, other law enforcement agents and powerful public officials. “Wherever you go the first thing you are asked is to identify your source. No one disputes the veracity of the information,” said a panellist.

¹¹ Article 7.3 of the Law of the Freedom of Social Communication states the publication can go ahead if the administrative official fails to issue a receipt with 15 days after the declaration to publish is made

Outside the judge's chamber, there is no legal avenue that can oblige journalists to reveal their sources. Yet, "People try to use other means and threats to get information on sources." For example, in 2014, gendarmes pressured the publisher of *l'Emergence*, one of the country's few dailies, to reveal a source after the paper ran a story alleging that the passport of the Speaker of the National Assembly had been withdrawn by the judicial police. Less interested in whether the information was true or not, they persisted with their intimidation tactic asking "how dare you say that about the President of the National Assembly"; suggesting he was a demigod whose integrity mere mortals like journalists cannot afford to question.

Scores:

Individual scores:



Average score:

3.9 (2008=2.1; 2011=1.4)

1.7 Public information is easily accessible, guaranteed by law, to all citizens.

In the absence of an Access to Information Law, public officials have no obligation to release information to citizens. They hide behind state secrecy and confidentiality rules to deny the public information. In addition, civil service practices require public officials to obtain authorisation from their superiors before giving out information to journalists and citizens. The process is usually long and its outcome unpredictable. Generally, access to information is difficult for journalists and worse for citizens.

Many government services have press offices, but their personnel are not allowed to share information without prior authorisation. Even "the little information that is available is discriminatorily distributed," and often at the discretion of the holder of the information. Civil servants may "leak" information to the press, but such instances are rare, panellists pointed out.

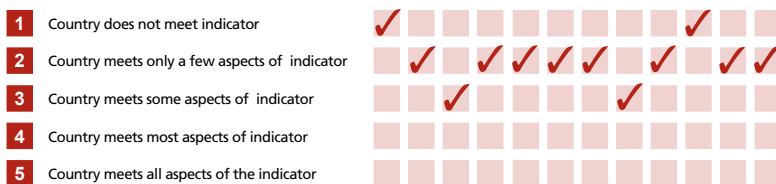
The government's principal information outlet for the public is the national gazette. But information in the gazette is limited to laws, decrees and other juridical and regulatory texts. While the problem of public access to information in Cameroon is largely due to a strong desire by government to control information, a lot of it

also has to do with government’s inability to put in place an efficient information management and distribution system. According to a panellist, this explains why “months after a presidential decree increasing salaries in the country, staff of some rural councils had not started enjoying the benefits because council officials had not yet received officially transmitted copies of the decree.”

An organisation called the Citizens Governance Initiative is leading a coalition of non-governmental organisations and civil society groups to advocate for an Access to Information Law in Cameroon. A draft law that has been written by the organisation has provisions that oblige public officials to release information to citizens.

Scores:

Individual scores:



Average score:

2.1 (2008=1.3; 2011=1.3)

1.8 Websites, blogs and other digital platforms are not required to register with, or obtain permission, from state authorities.

At present, news websites and other digital information outlets such as personal blogs do not need prior authorisation to become operational. Cameroonian legislation does not yet address web-based content. Instead, it focuses on regulating the activities of internet service providers and web hosting services¹². As such, individuals and institutions have the latitude to freely create and run websites and blogs without seeking the permission of a public authority. The number of such sites is “impressive” and continues to grow. According to a list on the website of the National Communication Council, Cameroon has about 40 websites that specialise in delivering news content. But the list is incomplete, as many well-known news sites are not included.

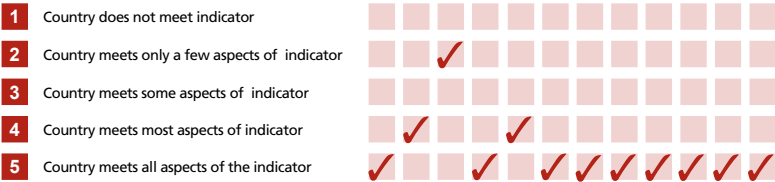
Discussions about regulating the creation of websites and blogs only started in earnest two years ago. Delegates at the 2012 National Communication

¹² The most comprehensive ITC laws are those organizing the National Agency for Information and Communication Technologies (ANTIC), the Telecommunications Regulatory Board (TRB) and the law on cybersecurity and cybercrime

Forum recommended the inclusion of online news publications and blogs in the media law. Draft amendments to the 1990 Law on the Freedom of Social Communication will bring online news publications under the same regulatory framework as newspapers. This would place the creation of websites and blogs under a declaration, rather than licencing, regime. Even so, legal experts expect the planned law to face major challenges. Some of the websites and blogs considered Cameroonian are hosted and run from outside the country and may not be bound by national legislation

Scores:

Individual scores:



Average score:

4.5 (2008=n/a; 2011=4.2)

1.9 The state does not seek to block or filter Internet content unless in accordance with laws that provide for restrictions that serve a legitimate interest and are necessary in a democratic society, and which are applied by independent courts.

Amid growing public anger as a result of rising food prices and plans to remove presidential term limits from the country’s constitution, as well as the popular uprisings driven by social-media in Tunisia and Egypt, authorities in Cameroon ordered the mobile telephone operator MTN to block the delivery of Twitter feeds in 2008. Since then, Cameroon has not made any real attempt to block or filter internet content. Nonetheless, authorities routinely monitor internet content and seek to control it. In 2013, for example, several people were arrested in Yaounde, accused of illegally setting up and running Facebook pages representing public officials and institutions. In the absence of clear regulations - apart from the law on cybercrime and cyber security - authorities use their own discretion to undertake such actions.

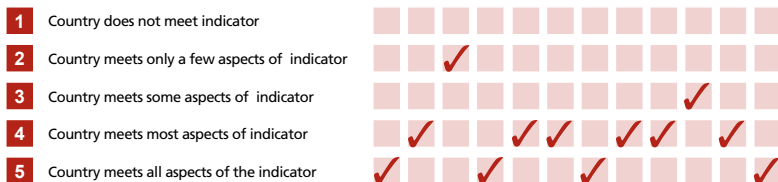
The police force is currently recruiting officers with ICT skills. Analysts describe the move as evidence that security forces desire to have better control of web content and other forms of electronic information networks. Specialised officers

are expected to help the police monitor and decrypt digital and website content. Law enforcement agencies also routinely work with service providers during criminal investigations. In 2014, a prominent lawyer was indicted in a counter-terrorism case based on evidence gathered from the transcription of his telephone conversations.

According to one panellist “talking of a systematic and coordinated effort to filter web-based information content in the case of Cameroon would be an exaggeration, as there are only marginal cases of monitoring and interference”.

Scores:

Individual scores:



Average score:

4.1 (2008=n/a; 2011=1.5)

1.10 Civil society in general and media lobby groups actively advance the cause of media freedom.

Le Grand Palabre, an initiative of the weekly *Germinal* newspaper, is a public forum that brings together experts to discuss national issues. Following its ban by the authorities, media and civil society organisations petitioned for it to be reinstated. In May 2014, media organisation issued a communiqué denouncing what they termed an affront to journalistic ethics after *La Scene* newspaper ran a front page headline in which it called the Ivorian Minister of Communication, Affoussiattou Bamba Lamine, who was on an official visit to Cameroon, a “prostitute”. A new association *La Fédération des Éditeurs de Presse*¹³ has managed to negotiate the elimination of the value added tax on newsprint entering Cameroon and is in talks with the country’s major newspaper distributor, Messa Presse, to reduce newspaper sales commissions paid by publishers.

Examples like these, which speak to the involvement of civil society and/or media organisations themselves in promoting and defending the cause of media freedom, are, however, few. On the whole, media organisations are not seen as actively engaged in promoting the interests of journalists. The majority of registered

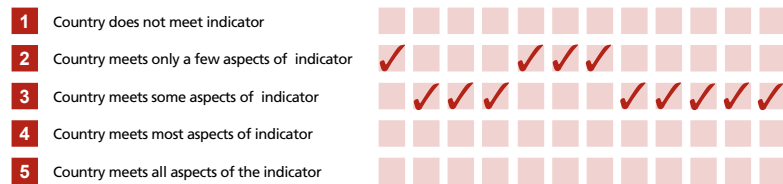
¹³ Federation of newspaper publishers

media organisations are inactive, “hijacked” by leaders driven by personal gain, or in conflict with each other. One panellist described the leaders of most media organisations as “a click of three or four persons who only use the name of the organisation to obtain invitations to globetrot, making big declarations abroad when they are lording over moribund organisations at home.” The Cameroon Union of Journalists, considered the country’s largest media organisation, has not held a meeting for more than five years. On the other hand, panellists were of the opinion that The Cameroon Association of English Speaking Journalists (CAMASEJ) is the most active.

Other civil society organisations often work with the media. However, these organisations use the media to promote their agenda rather than to promote the cause of journalism. It is uncommon to see CSOs working side by side with the media on occasions like World Press Day.

Scores:

Individual scores:



Average score:

2.7 (2008=1.7; 2011=3.0)

1.11 Media legislation evolves from meaningful consultations among state institutions, citizens and interest groups.

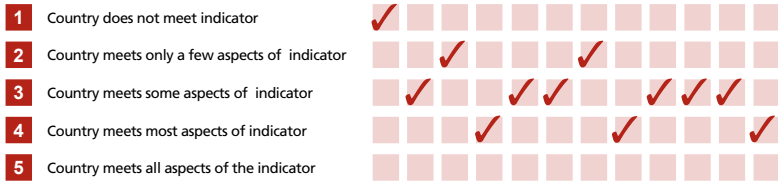
Both media experts and government officials consider the 2012 National Communication Forum (NCF) a major departure from routine practice in the country, because the forum was open to stakeholders outside the government apparatus. Committees reportedly worked many hours into the night before reaching consensus because of the diverging voices on the committee. The forum is the best example of inclusive consultation, since it brought together actors from the public service, the private sector and academia. However, describing the consultation as meaningful is debateable. Critics say the government came with an agenda, which it imposed on delegates. Some panellists were not very optimistic about the outcome of the exercise because in the past, final policy choices have hardly reflected the views of other stakeholders. The fact that the conclusions of the NCF have not been tabled before the country’s law making

body two years after the forum was held is an indication to many critics that little should be expected of the national exercise. A panellist said “in Cameroon, consultations often come after the decision on what will be done has already been taken.”

Aside from the NCF, there have been no other fora for meaningful consultation on other media legislation.

Scores:

Individual scores:



Average score:

2.9 (2008=n/a; 2011=1.3)

Average score for sector 1:

3.7

SECTOR 2:

The media landscape, including new media, is characterised by diversity, independence and sustainability.

The media landscape, including new media, is characterised by diversity, independence and sustainability.

2.1 A wide range of sources of information (print, broadcasting, internet, mobile phones) is accessible and affordable to citizens.

Sources of news and information have broadened over the past few years, thanks in part to better internet access, the popularisation of mobile platforms, and the ever increasing number of broadcast outlets. Greater mastery of consumer and professional technologies and the falling prices of these technologies have helped the process. Nonetheless, social factors like poverty and illiteracy still keep segments of the population on the margins of this apparent progress. Each platform boasts unique characteristics and developments:

Mobile phones

Mobile phone penetration is believed to be well above 70%¹⁴. Nexttel, the country's first third Generation (3G) network, went operational in September 2014, bringing broadband internet to handset users¹⁵. Nexttel's arrival brought the number of mobile telephone operators in Cameroon to three. The government granted a fourth license to the state-run Cameroon Telecommunication (CAMTEL) in September 2014. With these developments, the number of mobile users is expected to grow.

Thanks to a wide range of messaging applications and decreasing costs, the mobile phone has emerged as a fast growing source of news and information for a large segment of the population, especially the youth¹⁶. SMS messaging is still widely used, and is easily the most affordable form of mobile communication. It is currently being used to deliver market information to cocoa and coffee farmers in remote parts of the country. In the north of the country, an SMS-based project helps pregnant women stay in touch with health workers. Several commercial interests and mobile phone companies deliver sports fixtures and results, power-shedding information, health tips and pharmacy opening hours via SMS.

The growth of mobile platforms as a source of news is closely related to that of the internet, especially with the growing popularity of smart phones and tablet computers.

¹⁴ The country's largest mobile company MTN Cameroon announced its 10 millionth active subscriber – nearly half the country's total population, in February 2014.

¹⁵ Nexttel in the commercial name of Viettel Cameroon limited, a joint venture by Vietnamese and Cameroonian investors

¹⁶ Cameroon has more than 513,000 Facebook users and an increasing number of Twitter, WhatsApp and Viber users

Internet

The number of websites providing news and information on Cameroon has grown faster than radio and television outlets. Generally, the quality of internet services has improved while prices have fallen. Many online publications have been launched over the past few years, and most newspapers and radio and TV stations now run complementary websites. The National Communication Council lists about 40 online publications in its media directory, but the number could be much higher.

Broadcast (Radio and Television)

Despite the growth of mobile and web-based sources of news and information, the radio remains the most popular news platform for the vast majority of the population, especially those in the rural areas. Television's visual appeal puts it on the top of the rank, particularly in cities where income levels are much higher and where electricity supply - albeit regular outages - is guaranteed.

Community radio stations have gained prominence as the leading sources of news and information in rural communities over the past several years. The country has about 100 community radios. Presently, the Ministry of Post and Telecommunications is working to transform its community tele-centres (small facilities to bring internet and telephone technology to remote places) into community radio stations. At least 16 pilot stations are already operational. Community radio stations are generally closer to rural communities and minority populations, with programming that is relevant to their needs and concerns, and often delivered in local languages.

Private commercial broadcast, which emerged during the early years of the last decade, has continued to grow. The number of private commercial radio stations in the country is hard to tell with exactitude. This is partly because most of them do not have licences and operate under a loose dispensation generally referred to as 'administrative tolerance'. In some respects, the sector has grown in a haphazard manner. However, a few stations - especially in the big cities - stand out and provide quality and timely news and information to a large segment of the population.

In spite of the boom experienced by private radio broadcasting, however, the state broadcaster – Cameroon Radio Television (CRTV) – still dominates the landscape. CRTV runs both central and regional newsrooms and production centres. It also has greater geographical coverage than private and community stations, and is better funded and staffed.

Radio broadcasting has remained the principal source of news and information due to a number of factors. Perhaps the most prominent is the fact that nearly all radio stations in Cameroon are free-to-air broadcasters and consequently, there is no fee to be paid for receiving the service. Radio receivers are also cheap, often costing as little as CFA1,500 (US \$3). In addition, most of the cheapest mobile telephone handsets today are fitted with off-network FM receivers.

However, gaps remain. Despite the high number of radio stations operating in the country, some localities still do not receive radio signals. The introduction of FM transmission has limited the coverage area of radio signals which are of much better sound quality compared to short and medium wave broadcast signals. In other places, the lack of electricity and other infrastructure is a problem. For most of the country's people - who live below US \$1.5 a day - buying a radio receiver is still unaffordable. The potential of community radio stations to reach remote places is limited by factors such as lack of resources. Furthermore, as one panellist pointed out, "experience has proven that community radio stations in Cameroon are increasingly concentrated in semi-urban areas and not in rural areas."

In the urban areas, television is the preferred source of information. This landscape is also dominated by the state-broadcaster, even though private commercial channels have been attracting large audiences. Cable and satellite television has increased the number of channels available to households. Cable distributors now run direct-to-home channels delivering mostly entertainment.¹⁷ Panellists point out, however, that piracy is a serious problem among cable operators in Cameroon.

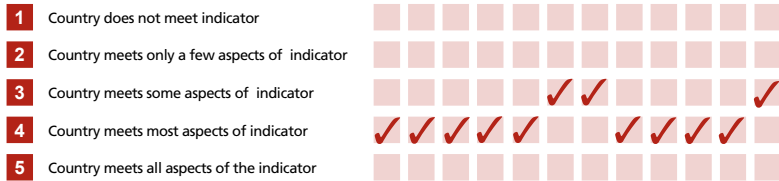
Print media (Newspapers and magazines)

The print media in Cameroon is declining partly because of harsh economic conditions, distribution problems, a poor or inexistent reading culture, and the rise of new media. *Messa Presse*, the country's major newspaper distributor, does not cover all parts of the country. Newspapers almost never reach far flung places like border towns and villages. At CFA400 (US \$0.8), newspapers are considered very expensive and out of reach for the vast majority of the population. Plans to raise cover prices to CFA500 (US \$1), would make the affordability of newspapers even more difficult. Newspaper publishers say the cost of production could explain the high cost of newspapers. *Messa Presse* charges as high as 44% in sales commissions, forcing publishers to pass on additional expenses to the consumer in the form of higher cover prices. "This is killing the newspaper industry in Cameroon," said a panellist. "Sales are falling because newspapers are expensive and with the dwindling sales, publishers have little or no means to generate good content."

¹⁷ Canal 2 International recently launched Canal 2 Info and Canal 2 Movies

Scores:

Individual scores:



Average score:

3.8 (2008=2.6; 2011=2.8)

2.2 Citizens' access to domestic and international media sources is not restricted by state authorities.

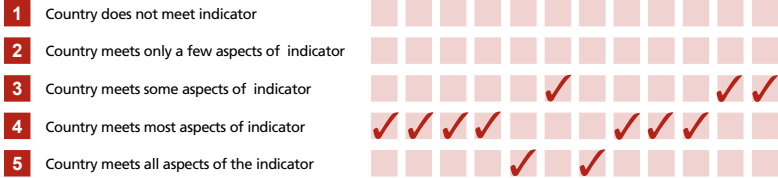
There are no rules that restrict citizens from consuming news and information from media sources of their choice, whether national or international. Several international broadcasters like *RFI* and *BBC* have transmitters in Cameroon, while cable television has made signals from all over the world, including Asia and the Middle East, widely available. International publications such as the *New York Times*, *Le Monde*, *Time*, *Newsweek*, *The Economist* and *Jeune Afrique Economie* are also available on newsstands across the country.

Although there have been allegations of 'frequency jamming' on radio or television, especially when sensitive issues are being discussed, there is no evidence of a deliberate attempt to technically disrupt broadcasting. In fact, what are technical failures or power outages are often mistaken as cases of frequency jamming.

Nonetheless, authorities try to use other means to influence media content. Oftentimes, journalists of the state media are reprimanded for discussing certain issues. Typical examples are '*Morning Safari*', a radio talk show on CRTV, which receives a lot of live audience contributions in the form of telephone calls. This is equally the case with the weekly French language TV news and current affairs programme - '*Scene de Presse*'. In some instances, management of the state broadcaster even go as far as suspending the programme. According to a panellist, '*CRTV Press Club*' - a debate programme on CRTV Buea - was recently suspended after a panel of journalists "discussed the alleged implication of administrative officials in land grabbing in the South West Region", one of the ten administrative units of Cameroon.

Scores:

Individual scores:



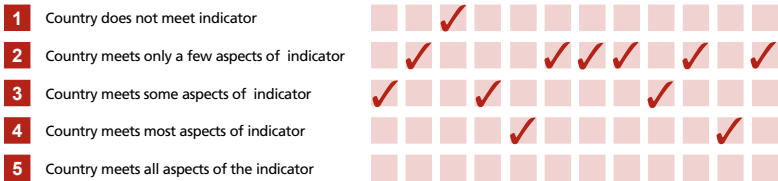
Average score: 3.8 (2008=4.7; 2011=4.5)

2.3 The editorial independence of print media published by a public authority is protected adequately against undue political interference.

The state-run Cameroon Printing and Publishing Corporation (SOPECAM) publishes a daily newspaper Cameroon Tribune, and two magazines - Nyanga and Weekend. Cameroon Tribune is the most prominent and is under more scrutiny than the other publications. The paper's editorial policy is determined by the state, which leaves it vulnerable to undue political interference. Its journalists are not allowed to cover certain subjects considered sensitive, and are often forced to reflect the official narrative or practice self-censorship. However, an old practice whereby the Ministry of Communication had to approve the content of the paper before it goes to press has been abandoned.

Scores:

Individual scores:



Average score: 2.5 (2008=1.6; 2011=1.7)

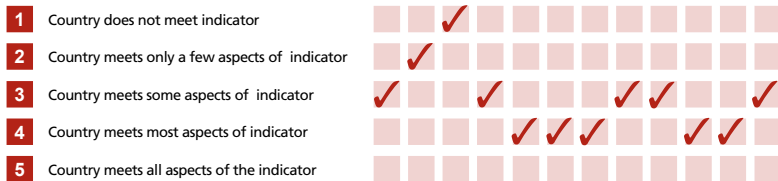
2.4 Transparency of ownership of media houses in print/broadcasting is guaranteed by law and enforced.

The media law requires anyone wishing to set up a newspaper or a radio or television station to declare all parties involved in the venture and to designate a liable publisher in the case of multiple or corporate ownership. For newspapers, the law also requires the name of the publisher to be printed on the cover page of every issue, directly under the title of the newspaper.

The owners of newspapers or radio or television stations in Cameroon are generally known to the public. However, according to the panellists, there is suspicion that in some instances, the “real owner – generally politicians or businessmen and women – often hire associates, friends or relatives to front for them”. Politicians are believed to own radio stations that have been created solely to help them during election campaigns. Senior public officials are also believed to have created and sustained newspapers to promote personal agendas and fight their rivals. “There are usually people pulling strings in the dark,” said one panellist.

Scores:

Individual scores:



Average score:

3.4 (2008=n/a; 2011=n/a)

2.5 Adequate competition legislation/regulation seeks to prevent media concentration and monopolies.

Cross-ownership is limited by Cameroon’s media law. According to Article 43 of the 1990 Law on Freedom of Social Communication, an individual or corporate entity can own a combination of a print publication and a radio or TV station but not a combination of all three¹⁸. Individuals or corporations are also prohibited from owning shares in more than two media ventures. The law also limits the ownership of radio and TV stations to physical persons. In the view of many, the

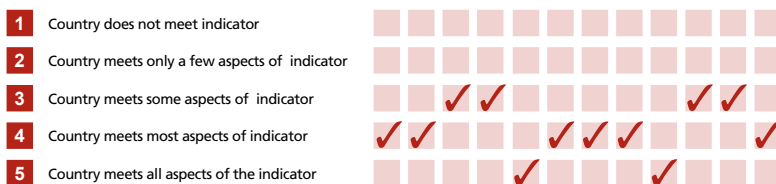
¹⁸ This was the general understanding of the article by panellists. Some interpreted the wording to mean that ownership is limited to not more than one platform.

law was intended to make it impossible for an individual or interest to dominate the media landscape.

However, some well-known media owners have managed to own and run more than two news outlets. It is believed that *Equinoxe Radio*, *Equinoxe Television* and *La Nouvelle Expression* newspaper are owned by the same person. Another example is that of Groupe Anecdote, which is believed to own *Satellite FM*, *Vision 4* and *l'Anecdote*. Panellists were of the opinion that such cross-ownerships have been possible through the use of "ghost owners" in the organisation's administrative and corporate paperwork. However, this is difficult to verify.

Scores:

Individual scores:



Average score:

3.8 (2008=2.3; 2011=4.5)

2.6 Government promotes a diverse media landscape with economically sustainable and independent media outlets.

The proliferation of media outlets across the spectrum suggests that the landscape is conducive for the development of free and sustainable media enterprises. Some estimate that there are as many as 650 newspaper titles in the country, even if only a handful publish regularly. Every major city seems to have its own score of radio and TV stations. Websites are created and run without any control.

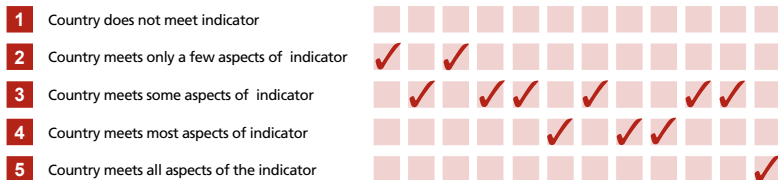
However, one panellist was of the opinion that "the state wants to kill the private press in Cameroon." Such conclusions arise from the fact that the private media appear to have grown through the effort and determination of their owners rather than from any real state support. In spite of years of advocacy, the government has not lifted custom duties and other taxes on newspaper inputs. Even though the state print and broadcast media receive government funding, they still compete with the private media for advertising. The government instructed public institutions to advertise only in the state media until as recent as 2013.

Government mechanisms dedicated to promoting the development of the private media do exist. For example, the Ministry of Communication has a department for the promotion of private media, but its work is not visible. Each year, the government distributes CFA 250 million (approximately US \$5,000,000) as “public aid” to private media outfits in the country. Media owners have argued that the amount is “ridiculously small”. In 2013, for example, Femme FM Radio in Mbalmayo, received CFA 400,000 (approximately US \$800) while the daily newspaper Emergence received about CFA 1 million (approximately US \$2000). Many news owners say that what they receive as aid cannot run their publications for a week.

Things have however improved recently, compared to the past, regarding state support of the private media. The Ministry of Communication announced plans to increase government subsidies to the private media by about 40% in 2014. Delegates at the National Communication Forum of 2012 drafted a law which would officially create a budgetary provision for state subvention to the private media. In a departure from years of practice where the state run print media was the only recognised medium for the publication of legal notices, the Ministry of Justice has extended that prerogative to the private press. This decision provides access to a major revenue stream by the private press, and this would definitely contribute to its financial sustainability.

Scores:

Individual scores:



Average score:

3.3 (2008=n/a; 2011=2.2)

2.7 All media fairly represent the voices of both women and men.

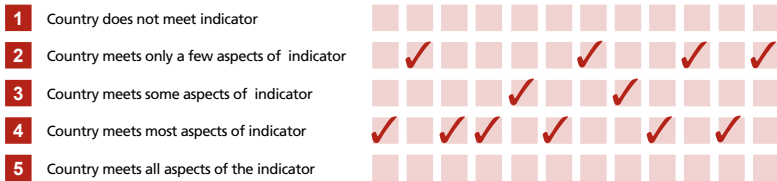
The social context, which gives men more voice than women, tends to be reflected in the Cameroonian media. In the view of one panellist, women and issues affecting them get less media coverage in part because “women’s issues do not sell newspapers” or attract radio and TV audiences. It is hard to find stories about women on the cover of newspapers or on the headlines of radio and TV newscasts. And if women issues must be discussed, most times it is through men’s voices. Within newsrooms themselves, female journalists do not get assignments

considered “important” such as political and business reporting, and they are often relegated to covering “soft” beats.

Nonetheless, women’s voices are gaining increasing prominence compared to the past. In 2012, the state-run *Cameroon Tribune* published a 12-page supplement focussing entirely on women’s issues. Public and private broadcasters have reserved programmes for women’s issues. Across the country, community radio stations that have women as a special target group have been created. But as one panellist put it, “It is not because there are specific media dealing with women’s issues that there is equal reflection” of the voices of all gender in the media. In other words, progress made over the years remains marginal at best.

Scores:

Individual scores:



Average score:

3.2 (2008=n/a; 2011=1.6)

2.8 All media fairly represent the voices of society and its minorities in its ethnic, linguistic, religious diversity.

Cameroon has many subgroups defined by ethnicity, religion, language and socio-economic class. Conservative estimates put the number of ethnic and linguistic entities at 250. Groups like the Pygmies and the Mbororos are often considered the most marginalised in mainstream Cameroonian society. Because of the country’s diversity, it is almost inconceivable that the media would represent all voices, and fairly for that matter. However, both private and public media make some effort to achieve a minimum representation of the wide range of voices.

The state-run Cameroon Radio Television (CRTV) has ten regional radio stations with programmes in local languages. There is no laid down quota, but each regional station broadcasts a minimum of ten local languages regularly. Usually, the most widely spoken local languages are given priority to reach as many people as possible. Many community radio stations also air programmes in the most commonly used local languages. Several TV stations in the predominantly Muslim north of the country dedicate airtime to local languages and Arabic. However, the

effort appears to be a drop in the ocean, given the multitude of local languages spoken across the country. Local languages are inexistent in the print media, in part because the written form of most of these languages has not been fully developed. As a consequence, most Cameroonians, even the most fluent in local languages, cannot write or read these languages.

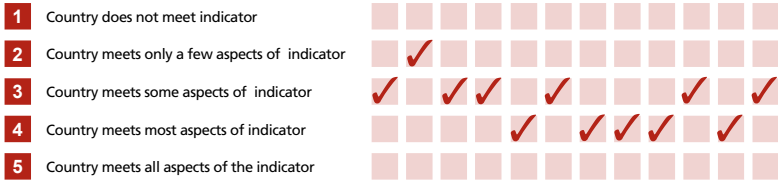
Different religious groups have time dedicated to programmes of their faith on the audio visual media in Cameroon. Traditionally, public, private and community radio stations try to run Islamic programmes on Friday afternoons and those of the various Christian denominations on Sunday mornings. The number of Christian radio and TV stations has increased in the past few years. Islamic stations are also seeing the light of day, especially in the northern part of the country and in the big cities. CRTV runs a weekly programme on faith issues that draw opinions and insights from Christian, Muslim and even Traditional African Religion leaders. The Catholic Church publishes a newspaper that covers news of general interest and highlights the views of the Church on social issues and national life.

Thanks to years of civil society advocacy, the voice of minorities, especially the Pygmies and Mbororos, has gained more prominence. Some newspapers have regional supplements that help increase the coverage of communities that are often left out of the national news spotlight. But it is difficult to say that minorities are getting their fair share of space in news reports, whether in the print or the audio-visual media. A panellist conceded that “although minorities are marginalised, it is not a deliberate act.” People from minority groups are generally media-shy and do not take advantage of the opportunities that do exist for them to be heard.

Cameroon has two official languages, but one tends to be dominant in the media. French is better represented than English, in part because of the number of people who speak the language. The state-run *Cameroon Tribune* is officially bilingual, but less than 20 percent of its content is in English. According to one panellist, “even a fool can see that French is the priority language for ‘important’ stories” in the newspaper.

Scores:

Individual scores:



Average score:

3.3 (2008=n/a; 2011=2.5)

2.9 Media cover the full spectrum of economic, cultural, political, social, national and local perspectives and conduct investigative stories.

The news media in Cameroon is dominated by political and sports coverage because they sell more. Business, culture, human interest and other stories often feature in the media, but in relatively small quantities.

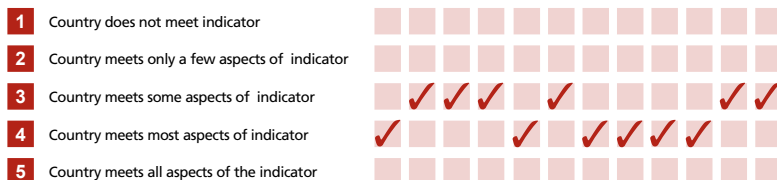
With its regional stations, CRTV does a better job than the private press in covering local issues. By their very nature, the content on community radio stations tends to be hyper-local. A few newspapers are also local, targeting specific geographically defined audiences. *The Post*, for example, is a national newspaper, but dedicates more space to issues affecting Cameroon's English-speaking population. *L'Œil du Sahel* and *Le Septentrion* exclusively cover the northern parts of the country, while *Ouest Echo* specialises in news and opinions about the Western region of the country.

Cameroon also has an increasing number of specialised newspapers and publications such as *Le Quotidien de L'Economie* and *fluxecoafrique.com*, which both specialise in economic and business news. Several sports publications exist both in print and online. Most FM stations give a lot of airtime to urban culture and music.

By and large, investigative journalism is not well-developed. This is due, in part, to economic constraints and the difficulty journalists face in accessing information. Some newspapers run what they call investigative stories, but often, these are simply in-depth features or content "planted" by an interested party. Lack of investigative journalism skills in the industry is also partly to blame.

Scores:

Individual scores:



Average score:

3.5 (2008=2.2; 2011=3.7)

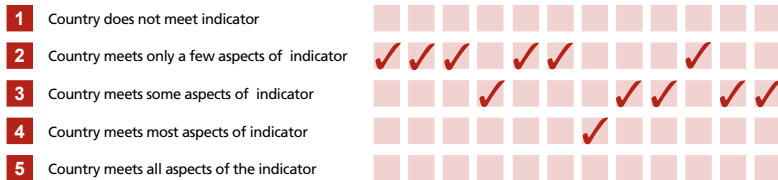
2.10 Private broadcasters deliver a minimum of quality public interest programmes.

Studio debates and call-in programmes that may last for up to three hours dominate the airwaves on private radio and TV stations in Cameroon. A study by the Advanced School of Mass Communication in Yaounde revealed that debates and talk shows make up as much as 82% of the programme content of many of these stations. Such interactive programmes have increased the voice of the common person on the airwaves, and often discuss issues relevant to them. However, despite their large number, the quality of studio programmes often falls short of basic journalism principles and standards. In many cases, both anchors and guests lack a mastery of the subject they are discussing. Furthermore, the apparent open and rich discourse of public issues is nothing but a mirage. Panellists observed that in Douala and Yaoundé, “the same people move from one radio and TV studio to the other as guests pontificating opinions as if they were facts”. A few university lecturers who regularly feature on such shows are often lampooned by their peers as “microphone intellectuals” who are “specialists in everything and masters of none.”

The situation is often blamed on the lack of means by private radio and TV station proprietors to produce quality programmes. Not to be neglected either, is the lack of professional training and creativity within the industry.

Scores:

Individual scores:



Average score:

2.6 (2008=n/a; 2011=n/a)

2.11 The country has a coherent ICT policy and/or the government implements promotional measures, which aim to meet the information needs of all citizens, including marginalised communities.

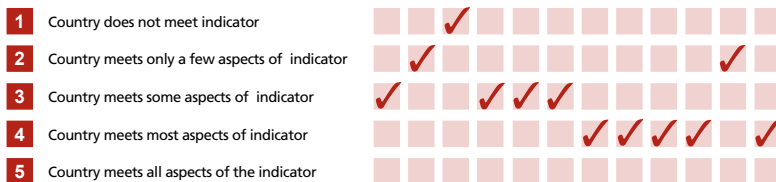
The Ministry of Communication has an entire department dedicated to the promotion of information and communication technologies (ICTs). One of its missions is to support the development of new media technologies. Additionally, the parliament passed laws in 2010 regulating cybercrime, cyber security, e-commerce and electronic communication. The National Agency for Information Technology (ANTIC) regulates the sector and promotes the development of ICTs.

Authorities show interest in the development of ICTs and run several programmes to promote the sector. The Ministry of Post and Telecommunications operates community tele-centres across the country to bring telephone and internet to remote places. The project is currently being expanded to include community radio in 16 pilot Centres. Information and communication technologies are now taught in primary and secondary schools and tested during official examinations. Many schools, including some in rural areas, have computer labs or multimedia centres open to learners and teachers.

The African Institute for Computer Studies (IAI) - a sub-regional institution with the support of the government of Cameroon - started and completed a project to train 100,000 women in basic computer skills. The institution has set a new ambitious goal of training one million youth, most of whom live in rural areas.

Scores:

Individual scores:



Average score:

3.4 (2008=n/a; 2011=2.6)

2.12 Government does not use its power over the placement of advertisements as a means to interfere with editorial content.

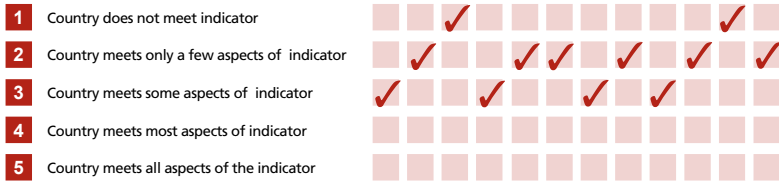
The government is the biggest advertiser in Cameroon and often uses this status to try to control editorial content. The Ministry of Finance, which easily has the highest advertising budget, habitually withdraws adverts from hostile newspapers until they become friendly. In cases where advertisers from the public sector do not seek to directly influence content, some news owners feel obliged to placate them in order to maintain a good relationship. A publisher in one of the country's most influential newspapers often reminded his staff that there was a "political dimension" to the news business, meaning advertisers could not be hurt. One panellist said it was habitual for publishers to ask the editorial staff to notify them when reporting on certain ministers. Publishers and editors have on occasion admitted that they carry out some public relations function for ministers and whitewash rogue politicians in order to keep adverts coming in. The government generally has a grip on newspapers – directly and indirectly – because little advertising exists elsewhere.

Ministers and managers of state corporations also use advertising to recruit media outlets to fight their political battles. Newspapers openly take sides in the rivalry between politicians and public officials. A panellist pointed out that in general, the allocation of advertisements to media outlets follows the principle of "you scratch my back, I scratch your own", a reference to a local Pidgin English adage which alludes to a business of give and take.

Last year, government instructed state-run companies to limit the volume of adverts they placed in certain news organs because of their "lack of ethics". However, there are a few occasions when advertisements accidentally slip into some "hostile" newspapers.

Scores:

Individual scores:



Average score:

2.2 (2008=1.5; 2011=1.7)

2.13 The advertising market is large enough to support a diversity of media outlets.

The advertising market in Cameroon is small and dominated by a handful of mobile telephone companies, breweries, banks and the state. The state's total ad spend is about CFA 5 billion (approximately US \$10 million) annually, but most of this goes to the public media. The advertising budget of the private sector is often limited by bad business strategy and ignorance. Many companies see spending on advertisement as assistance to media outlets, rather than a marketing investment from which they can expect a return. In the absence of clear criteria, the placement of adverts is determined by personal relationships.

Advertising rates vary but are often some of the lowest compared to other countries. On average, many newspapers charge as follows:

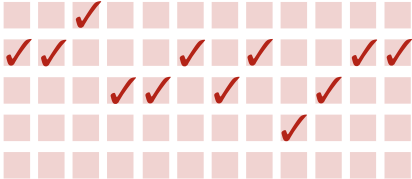
- Back cover: CFA 400,000 (US \$800)
- Full page: CFA 250,000 – 300,000 (US \$500 – US \$600)
- Front page banner: CFA 125,000 – 150,000 (US \$250 – US \$300)
- Half page: CFA 150,000 – 200,000 (US \$300 – US \$400)

However, all rates are negotiable and could drop by as much as 80%. Media owners often lack the power to negotiate rates and accept whatever the advertiser offers. One community radio station accepts as low as CFA100,000 (US \$200) for the broadcast of 100 radio spots of 30 seconds. According to one panellist, "an advertiser comes to you and says 'this is what I have', and it's a matter of taking it or leaving it".

Scores:

Individual scores:

- 1** Country does not meet indicator
- 2** Country meets only a few aspects of indicator
- 3** Country meets some aspects of indicator
- 4** Country meets most aspects of indicator
- 5** Country meets all aspects of the indicator



Average score:

2.4 (2008=1.8; 2011=2.9)

Average score for sector 2:

3.2

SECTOR 3:

Broadcasting regulation is transparent and independent; the State broadcaster is transformed into a truly public broadcaster.

Broadcasting regulation is transparent and independent; the State broadcaster is transformed into a truly public broadcaster.

3.1 Broadcasting legislation has been passed and is implemented that provides for a conducive environment for public, commercial and community broadcasting.

Cameroon's audio-visual media is regulated by the 1990 media law. Article 36 of the law institutes freedom of audio-visual communication, but notes that unlike other media, it will be subject to prior authorisation. In 2000, the prime minister signed a decree laying down conditions for the creation and running of private audio-visual media. Even though the liberalisation of private audio-visual communication dates back to 1990, it is the prime minister's decree that is often referred to as the precursor of the development of the sector. The decree distinguishes between commercial and non-commercial broadcasting, and sets down conditions and procedures for the delivery of licences. Article 15.B lays down the cost of licenses as follows:

- Local commercial radio station - CFA10 million (US \$20.000)
- Local non-commercial radio station – CFA5 million (US \$10.000)
- National radio – CFA50 million (US \$100.000)
- National non-commercial radio station – CFA10 million (US \$20.000)
- Local commercial TV station – CFA 50 million (US \$100.000)
- Local non-commercial TV station – CFA10 million (US \$20.000)
- National commercial TV network – CFA100 million (US \$200.000)
- National non-commercial TV network – CFA25 million (US \$50.000)

According to Article 9 of the decree, the radio broadcast license is valid for five years, while TV licenses are valid for ten years. Both of them are renewable, and renewal is on the condition that the Terms of Reference on which the licence was issued have been obeyed.

The 1990 media law forbids individuals or corporate bodies from owning more than one audio-visual license. It also states that the designated publisher of the broadcast outfit must be an owner or a co-owner.

Both the 1990 law and the decree of 2000 have only been partially implemented. Even though Cameroon has hundreds of radio and TV stations, only STV and Canal 2, have been issued licenses. An inter-ministerial committee created to review license applications has only met twice in 12 years. In the meantime, the

rest of the operators in the audio-visual sector function under administrative tolerance - a loosely defined concept that leaves them at the mercy of public officials.

Public broadcasting is regulated separately from private broadcasting. Overall, actors in the broadcasting industry posit that the country's audio-visual laws favour the public broadcaster to the detriment of private broadcasters. The cost of the different categories of licenses is considered exorbitant and prohibitive. In the absence of licenses, "broadcasters are perpetually operating in some sort of illegality." According to most panellists, the government charges high licence fees and makes the issuance of licenses difficult in order to control the development of the audio-visual sector.

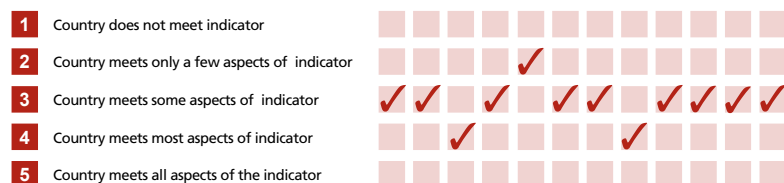
Many different agencies also intervene in the regulation of the audio-visual sector, making things complex. The Ministry of Communication, the Ministry of Post and Telecommunications, the National Communication Council and the inter-ministerial committee for audio-visual broadcast licensing all play a role in the sector.

Currently Cameroon has no law directly addressing community broadcasting. Often, non-commercial broadcasters pass for community radio stations.

Because the climate is considered harsh, some TV stations owned by Cameroonians operate from other countries, but beam their signals into Cameroon. Examples include *Vox Africa* and *Tele Sud*, based in the UK and France respectively.

Scores:

Individual scores:



Average score:

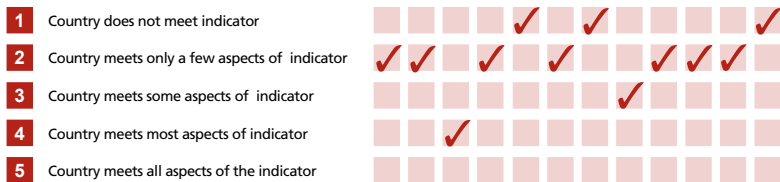
3.1 (2008=3.0; 2011=4.0)

3.2 Broadcasting is regulated by an independent body that is adequately protected by law against interference and whose board is not dominated by any particular political party and is appointed – in an open way - involving civil society and not dominated by any particular political party.

Cameroon has no broadcast regulatory body. In the absence of such a body, the National Communication Council (NCC) is often considered the sector regulator, and habitually receives complaints from the public. Even though the majority of NCC members are journalists, the board is not considered independent because its members are appointed by the head of state, and usually without broad consultation. The organ also lacks financial independence and its members do not enjoy security of tenure. The renewal of its mandate is at the discretion of the head of state.

Scores:

Individual scores:



Average score:

2.0 (2008=n/a; 2011=1.2)

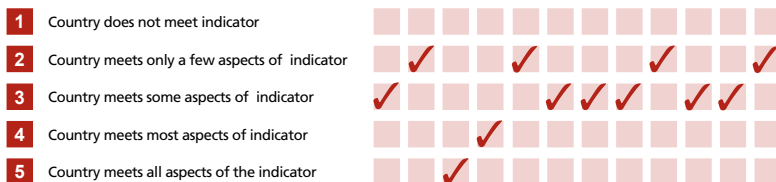
3.3 The body, which regulates broadcasting services and licences, does so in the public interest and ensures fairness and a diversity of views broadly representing society at large.

In September 2014, the National Communication Council produced a document outlining the procedures and steps for receiving and treating media complaints through the Council. The document was developed amid criticisms that the Council was arbitrarily suspending news organs and sanctioning journalists without due process. The document sought to render the process more open.

However, many in and out of the media do not think that the NCC works in the public interest. Its proceedings are thought to be closed to the public, and implications for other stakeholders are not adequately considered.

Scores:

Individual scores:



Average score:

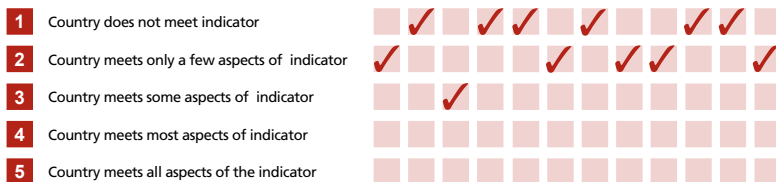
2.9 (2008=1.6; 2011=1.1)

3.4 The state/public broadcaster is accountable to the public through an independent board which is representative of society at large and selected in an independent, open and transparent manner.

CRTV, the state broadcaster, has a board of administrators appointed by decree of the President of the Republic. The board represents the state and is not answerable to society at large. Members are picked at the President's discretion, and usually without broad consultation. Traditionally, the minister of communication is the chairman of the board. Even though the general manager of the CRTV sits in on board meetings, he is not a board member and only serves as rapporteur.

Scores:

Individual scores:



Average score:

1.6 (2008=1.2; 2011=1.0)

3.5 The editorial independence of the state/public broadcaster from political influence is guaranteed by law and practised to ensure balanced and fair news and current affairs programmes.

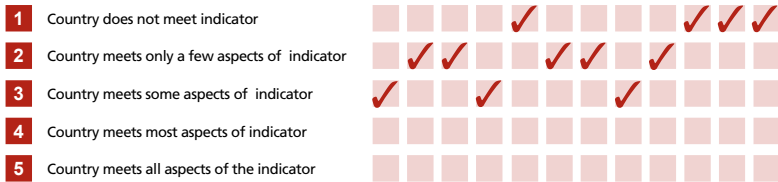
CRTV was created to promote government action and lacks editorial independence. Because of the blurred line between the government and the ruling party – the Cameroon People’s Democratic Party (CPDM), CRTV often comes under undue political influence.

The state broadcaster dedicates more airtime to covering the ruling party, to the detriment of other political parties. Journalists often wait for the “green light” and “orientation from above” to cover certain sensitive issues such as the fight against the Boko Haram insurgency in the north of the country or the actions of the head of state. “A minister can call CRTV to place an embargo on the coverage of an issue.” Under these circumstances, CRTV journalists often practice self-censorship to avoid running into problems.

Outside political reporting, CRTV journalists exercise a greater level of editorial independence. There are several programmes like *Cameroon Calling*, *Scene de Presse* and *Morning Safari* that are noted for their candidness, even though anchors often run into problems because of the facts and views aired on the programmes.

Scores:

Individual scores:



Average score:

1.9 (2008=n/a; 2011=n/a)

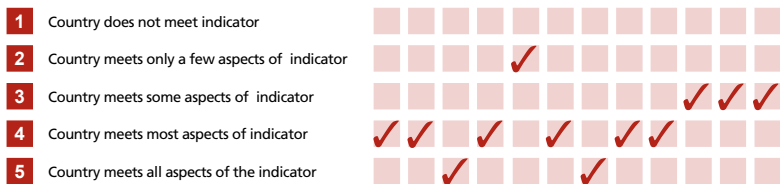
3.6 The state/public broadcaster is adequately funded in a manner that protects it from political interference through its budget and from commercial pressure.

CRTV has several sources of funding, including the audio-visual tax that is paid by all workers¹⁹, advertising, the sale of productions and equipment rental. CRTV Marketing and Communication Agency (CMCA), an independent subsidiary of the company, raises about CFA 2.2 billion (US \$4.4 million) annually in advertising revenue. 50% of this ad revenue is used for the running of the corporation. and the remaining 50% transferred to CRTV. In addition to established revenue streams, the corporation often gets “special subventions” to cover important national events such as elections and the celebrations of the 50th anniversary of reunification in 2012. Its budget rose from about CFA17 billion (approximately US \$34 million) in 2013 to CFA24 billion or (approximately US \$48 million) in 2014.

CRTV’s revenue from the audio-visual tax is collected through the state treasury and disbursed by the Ministry of Finance. For unexplained reasons, disbursements of the money collected from this tax have been declining over the past years. The trend has been linked to attempts to “make things hard” for the current management of the corporation. The increasing unpredictability of the arrival of revenue raised from the audio-visual tax forces the CRTV to rely heavily on other sources, especially advertising. Though it is vulnerable to political influence, the use of the budget as a tool of interference has a less significant impact than the increasing influence on content by political heavy weights.

Scores:

Individual scores:



Average score:

3.4 (2008=n/a; 2011=1.0)

¹⁹ Article 39, 1990 law on freedom of social communication

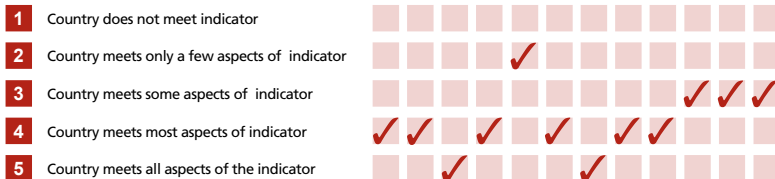
3.7 The state/public broadcaster offers diverse programming formats for all interests including local content and quality public interest programmes.

Compared to other broadcasters in the country, the state broadcaster, CRTV, has more diversity in its programming both in terms of format and content. It seeks to balance its role as a source of information, education and entertainment with a combination of live newscasts, recorded news magazines, specialised programmes, interactive talk shows, documentaries, music, films and locally produced soaps both on radio and television. Through its regional stations and correspondents, CRTV manages to bring several local issues to national attention. Its television service runs a daily regional newscast at 6pm in English and French. From midday to 4pm daily, the national radio station runs two programmes dedicated to news and announcements from the regions. CRTV covers more parts of the country than any other broadcaster. With competition from the private sector, CRTV has been trying to adapt its programmes to the local reality. The news department currently dedicates 30% of its newscast to non-institutional stories. Its newscasts are generally considered more accurate and a reliable source of official information, even though it might not always present the complete truth. "Though it is not a perfect media organ, CRTV does its best to deliver diverse programming formats," said a panellist.

However, as one panellist put it, "one would have expected more. One gets the feeling that the government is too present on CRTV." Part of the reason is the fact that government events are given priority on CRTV, often to the detriment of equally important non-institutional stories. Compared to private stations, CRTV broadcasts fewer live programmes, and people feel that it is not as close to the public as its competitors. One of its main competitors, Canal 2, runs live newscasts and debates simultaneously from Yaounde, Douala and Bafoussam. "With its financial and human resources, CRTV could do better," said a panellist.

Scores:

Individual scores:



Average score:

3.8 (2008=n/a; 2011=n/a)

Average score for sector 3:

2.7

SECTOR 4:

The media practise high levels of professional standards.

The media practise high levels of professional standards.

4.1 The standard of reporting follows the basic principles of accuracy and fairness.

In 2012, the media was at the centre of a story alleging that a top military official had transformed into a python at a hotel in Buea, the capital of the South West region. Newspapers and local radio stations became the main propagators of a rumour that had not been verified. About 10,000 residents, mostly university students, attacked the hotel, accusing its management of protecting the soldier. Many were arrested and some wounded in clashes that followed with security forces.

Last year, a newspaper ran a story about a woman in a polygamous home, who was HIV positive. But it used the photo of a woman who was neither married nor lived near the scene of the story, to illustrate the report. It turned out that the photo had been taken from a Facebook page and no effort was made to authenticate it before publishing.

Examples like these are common and portray a media that routinely violates basic principles of accuracy and fairness. "Most articles in newspapers are misleading and inaccurate," said a panellist. "Journalists do not seem to have a grip of the basic principles of the profession." Most newspapers are sensational, with "shouting headlines" that are not backed by facts. On radio, the proliferation of talk shows has blurred the line between fact and opinion. Hosts and guests alike routinely state their views as if they were the "gospel truth".

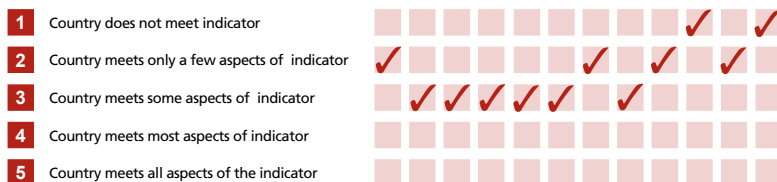
Journalists have also been accused of blackmailing news sources to extort money from them. It has become common for publishers to take pre-press copies of their newspapers to a news source to negotiate for a negative report to be dropped for a fee. "Some journalists think the profession gives them leeway to 'nail people'." On the flip side, "If someone is black and has money, he can be painted white by a journalist" a panellist asserted.

Many factors account for the low standards in the media profession in Cameroon. Over the years, the profession has attracted hundreds of young people seeking to make quick money. "Hilton journalists" - men and women who pass for journalists and flood public events to extort cash and feast at receptions - have become a reality in the industry. Low pay and difficult working conditions mean that even trained journalists often lack the means to verify and crosscheck information before going public. Public demand for bad journalism also seems high, because people are drawn in by gossip and conflicts. Social media also appears to have a strong influence on media coverage, as many journalists consider even the wildest rumour on the internet to be fact.

However, there is a small “minority” that strives to respect basic principles of good journalism and professional ethics, even though they may falter from time to time. The country’s leading newspapers - both public and private - demonstrate their dedication to good journalism by, for example, requiring their journalists to fact-check information before publishing. According to the panellists, leading English language newspapers fare much better in separating news and opinion pages.

Scores:

Individual scores:



Average score:

2.3 (2008=1.7; 2011=2.2)

4.2 The media follow voluntary codes of professional standards, which are enforced by independent/ non-statutory bodies that deal with complaints from the public.

While there is a general lack of voluntary action by independent media organisations to check unethical behaviour, there are a few exceptions that make it clear that the situation could improve significantly with greater commitment. The association of sports journalists has managed to develop and enforce a voluntary code of conduct and ethics for its members. The association frequently receives complaints from the public and often sanctions members, including exclusion, for the violation of professional standards and ethics. But the organisation’s impact on the entire industry is limited.

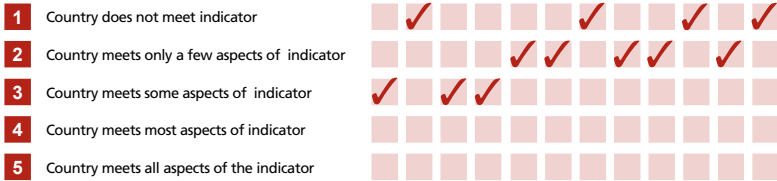
The Cameroon Union of Journalists and the Cameroon Association of English Speaking Journalists have developed separate codes of ethics and conduct but they have never been fully implemented and followed by their members. The leadership of the two associations have failed to promote adherence to the principles stated in the documents and lack the authority to enforce them.

Discussions are well advanced for the creation of a National Order of Journalists, instituted through an Act of Parliament. Supporters believe the Order stands the

best chance of enforcing the respect of professional and ethical standards, in the same way as similar orders in the legal, medical, engineering and other professions.

Scores:

Individual scores:



Average score:

1.9 (2008=1.9; 2011=2.3)

4.3 Salary levels and general working conditions, including safety, for journalists and other media practitioners are adequate.

Salaries and working conditions are generally poor in the news media and are worse for journalist working in the private sector²⁰. The industry's collective bargaining convention sets the minimum wage for journalists at CFA180,000 a month (US \$360), but most news organisations pay much less. In the biggest news organisations, the average entry level salary is CFA75,000 (US \$150), while management level employees receive CFA400,000 (US \$800) per month. One panellist strongly believed that "in spite of the existence of a collectively bargained salary scale, private sector media proprietors seem to have conspired not to pay their workers above a certain amount of money."

Employers generally ignore the labour code and do not give journalists benefits such as social insurance coverage. Many smaller newspapers and audio-visual outlets simply do not pay their staff, asking them to live off hand-outs and tips from event organisers. Journalists often harass event organisers for money, use blackmail to extort money from rogue public figures, or accept bribes to do the "dirty jobs" of political rivals, in part because of poor or no salaries.

It is fast becoming common practice for media owners to place young recruits on probation stipends for as many as three years in complete defiance of the provisions of the labour code, which provides for a maximum of two probation terms of three or six months. "Young reporters often accept peanuts or nothing at all because often they have no other choice."

²⁰ Salaries are higher in the public sector where most journalists are civil servants. In some instances, journalists receive two salaries, one from the public service and another from the public media employing them. Overall, they enjoy more benefits than the peers of the private sector.

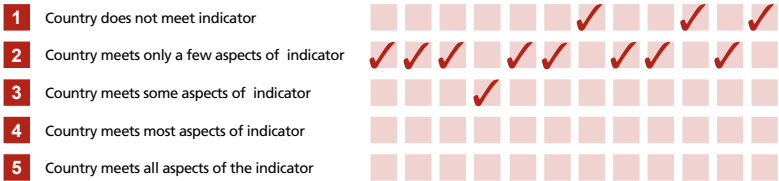
In most newsrooms, production expenses are given priority over workers' salaries. Media proprietors argue that "it is impossible to pay" the minimum wage for journalists because of the high cost of running news organisations and the low profitability of media ventures. But it is hard to determine how much media organisations make in the name of profits because of the opaque nature in which resources are managed. "No one knows how much news owners earn," a panellist added.

Low wages have forced journalists to move into other communication jobs like public relations management, where salaries and working conditions are generally better. Entry level salaries in corporate communication jobs are usually about CFA200,000 (US \$400) per month. The salary often comes with various allowances and bonuses. Journalists in public relations and marketing jobs often get a basic salary and commissions that may range from about 5 to 23 percent, depending on the employer and output.

Generally, working conditions for journalists are deplorable and issues such as their security and safety hardly receive any attention. "Journalists can be arrested and detained and no one knows where they are." The situation has become a major concern over the last three years, with the armed insurgence in northern Cameroon and the increasingly volatile situation along the eastern border of the country with the Central African Republic. Under the prevailing circumstances, not only are journalists increasingly being put in harm's way as they do their work, but they are also becoming a subject of undue scrutiny from state secret agents, who are more than eager to spy on them and try to extort useful information from them on the activities of those whom they perceive as the enemy.

Scores:

Individual scores:



Average score:

1.8 (2008=n/a; 2011=1.2)

4.4 Journalists and other media practitioners are organised in trade unions and/or professional associations, which effectively represent their interests.

Cameroon has an impressive number of media organisations and trade unions, some of them operating legally and others not. The more prominent ones include:

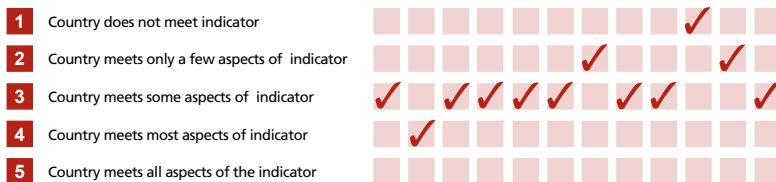
- The Cameroon Union of Journalists (CUJ)
- Cameroon Association of English Speaking Journalists (CAMSEJ)
- La Fédération des Éditeurs de Presse
- La Fédération des journalistes camerounaise
- Association des Journalistes Sportive du Cameroun
- The Union of Online Journalist of Cameroon
- Association of Economic Journalists
- Association of Journalists for Decentralisation
- La Presse Economique du Cameroun
- National Union of Journalists
- Club of Political Analysts
- L'Union de Presse Francophone
- l'Union des journalistes libres du Cameroun
- The Network of Community Radios
- Science Journalists' Network

Despite the large number of media organisations and trade unions, their voice is weakened by rivalry and leadership problems. Members often accuse the executives of their associations and unions of not convening meetings and outliving their mandates. Most media organisations are seen as "one man bands" that benefit only a few interested in travelling around the world. In general, the presence of these media organisations is not felt on the ground. The Cameroon Union of Journalists, which is supposed to be the umbrella association, is often cited as the most dormant media organisation. Media organisations are also divided in terms of pro-government or pro-opposition leanings, which prevent them from forming a common front.

However, there are a few exceptions. CAMASEJ is easily the country's most active media organisation, and frequently runs media training workshops for its members. Its members come from the public and private sector and include reporters, editors and publishers. Its role in enforcing the respect of professional standards has received acclaim from independent observers. *Association de journalistes sportive du Cameroun* is also a fairly active entity. Media owners are now organised in an association called *La Fédération des Éditeurs de Presse* and are taking on board issues of common interest not only for its members but for the development of the print media as a whole. It has already scored a few remarkable victories as far as negotiations with the sole newspaper distributor in the country are concerned, as well as advocating for the lifting of value added tax (VAT) on newsprint and other media inputs.

Scores:

Individual scores:



Average score:

2.8 (2008=3.2; 2011=4.8)

4.5 Journalists and media houses have integrity and are not corrupt.

The media in Cameroon are considered very corrupt. Reporters, editors and publishers all accept and often demand money and other favours from event organisers, news sources and interest groups. Journalists sometimes stay away from events or hold back stories if they think organisers will not give them money. Politicians find it easy to use money to influence media coverage and even determine editorial content. “Planted” stories are common in newspapers, while TV and radios stations are noted for running “debates on-demand”, with panellists carefully selected and coached to either support an interested party or discredit its rival. Increasingly, media professionals use blackmail to extort money from rogue public officials and business people. The practice of “killing” stories has become rampant. Officials of some media outlets receive monthly pay from public officials to either get positive press or avoid negative reporting. According to one panellist, Canal 2 - one of the leading private TV stations in the country - requires journalists to declare tips they receive during assignments, and are instructed to pay 60% to management.

Journalists have many ways of talking about corruption in the industry. *Gombo*²¹ is the Cameroonian equivalent of “brown envelope” practices in many countries. When reporters say they are waiting for the final communiqué or an exclusive interview, often what they mean is that they are waiting for “taxi money”, a tip or a bribe. “Sometimes at the end of the event, journalists linger around asking the event organiser to speak well²²,” said a panellist.

Trust in media content has slipped as a result of widespread corruption in the industry. “People believe that journalists undertake public relations for politicians and that influences their ability to be objective,” said one panellist. Others have undermined their credibility by taking up part-time jobs as press managers for

²¹ Gombo is French for okra, a slimy vegetable widely consumed in Cameroon. The word is widely used in the media to mean tip or bribe from a news source or event organizer.

²² “Speak well” is widely used in the public service to mean “what do you have?” usually when asking for a bribe

politicians and business owners. “It is difficult to talk about integrity in the Cameroon media,” said a panellist.

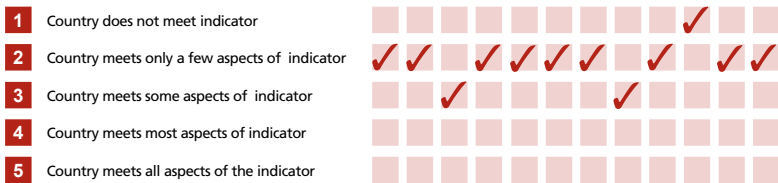
Many reasons can be cited for the seeming willingness of Cameroonian journalists to easily compromise their integrity. Low pay and poor working conditions leave journalists vulnerable to financial and political influence. Media owners often admit they are obliged to devise other strategies to stay in business because of high production costs, falling sales, and insufficient advertisement revenue. Beyond these economic reasons, people within and outside the industry say many came into journalism with no clue about how the profession works and how to conduct themselves. Some analysts have rejected the thesis of poverty breeding bad journalistic practice because “even well paid journalists of the public sector are involved.”

“Taxi money” for reporters is often a major head in the budget of event organisers. Public, private, non-profit and even some diplomatic services help spread the culture of *gombo* in Cameroon. Ministers, including the minister of communication and the minister of justice, give “taxi money” to journalists each time they grant a press conference or chair a meeting. Policies in some newsrooms also expose journalists to bribes. CRTV often requires event organisers to provide transportation for its journalists and “take care” of them when they are on assignment outside their station.

Media organisations that try to uphold integrity are the exception rather than the rule. Over the past few years, the CRTV has started sanctioning reporters for accepting money from news sources, even though the practice is still rampant within the corporation. A new organisational structure under review for the state broadcaster foresees an anti-graft department. Several leading news organisations admit they may receive some form of “appreciation” for good work, but claim it does not influence editorial decision-making. *Le Messenger*, one of the country’s leading dailies, “often sends workers on punitive transfer because of bribe taking”, a panellist asserted.

Scores:

Individual scores:



Average score:

2.1 (2008=n/a; 2011=1.0)

4.6 Journalists and editors do not practise self-censorship in the private broadcasting and print media.

Cameroon soccer star Samuel Eto'o Fils received a lot of bad press in 2014, mostly related to the Fifa World Cup in Brazil. Stories included the role he may have played in Cameroon's dismal performance at the tournament and an alleged extramarital affair that went dirty. News organisations literally fed on the sensational news he generated. But a few weeks after the World Cup, all went quiet. Eto'o is believed to have successfully silenced the press with a combination of financial handouts and legal threats. Editors embargoed Eto'o stories in many newsrooms and reporters became increasingly careful when reporting on the multimillionaire footballer.

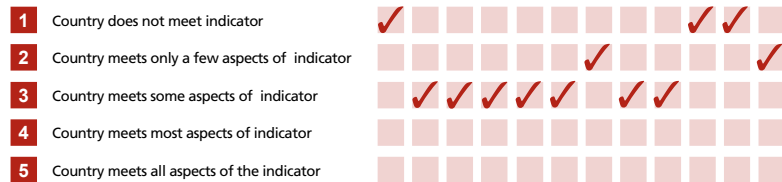
Whether it is with regard to such seemingly harmless sports stories, routine political news or highly sensitive state issues, journalists in Cameroon practice varying degrees of self-censorship. Reporters are generally careful when reporting human rights abuse stories involving security forces or powerful public officials.

Self-censorship is more rampant in public media houses because of the tight editorial controls, than in the private sector where reporters enjoy more freedom. Flops in the organisation of a meeting of Commonwealth parliamentarians in 2014 that led to some delegates being stranded at the airport in Yaounde, for example, were widely reported in the private media but not in the public media. Often, no one instructs public media journalists to leave out such details. They simply know it is in their best interest to do so.

"Journalists are generally afraid when reporting certain stories." One panellist recounted being questioned by a security officer, who started their meeting by pulling out a pistol. "People are afraid for their lives," the panellist said.

Scores:

Individual scores:



Average score:

2.3 (2008=1.8; 2011=1.6)

4.7 Media professionals have access to training facilities offering formal qualification programmes as well as opportunities to upgrade skills.

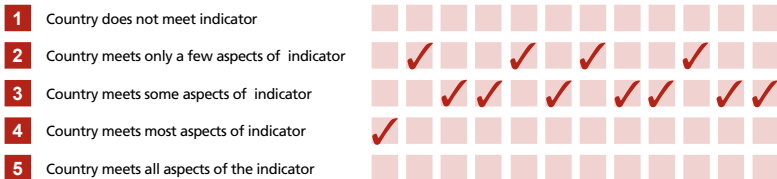
The Advanced School of Mass Communication at the University of Yaounde II is the oldest and leading training centre for journalists. The University of Buea also runs a reputable Department of Journalism and Mass Communication. Both universities offer undergraduate and specialised graduate courses in wide ranging media fields. Numerous other institutes offer programmes with students graduating with either the Ordinary National Diploma (OND) or Higher National Diploma (HND). Formal training institutions generally receive students who are yet to practice as journalists, but some have seen an increase in the enrolment of practicing journalists returning to school. Distance learning programmes have also broadened the opportunities available to journalists and other media professionals.

National and international organisations and some diplomatic missions regularly organise capacity building workshops for media professionals focusing on sectors such as health, human rights, democracy, environment, climate change and decentralisation. *Radio France International* trained reporters and managers of Femme FM Community Radio in Mbalmayo in 2012. “Smart” journalists often seek training opportunities for themselves outside the country.

Though training opportunities seem abundant, most newsrooms do not have policies or dedicated budgets for staff training. “News organisations do not understand that improving the skills and ability of their employees improves the quality of the services they offer and in turn, raises the standards of their organisations,” one panellist pointed out. As a result, journalists often make it a personal responsibility to seek further training. Some do so quietly because they are unlikely to get a study leave and may lose their jobs.

Scores:

Individual scores:



Average score:

2.7 (2008=3.6; 2011=4.5)

4.8 Equal opportunities regardless of race or ethnicity, social group, gender/sex, religion, disabilities and age are promoted in media houses.

An increasing number of women are attending journalism schools today in Cameroon. Many journalism school administrators are categorical about the fact that more women than men are enrolling for their programmes. They say that many reasons account for this new trend, including the overall increase in number of girls enrolling and effectively completing pre-university studies. The development of Cameroon's audiovisual media sector - which appears to be the media of choice for many female graduates - is another important driver. Interesting developments in electronic media are also attracting more female candidates.

However, the positive development in the number of females in media ends in the four walls of journalism classrooms. Men still trump women in numbers inside media newsrooms. Part of the reason is that women generally prefer communication jobs beyond journalism upon graduation. Even if the numbers game is increasingly turning in women's favour nowadays, the few who become journalists hardly get the same opportunities as men in terms of visibility from the kind of assignments they cover and ultimately in terms of promotion. One panellist argued that while the figures cannot be disputed, the hidden part of the story that is not often forthrightly addressed - especially by female journalists themselves - is "their own preference for 'soft' beats like health, education and gender which they consider easier and less demanding than the other beats such as politics, economics, science and sports, which they shy away from."

Nonetheless, things are changing, even if gradually. Several women now hold management level positions – such as publishers and editors - in both private and public media. The state-run company that publishes the national daily, *Cameroon Tribune*, is headed by a woman who is also the publisher. About 45% of the staff at CRTV is made up of women and several of them hold director ranks. Women now feature prominently as anchors on prime time news since the CRTV started presenting its television newscasts with two anchors - usually a man and a woman.

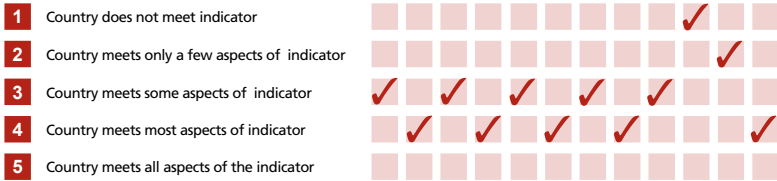
Across the industry, there is no visible discrimination against women and other minority groups. Part of the reason is that male chauvinism is on a general decline in the broader society, and competence is given more importance than gender or other considerations. CRTV, for example, employs several physically handicapped journalists, including a blind radio anchor.

Increasingly, young people are finding space and voice in the industry, especially with the boom in new media and the increasing demand for ICT skills in the industry. The average age at CRTV's web-service is 22 years. "Young people are more likely to grow in new media than in traditional media," said one panellist.

Journalists of the public service generally retire at 55²³, leaving behind a very youthful workforce.

Scores:

Individual scores:



Average score: 3.2 (2008=n/a; 2011=2.3)

Average score for sector 4: 2.4

Total average score: 3.0

23 Journalists recruited directly by the state media usually work until they are 60. The president of the republic has extended the retirement of a few journalists while some retired journalists are often retained as contractors.

The way forward

1. What were the major developments in the media environment within the last three and a half years?

Positive developments

- The holding of the National Communication Forum in 2012 was perhaps the most important development because of its potential to radically change the media landscape. Delegates at the forum recommended many changes to the media law, including the institution of a National Order of Journalists, which is viewed as an important step towards self-regulation. The forum also proposed legislation for new media, a first of its kind.
- After years of inactivity the National Communication Council gained a new lease on life and took many more decisions over the last three and a half years. Its actions produced mixed reactions, drawing criticisms for the suspension of journalists and news organs, and receiving praise for dealing with media offenses before they went to court. In 2014, as a means of publicising its work and making it more accessible, the Council published a document on the procedures and steps for receiving and treating complaints.
- Compared to previous years, fewer court cases involving journalists were reported. One explanation was the increasing role of the National Communication Council in dealing with media lapses. Another significant contribution to the shift could be attributed to intense pressure on the government by national and international press freedom organisations following the death of a journalist in jail in 2010²⁴. Media organisations, especially trade unions, have become more active in reporting abuses against journalists to international pressure groups such as the Committee to Protect Journalists and Journalists without Borders. Social media has also helped in deterring abuses against journalists.
- Digital journalism is increasing its share of the media landscape and is set to soar. The number of digital news organs appeared to be rising, while more newspapers, radio and TV stations are running complementary websites. A number of training programmes are helping to raise the standards of online content.

Negative developments

- The dominance of low quality talk shows and studio productions in the broadcast sector appeared to have tarnished the reputation of the media more than anything else. Seen by media owners as shortcuts to high audience numbers, critics say they are riddled with both professional and ethical shortcomings. Most of the shows are marked by biased analysis, often based on no expertise or facts.
- Corruption in the media remained a major issue and has appeared to worsen over the past several years. These problems are ramifications of other issues that reflect on the media negatively, such as low pay, poor working conditions and inadequate training. Both officials and professionals seemed unable to find a lasting solution to the problem.
- In spite of increasing advocacy, Cameroon remained far away from passing Access to information legislation. Many different organisations have produced draft laws, which have not yet been considered by the government. Secrecy clauses, often dispersed and hidden in different pieces of legislation, make newsgathering difficult and investigative journalism almost impossible. With no protection of the right to know, citizens have no claim on public information.
- Newspapers became more fragile due to worsening economic conditions and intense competition from new media outlets. The moribund political environment has led to a dramatic drop in the number of “hot political stories” either in the form of breaking news or on-going stories which normally feed the media and fuel the industry. That said, it must be acknowledged that newspapers in particular have not been creative enough to produce alternative content.

2. The way forward for the Cameroon media

Panellists recommended advocacy on two main areas be intensified. They are:

- Access to information: Several NGOs and NGO coalitions have already started work on Access to Information legislation in Cameroon. There is a strong conviction that the passage of an access to information legislation will greatly improve the media environment and help citizens to fully enjoy their right to know.
- 2012 Communication Forum Recommendations: In spite of the consensus that recommendations of the national Communication forum of 2012 will radically change the media landscape in Cameroon for the better, there are concerns that the delay in their implementation could be a sign of reluctance to effect meaningful change. There is a sense of urgency about the need to lobby public officials and legislators for the quick implementation of the proposals.

Panellists suggested the setup of working groups to propose strategies for concrete action.

The Panel sessions took place at Sangmelina on 10 – 12 October 2014

Panellists:

Media:

1. Baba WAME
Media Trainer
2. Irene MBAZOA
Community Broadcaster
3. Magnus Biaga
Media owner
4. Marc OMBOUI
Journalist
5. Marie Noëlle GUICHI
Journalist/Editor

Civil Society:

6. Esther OMAM
Human Rights Activist
7. Justin MABOUTH
Human Rights Activist
8. Nadine MACHIKOU
University Lecturer
9. Ngatansou ep. DOUMARA Marie Aissa
Women's Rights Activist
10. Pierre Robert FOJOU
Media Law Expert
11. Richard NDI
Youth Leader
12. Wilfred TASSANG
Trade Unionist

Rapporteur:

Eugene N. Nforngwa
Journalist/Media Proprietor

Moderator:

Emmanuel Wongibe
Journalist/Media Consultant

Friedrich-Ebert-Stiftung (FES)

fesmedia Africa
Windhoek
Namibia
Tel: +264 61 417500
Fax: +264 61 237441
E-mail: info@fesmedia.org
www.fesmedia-africa.org

Friedrich-Ebert-Stiftung (FES)

BP 11 939, Yaoundé
Boulevard de Russie
Yaoundé-Bastos, Cameroun
Phone: +237 22 21 29 96
Fax: +237 22 21 52 74
E-Mail: info@fes-kamerun.org
www.fes-kamerun.org

